

La garantie conventionnelle
des vices rédhibitoires
dans les ventes d'animaux domestiques

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le Samedi 13 Octobre 1934, à 14 h. 30

PAR

JEAN-MARIE DUPONT

Lauréat de la Faculté

MEMBRES DU JURY :

Président.....	MM. SIMONNET, professeur.
Assesseurs....	LESCOT, professeur.
	VOIRIN, professeur.

PAU

MARRIMPOUEY JEUNE, IMPRIMEUR

2, Place du Palais-de-Justice

1934



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE NANCY. -- FACULTÉ DE DROIT

La garantie conventionnelle
des vices rédhibitoires
dans les ventes d'animaux domestiques

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le Samedi 13 Octobre 1934, à 14 h. 30

PAR

JEAN-MARIE DUPONT

Lauréat de la Faculté

MEMBRES DU JURY :

Président	MM. SIMONNET, professeur.
Assesseurs	LESCOT, professeur.
	VOIRIN, professeur.

PAU

MARRIMPOUEY JEUNE, IMPRIMEUR

2, Place du Palais-de-Justice

1934

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. SENN (*, ̄, I. ̄̄).

Doyens honoraires : MM. F. GÉNY (O. *, I. ̄̄), MICHON (*, I. ̄̄).

Professeurs honoraires :

MM. MAY (*, I. ̄̄).

CARRÉ DE MALBERG (*, I. ̄̄).

ROLLAND (I. ̄̄).

MOREL (I. ̄̄).

GÉNY (F.) (O. *, I. ̄̄).

Maître de conférences honoraire : M. MÉLIN (I. ̄̄), docteur en Droit.

MM. GÉNY (O. *, I. ̄̄), professeur de Droit civil.

MICHON (*, I. ̄̄), professeur de Droit romain.

BROCARD (*, I. ̄̄), professeur d'Economie politique.

SENN (*, ̄, I. ̄̄), professeur de Droit romain.

RENARD (I. ̄̄), professeur de Droit public.

HENRY (I. ̄̄), professeur de Droit criminel.

KRÖLL (I. ̄̄), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL (I. ̄̄), professeur de Droit international public.

LESCOT (I. ̄̄), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (I. ̄̄), professeur de Droit civil.

VOIRIN (̄, A. ̄̄), professeur de Droit civil.

TROTABAS (̄, A. ̄̄), professeur de Droit administratif et de
Législation financière.

PARISOT (A. ̄̄), professeur de Droit civil.

DE MENTHON, professeur d'Economie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

MARCHAL, docteur en Droit, chargé de cours d'Economie poli-
tique.

BURDEAU, docteur en Droit, chargé de cours de Droit public.

GÉNY (B.), docteur en Droit, chargé d'enseignement.

BERTRAND (I. ̄̄), secrétaire.

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.*



INTRODUCTION

Parmi les différents commerces dont les meubles font l'objet, il en est un qui, depuis bien longtemps a attiré l'attention du législateur : c'est celui des animaux domestiques. Mais tous les animaux n'ont pas été jugés dignes d'un égal intérêt ; on a, dès le début, laissé délibérément de côté ceux d'entre eux dont la valeur était d'ordinaire minime ou ceux dont la vente était rare sur les marchés et dans les foires. La volaille, les chiens, les chats, les oiseaux ne se sont pas vus appliquer des réglementations spéciales. C'est surtout le gros bétail qui fut pris en considération.

Dans cette catégorie, il faut ranger les chevaux, les ânes, les mulets, les bovins, les ovins et les animaux des races porcine et caprine.

A cette énumération, il convient d'ajouter les esclaves, qui, à l'époque romaine, étaient entièrement assimilés aux autres animaux.

Tout ce bétail, depuis les premières années de Rome, faisait l'objet de transactions nombreuses, à tel point que l'on voyait souvent dans la même journée un animal acheté et revendu plusieurs fois de suite.

Un roulement rapide dans les achats et dans les ventes est indispensable au bon fonctionnement de ce commerce si important dans des pays agricoles comme le nôtre.

Cette importance est mise en lumière par la lecture des dernières statistiques relatives à notre cheptel français ; il

y a en effet en France, à l'heure actuelle, 3 millions de chevaux, 280.000 ânes, 195.000 mulets, 1.375.000 porcs, 14 millions de bovins et 10 millions d'ovins (1).

Le législateur devait, dans la réalisation de son œuvre, s'efforcer d'éviter deux écueils, à peu près aussi redoutables l'un que l'autre : ou bien l'arrêt plus ou moins complet du commerce du bétail à la suite de l'établissement d'une réglementation draconienne, ou bien la recrudescence des fraudes et l'insécurité croissante des opérations effectuées dans les foires.

Il ne fallait pas accabler le vendeur sous le poids d'une garantie écrasante, mais il fallait permettre à l'acheteur de pouvoir se défendre si l'animal, à lui livré, était réellement atteint de vices redhibitoires.

Pour définir ces termes « vices redhibitoires », nous adopterons l'acception large de l'article 1641 du Code Civil; ce sont « les défauts cachés de la chose vendue (en l'espèce, l'animal) qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine ou qui diminuent tellement cet usage que l'acheteur ne l'aurait pas acquise ou n'en aurait donné qu'un moindre prix s'il les avait connus ».

Pour régir la matière des vices redhibitoires d'animaux, on pouvait s'en remettre à trois solutions, soit n'établir aucune réglementation légale et faire de l'achat et de la vente du bétail des opérations aléatoires, quitte à reconnaître la possibilité de conventions de garantie, soit mettre sur pied une législation très stricte, très complète et suffisamment explicite et déclarer nulles de nullité absolue toutes conventions contraires, soit enfin se tourner vers un régime mixte prescrivant des dispositions restreintes mais claires, précises et indiscutables qui constitueraient le droit commun avec faculté laissée aux parties contractantes d'y déroger par des conventions restrictives, extensives ou modificatrices.

La législation relative aux vices redhibitoires a commencé par ne s'appliquer qu'aux seuls animaux, mais en-

(1) Voir : *Le Commerce des Animaux sous l'égide du Droit commun*, par le Docteur-Vétérinaire A. GOULAY (1927). Introduction,

suite un mouvement s'effectua dans le sens d'une plus grande adaptation de la loi aux exigences du commerce d'alors et une scission s'opéra. La règle générale adoptée pour les esclaves et les animaux devint la règle de droit commun dans les ventes de meubles et d'immeubles et pour les animaux s'établit un régime spécial d'abord coutumier puis légal. Ils constituent en effet un genre de meubles à part et les soumettre à des lois particulières devenait une nécessité.

Pour les meubles ordinaires, les vices s'introduisent dans la chose; ils s'y développent petit à petit, la moisissure en est une exemple, et ils y demeurent d'une façon permanente; qu'ils soient cachés ou apparents, ils gardent ce caractère fort longtemps. Il est bien rare de voir un vice passer comme d'une façon cyclique de l'état caché à l'état apparent et réciproquement. Ces mêmes meubles ne peuvent avoir que des vices matériels et physiques; pour chaque sorte de meubles le nombre des vices susceptibles de donner lieu à redhibition est très restreint et il en est de même du nombre de leurs utilisations possibles.

Toutes autres sont les conditions auxquelles sont soumis les animaux. Ils subissent les atteintes non seulement de vices et de tares physiques mais encore de vices moraux, tels que la méchanceté ou la rétivité. Ils peuvent contracter un défaut, une maladie, d'un jour à l'autre, sans que l'on ait même le temps de s'en douter. Tous ces vices se manifestent parfois par intermittence, tantôt apparents, tantôt cachés; ils induisent en erreur les experts par leurs symptômes variés et compliqués qui gênent et embrouillent leurs constatations. Les manifestations extérieures du mal sur lesquelles on se base pour fonder le diagnostic sont assez peu significatives, car il est très aisé de simuler ces vices ou de les dissimuler. De plus, ces difficultés rendent les expertises onéreuses et d'un coût relativement très élevé en comparaison des prix de vente qui sont limités, sauf de rares exceptions.

L'incubation des maladies est d'une durée imprécise, si bien qu'on ne peut en situer l'origine qu'entre deux dates

éloignées; la preuve de l'antériorité du vice sera très ardue. Le jour de la vente, le vendeur lui-même pourra très bien, de bonne foi, ignorer l'existence d'un défaut quelconque. Chaque animal pourra contracter un grand nombre de vices et de maladies; s'il est apte à plusieurs usages, à tel usage correspondra un certain nombre de vices redhibitoires qui pourront bien ne plus offrir ce caractère lorsque il s'agira d'une autre utilisation du même animal. Ces circonstances engendreront plus d'une difficulté.

Les experts auront un rôle de premier plan à jouer dans l'application des lois relatives aux animaux, ces experts seront la plupart du temps des vétérinaires. D'eux dépend en grande partie le succès effectif des mesures prises.

Au seul examen des conditions entourant les ventes d'animaux, nous sommes à même de nous rendre compte dès maintenant du caractère à la fois énergique et très souple qu'une réglementation pratique devra posséder en cette matière.

D'ordinaire les conflits ne naissent pas entre les éleveurs et les cultivateurs, mais entre ces derniers et les maquignons ou les intermédiaires. Possesseurs d'un capital restreint et d'une installation nulle ou insuffisante, ils sont obligés de se débarrasser au plus tôt de leur bétail par une vente rémunératrice ou à défaut grâce à des manœuvres illicites et frauduleuses.

Même jusqu'à notre époque, on n'a paru s'intéresser qu'aux transactions effectuées sur les foires et marchés, qui sont d'ailleurs les transactions les plus fréquentes; ce sont celles qui sont soumises au plus grand nombre de risques et qui requièrent une plus grande rapidité.

Dans l'Ancien Droit romain de la loi des XII Tables (451 av. J.-C., 303 de la fondation de Rome), l'aliénateur transférait la chose telle qu'elle était sans être en principe tenu à aucune responsabilité à raison des vices cachés. Cette absence de garantie facilitait beaucoup les transactions mais les transformait en opérations tout à fait aléatoires.

On n'en était pas encore arrivé à la notion moderne de

la garantie, élément naturel et indispensable de la vente. Les clauses de garantie étaient cependant autorisées et l'usage s'était introduit de recourir à une convention verbale par laquelle le vendeur s'engageait à transférer la chose, exempte de tout vice. On vivait donc alors sous le régime de la garantie conventionnelle tel qu'il fonctionne, aujourd'hui encore, en Angleterre.

Le vendeur était trop avantagé par rapport à l'acheteur. Ce dernier, s'il avait oublié de rédiger une convention pour se protéger contre les vices de l'animal, se trouvait totalement désarmé; pourtant, c'est lui qui méritait davantage la protection de la loi. En effet, il donne quelque chose de certain, le prix, pour quelque chose d'incertain, un animal dont un examen, même attentif, n'a pu lui révéler ni toutes les qualités ni tous les défauts.

Les règles un peu brutales finissent par s'adapter aux exigences de l'époque; aussi, à Rome, peu à peu, on en était venu à admettre que l'*actio empti*, c'est-à-dire l'action du contrat, serait accordée à l'acheteur quand le vendeur, ayant connu les défauts de la chose, ne les lui aurait pas déclarés. Il devait répondre non seulement de ses fausses déclarations, mais encore de ses réticences. Le contrat de vente étant un contrat de bonne foi, les parties ont le devoir d'agir l'une et l'autre avec la même loyauté.

C'est pourquoi, un vice venait-il à se manifester chez l'animal ou l'esclave après la vente, on présumait que le vendeur l'avait sciemment dissimulé et on n'admettait pas qu'il put être de bonne foi.

Un peu plus tard, les édiles trouvèrent que la réglementation des marchés et des foires s'imposait comme une nécessité urgente. Dans un Edit célèbre dont les dispositions s'appliquaient uniquement aux opérations faites dans les marchés, ils firent une nomenclature minutieuse des imperfections que le vendeur était obligé de déclarer. Nul n'est censé à cette époque ignorer les vices de sa marchandise.

A l'*actio redhibitoria* ou à l'*actio quanti minoris*, correspondantes à nos actions redhibitoire et en réduction de

prix actuelles, venaient s'ajouter l'*actio empti* ou *ex empto* si le vendeur avait affirmé une qualité qui n'existait pas et l'*actio de dolo*, si l'on avait dit qu'il y avait une qualité, là où il n'y avait qu'un vice.

Sous l'Edit des édiles, la redhibition était autorisée non seulement lorsque l'animal était impropre au service auquel il était destiné, mais encore quand il était moins apte qu'il n'aurait dû l'être à cet usage (1). C'était passer d'un excès dans l'autre et laisser libre cours aux exigences de l'acheteur, alors que la loi des XII Tables laissait libre cours à celles du vendeur.

Pas plus qu'il ne faut une liberté complète, il ne faut une garantie trop étendue, autrement les difficultés et les causes de procès affluent. Il ne faut pas non plus favoriser la résolution de la vente pour des causes légères, ni garantir des vices très rares, voire même exceptionnels qui laissent planer sur les transactions la crainte des litiges. Depuis l'Edit des Ediles, jusqu'en 1838, aucune loi générale relative aux animaux n'avait été élaborée en France; les ventes étaient régies par les coutumes et les usages locaux, mais la diversité incroyable qui existait d'une région à l'autre entre les réglementations n'était pas faite pour favoriser le commerce interrégional. Telle maladie considérée comme vice redhibitoire dans une province n'était l'objet d'aucune garantie dans la province voisine, les délais d'action eux-mêmes différaient. Toutes les contrées où les coutumes et les usages étaient les plus favorables aux vendeurs voyaient refluer jusqu'à elles les animaux tarés et laissés pour compte sur d'autres marchés soumis à des règles plus étroites et plus sévères. Cela engendrait bien des abus. Les coutumes s'enchevêtraient à plaisir, la solution des litiges se faisait plus ardue de jour en jour et les questions de vices redhibitoires finissaient par être abandonnées entièrement à l'arbitraire des tribunaux.

Dès l'apparition du Code Civil, pour résoudre les conflits, les tribunaux se basaient sur l'article 1641, qui cons-

(1) *Tantum inter talia vitia et cum morbum ex quis minus aptus usui sit* (Lege 5 de ædil. ed.)

titue le droit commun pour les ventes de meubles et d'immeubles, mais les termes de cet article sont plutôt vagues, les gens de mauvaise foi s'empressaient de profiter de la situation et de faire des interprétations fantaisistes, adaptées aux besoins de la cause. Les procès étaient nombreux et compliqués.

Le 24 Avril 1838, à la Chambre des Députés, discutant le projet de loi, origine de la loi du 20 Mai 1838, son rapporteur, M. Lherbette, disait : « Il y a donc lieu de s'écarter de la sévérité de la loi romaine contre le vendeur », mais il jugeait que l'acheteur ne doit pas non plus être privé de toute voie de recours.

La loi du 20 Mai 1838 (1) vint apporter une certaine clarté dans cette matière devenue si touffue; elle établit une règle générale pour toute la France et, du même coup, elle a supprimé plus d'une source de litiges. Elle était ainsi conçue dans son article premier :

« Sont réputés vices redhibitoires et donneront seuls
« ouverture à l'action résultant de l'article 1641 du Code
« Civil, dans les ventes ou échanges d'animaux domesti-
« ques, ci-dessous nommés, sans distinction des localités
« où les ventes et échanges auront lieu, les maladies ou
« défauts ci-après, savoir :

« *Pour le cheval, l'âne ou le mulet* : la fluxion périodique
« des yeux, l'épilepsie ou mal caduc, la morve, le farcin,
« les maladies anciennes de poitrine ou vicilles courbatu-
« res, l'immobilité, la pousse, le cornage chronique, le tic
« sans usure des dents, les hernies inguinales intermittentes,
« la boiterie intermittente pour cause de vieux mal.

« *Pour l'espèce bovine* : la phtisie pulmonaire ou pom-
« melière, l'épilepsie ou mal caduc, les suites de non déli-
« vrance et le renversement du vagin ou de l'utérus après
« le part chez le vendeur.

« *Pour l'espèce ovine* : la clavelée et le sang de rate. »

Cette loi, comme on le voit, ne supprimait pas la règle de Droit commun, établie par l'article 1641 du Code Civil;

(1) (S. 1838 - 2 - 237).

elle délimitait seulement les cas dans lesquels cet article pourra jouer. Du fait même qu'elle soumettait les animaux à un régime spécial, elle reconnaissait que les animaux constituaient dans l'ensemble des meubles une catégorie à part. De plus, elle déterminait d'une façon précise ce qu'il faudrait considérer à présent comme un bref délai : neuf ou trente jours suivant les cas, elle supprimait l'action *quantum minoris*, qui facilitait d'après elle des manœuvres frauduleuses. Une procédure simplifiée fut mise à la disposition des parties et l'on peut dire que cette série de dispositions constituait un progrès très net par rapport au chaos de la législation coutumière précédente.

De la possibilité d'une garantie conventionnelle supplémentaire, cette loi de 1838 n'avait absolument rien dit. En fait, cependant, les conventions étaient considérées comme autorisées, mais l'on distinguait entre les clauses extensives et les clauses restrictives. Les tribunaux reconnaissaient la validité des conventions extensives, mais ils n'osaient se prononcer de façon catégorique sur celle des conventions restrictives car ils présumaient que le vendeur connaissait le vice et que l'acheteur l'ignorait ; dans ces conditions, une convention de non-garantie eut été frauduleuse.

La loi du 20 Mai 1838 n'était encore qu'une esquisse du droit des animaux et, comme toute esquisse, elle présentait des imperfections ; certains vices avaient été l'occasion d'abus et de fraudes ; un grand nombre de Conseils généraux demanda le changement de la nomenclature et sa révision. La Société Centrale de Médecine Vétérinaire fut consultée sur la question et, de ses déclarations, le Conseil d'Etat s'efforça de tirer les éléments d'une judicieuse réforme.

Le principe du projet est qu'il ne faut admettre comme vices redhibitoires que ceux dont la constatation est assurée dans l'état des connaissances courantes de la science vétérinaire, qu'il est nécessaire que le vice accepté comme redhibitoire ne puisse être facilement simulé et soit de

nature telle que son apparition dans le délai légal soit une preuve certaine de sa préexistence lors de la vente.

Le gouvernement, en 1876, fit une proposition relative à l'inclusion des vices moraux dans la liste des défauts et des maladies garantis par la loi nouvelle, mais cette démarche ne fut suivie d'aucun résultat.

Le 21 Juillet 1881 (1), les vices redhibitoires furent scindés en deux groupes : d'un côté, les vices redhibitoires proprement dits, qui continuèrent à être soumis à la loi du 20 Mai 1838; de l'autre, les maladies contagieuses qui se virent appliquer des règles toutes spéciales. Cette nouvelle loi du 21 Juillet 1881 prescrivait des mesures d'ordre public.

Le 2 Août 1884 (2), les divers projets de réforme de la loi de 1838 prirent corps dans une loi qui faisait un pas de plus dans la voie de la restriction des garanties accordées à l'acheteur. Si, pour l'espèce porcine, dont la loi de 1838 n'avait pas parlé, elle déclara la ladrerie vice redhibitoire, pour les ovins par contre elle supprima la possibilité d'un recours en garantie pour le sang de rate; pour les bovins, tous les vices furent rayés, sans exception aucune, de la liste légale, et pour la race chevaline on retrancha également l'épilepsie ou mal caduc, les maladies anciennes ou vieilles courbatures et les hernies inguinales intermittentes. On remplaça la pousse, qui n'était qu'un symptôme de maladie, par la maladie elle-même susceptible de la produire, c'est-à-dire par l'emphysème pulmonaire.

La loi de 1884, en outre, assimile au tic sans usure des dents, le tic avec usure des dents; elle refuse toute action aux acheteurs d'animaux ayant une valeur inférieure à 100 francs, ce qui équivalait avant guerre à supprimer la garantie légale pour la plupart des animaux des espèces ovine, porcine et même asine. Si elle désarmait l'acheteur d'une certaine façon, elle lui donnait, malgré tout, d'un autre côté de nouveaux moyens d'action et de défense. Tout d'abord en lui rendant l'action *quantum minoris* dont

(1) (S. 1882 - 5 - 317. 3^e col.).

(2) (D. P. 1884 - 4 - 121).

il avait été privé par la loi de 1838, en autorisant ensuite d'une façon explicite les conventions modificatrices de la loi, aussi bien extensives que restrictives. Elle spécifie nettement dans son article premier : « L'action en garantie dans les ventes ou échanges d'animaux domestiques sera régie, à défaut de conventions contraires, par les dispositions suivantes, sans préjudice des dommages-intérêts qui peuvent être dus s'il y a dol. »

C'est donc de la loi du 2 Août 1884 que date, à proprement parler, la reconnaissance légale de la garantie conventionnelle que nous nous proposons d'étudier ; cependant, la loi de 1884 ayant été conçue exactement dans le même esprit que celle de 1838, la jurisprudence pourra être analysée avec profit depuis cette époque.

Il faut noter également l'abrogation par l'article 12 de la loi de 1884 de tous les règlements et coutumes imposant une garantie exceptionnelle aux vendeurs d'animaux destinés à la boucherie.

Les modifications apportées par la suite ne furent pas nombreuses et ne visèrent que des points de détail.

La loi du 31 Juillet 1895 (1) supprima le seul vice qui subsistait pour les ovins, c'est-à-dire la clavelée ; la morve et le farcin du cheval, de l'âne et du mulet cessent, à ce moment, d'être considérés comme vices redhibitoires proprement dits et passent dans la catégorie des maladies contagieuses.

La loi du 23 Février 1905 (2) effectua seulement un petit changement de détail, en remplaçant les mots « boiteries intermittentes » par « boiteries anciennes intermittentes ».

Vint ensuite une *loi du 24 Février 1914* (3) qui abrogea l'article 6 de la loi de 1884, augmentant le délai de l'action à raison de la distance. Les transports, en effet, s'améliorèrent rapidement et une telle disposition n'était donc plus aussi utile qu'à l'époque des lents déplacements.

Enfin, par une *loi du 24 Janvier 1934* (4), la tuberculose

(1) (D. P. 1895 - 4 - 127).

(2) (D. P. 1905 - 4 - 96).

(3) (D. P. 1917 - 4 - 231).

(4) (*Journal Officiel*, numéro Janvier 1934, p. 927).

des bovidés est intégrée dans la liste des vices redhibitoires, mais seulement dans certains cas, « dans le cas où les animaux auront été reconnus cliniquement atteints et dans celui où ils auront réagi à l'épreuve de la tuberculine exclusivement pratiquée par voie sous-cutanée, soit selon le procédé de la dose simple, soit selon le procédé de la dose double avec recherche des réactions précoces ».

Sauf la loi de 1931, toutes les autres, en général, ont agi dans le sens de la restriction de la garantie légale; on a réduit la nomenclature des vices à des défauts ou à des maladies facilement constatables et vraiment importants. Pendant ce temps, d'une façon parallèle, à mesure que le législateur restreignait le nombre des vices redhibitoires, il augmentait celui des maladies que la loi considérerait désormais comme contagieuses. Tout compte fait, on peut dire que les garanties accordées à l'acheteur se transformaient plutôt qu'elles ne disparaissaient.

Il semblerait, à voir l'insistance avec laquelle la loi de 1884 parle des conventions contraires, que le régime conventionnel est considéré comme le régime fondamental en la matière. Le rôle unique des textes législatifs, ayant trait à cette question, ne consisterait qu'à procurer un minimum de garantie au cas où les parties auraient négligé de s'expliquer clairement sur leurs intentions. Il s'agirait uniquement d'un pis-aller; on n'a pas voulu faire œuvre définitive, on a eu le désir et la seule ambition de bâtir un canevas sur lequel il serait possible de broder librement et de laisser s'effectuer une adaptation par l'intermédiaire des conventions; une fois la coutume établie et solidement assise, il ne resterait plus qu'à la sanctionner. De cette manière on verrait bien dans quel sens évolueraient les bénéficiaires de la réglementation.

Si la loi a permis les conventions, elle a négligé de déterminer la conduite à tenir et les solutions à adopter lorsque les parties auront fait silence sur tel ou tel point. Les clauses expresses dans les contrats de vente d'animaux sont parfois malaisées à interpréter, leur validité dans certains cas est mise en doute, les auteurs discutent même

pour savoir quel est le droit commun en la matière; des questions de preuve, de délais soulèvent de fréquentes contestations; quant à la garantie tacite, qui prend de jour en jour une importance plus grande, elle pose plus d'un problème intéressant à résoudre.

Nous n'étudierons que les ventes d'animaux sans nous préoccuper des échanges et nous diviserons notre ouvrage en quatre parties traitant de la garantie expresse, de la garantie tacite, des rapports de la garantie conventionnelle avec certaines notions connexes comme l'erreur sur la substance et l'action pour inexécution des conditions du contrat; une quatrième partie sera consacrée aux problèmes relatifs à la preuve des conventions et dans la conclusion, nous essaierons d'apprécier le régime légal actuel, de voir s'il ne serait pas préférable de supprimer toute garantie légale pour laisser les parties entièrement responsables de la protection de leurs opérations d'achat ou de vente. Nous donnerons enfin notre opinion sur le régime qui nous semble devoir être le meilleur, eu égard aux circonstances actuelles.

PREMIÈRE PARTIE

De la garantie conventionnelle expresse en général

La garantie conventionnelle expresse est, de par sa nature, une chose tout à fait normale ; elle n'est qu'une application du principe de la liberté des conventions et de l'autonomie de la volonté. Ce n'est pas sa nature que nous analyserons, par conséquent, mais son rôle pratique, les circonstances dans lesquelles il sera intéressant d'y recourir et l'interprétation de certaines clauses qui prêtent à confusion.

Il faudra bien fixer la ligne de démarcation entre le régime légal et le régime conventionnel ; en effet, là où la loi s'arrêtera, là commencera le domaine de la convention ; et l'on constate, d'après la jurisprudence, que le rôle effectif de la convention augmente à mesure que la loi se fait plus limitative.

Les conventions expresses peuvent se diviser en deux catégories : les conventions expresses proprement dites et les conventions expresses indirectes. Les conventions expresses proprement dites sont celles qui sont libellées en termes explicatifs et dont l'énoncé laisse immédiatement saisir tout le sens et toute la portée ; ainsi nous pourrions citer comme exemple une clause rédigée en ces termes : « Je garantis le cheval vendu le 30 juin à M. X... contre les vices redhibitoires légaux et, de plus, contre toute boiterie de quelque cause qu'elle provienne. »

Les conventions expresses indirectes se différencient des premières, en ce qu'elles ne traduisent la volonté de leur auteur que par un détour et obligent le juge à un certain travail d'interprétation. Quand on dit : « Je vous vend tel cheval, vous le garantissant d'une parfaite douceur. » Evidemment, les vices garantis par cette formule ne sont pas nommément désignés, mais il est aisé d'en induire la garantie par le vendeur des vices de méchanceté ou de rétivité. Il y a bien encore là une affirmation expresse, et il ne faudrait pas confondre ces cas avec ceux de garantie tacite. La garantie tacite, au contraire, telle que nous l'analyserons dans notre deuxième partie, ne découle nullement ni d'un écrit quel qu'il soit, ni d'une affirmation catégorique, mais uniquement d'un silence présumé significateur de garantie, ou de certains faits et gestes, de certaines paroles qui peuvent permettre aux juges d'en induire l'existence d'une convention tacite.

CHAPITRE I

Extension de la garantie

SECTION I

Extension de la garantie à des animaux non compris dans l'énumération légale

La loi de 1884, avec les modifications qui lui ont été apportées postérieurement, a un champ d'action très restreint; elle ne s'intéressait jusqu'en 1934 qu'à deux catégories d'animaux : à la race chevaline, aux ânes et mulets et à la race porcine. Ce n'est que la loi du 24 janvier 1934 qui a procuré aux acheteurs de bovins une certaine garantie, qui leur avait été refusée jusqu'alors, sauf pour ce qui concernait les maladies contagieuses. Il n'est plus question dans les lois relatives aux vices redhibitoires propre-

ment dits, ni des ovins ni des animaux de la race caprine; quant aux autres espèces animales : chats, chiens, volailles, lapins, oiseaux, etc., aucune loi ne les a jamais visées.

Si la loi accorde une protection moindre aux acheteurs d'animaux autres que les chevaux, ânes ou mulets, c'est d'abord parce que ces autres animaux, sauf les bovins, sont d'un moindre prix et que la tare qui pourrait leur ôter la valeur du service, leur en laisse une autre, celle de la chair ou de la laine. La viande du cheval, elle, n'est pas de consommation courante et ne se paie pas très cher.

S'agit-il d'effectuer l'achat d'un représentant d'une de ces espèces non garanties ou mal garanties, l'acheteur sera fort poussé à exiger de son vendeur la rédaction d'une convention extensive, surtout si l'opération est effectuée moyennant un prix élevé, mais avant de se prononcer sur la conduite à tenir, il importe de connaître d'une façon exacte la situation juridique dans laquelle se trouvent ces animaux. Si, du fait même qu'ils sont passés sous silence par la loi de 1884 et les lois subséquentes, ils sont privés de toute garantie pour vices redhibitoires, la stipulation d'une convention de garantie présentera des avantages indubitables, mais si leur exclusion de la liste légale n'a pour but que de les faire passer sous la protection des articles 1641 et suivants du Code Civil, c'est-à-dire du Droit commun des meubles et des immeubles en général, les conventions extensives de garantie deviennent inutiles, sauf dans certains cas que nous préciserons ultérieurement. En effet, l'article 1641 donne déjà la possibilité d'agir en garantie dans la plupart des hypothèses intéressantes.

PAR I. — *Quel est le Droit commun en matière de ventes d'animaux domestiques ?*

Les avis sont partagés et l'une et l'autre des deux théories en présence ont été soutenues par des personnalités également autorisées, parmi lesquelles les magistrats chargés d'appliquer la loi. La doctrine et la jurisprudence sur ce

point sont contradictoires. Les auteurs qui, à l'instar de M. Le Pelletier (1), tendent à admettre le jeu des articles 1641 et suivants, en cas de silence de la loi de 1884, partent de ce postulat, que la législation actuelle relative aux animaux est une loi d'exception.

Toute loi d'exception, disent-ils, doit entrer en action seulement dans les cas et les circonstances pour lesquels elle a prévu des dérogations. Si elle a négligé d'envisager certaines situations particulières, elle est censée avoir voulu en l'occurrence laisser s'appliquer la loi générale.

Certes, à la lecture de la loi, on est porté à voir, dans les dispositions du Code Civil, la règle générale; de fréquents renvois y ramènent en effet aux articles précités.

Les termes de la loi de 1838 sont assez équivoques et à ne considérer que cette loi, la solution admise par les partisans de la première théorie est tout à fait soutenable.

L'article 1^{er} de la loi du 21 juillet 1838 s'exprime de la sorte : « Sont réputés vices redhibitoires et donneront *seuls* « ouverture à l'action résultant de l'article 1641 du Code « Civil, dans les ventes ou échanges des animaux domes- « tiques *ci-dessous dénommés*. » Il semble en ressortir que les animaux non dénommés dans l'énumération suivante, les représentants de l'espèce porcine par exemple ne devaient pas obéir à la loi spéciale, mais dépendaient du Droit commun de l'article 1641.

Selon M. Le Pelletier (2) : « L'action redhibitoire doit « être autorisée pour tous les animaux non compris dans « la loi de 1884 et notamment pour l'espèce bovine, à rai- « son de tous les vices, maladies ou défauts cachés réunis- « sant les conditions énumérées dans l'article 1641 du « Code Civil. »

M. Charles Lavollée (3) est du même avis et trouve inutile de rédiger des conventions extensives; la règle générale pour lui est celle qui est édictée par le Code; elle per-

(1) LE PELLETIER : *Manuel des vices redhibitoires des animaux domestiques*, p. 13 et suivantes.

(2) LE PELLETIER : ouvrage cité (p. 13).

(3) CHARLES LAVOLLÉE : *Des nullités et des résiliations dans les ventes de chevaux* (p. 50).

met à l'acheteur d'avoir satisfaction en cas de besoin. « Par exception, le législateur a, en toute connaissance de « cause, institué une loi spéciale dans le but de simplifier « et surtout d'accélérer l'exercice de l'action redhibitoire « ou de l'action *quantum minoris*, dans un certain nombre « de cas précis et strictement énumérés. » Les dispositions du Code procurent une sauvegarde suffisante, mais on n'y est pas aidé comme dans la loi de 1884 par des présomptions, une procédure et des modes de preuve simplifiés. Il n'est pas bon, d'après lui, de multiplier les faveurs. « Pourquoi, dès lors, dit-il, serait-il permis à des particuliers d'augmenter à leur gré cette énumération et d'appliquer à des cas non prévus par la loi le bénéfice de « dispositions que le législateur a expressément réservé « à des cas par lui déterminés ? »

D'autres jurisconsultes, et certainement le plus grand nombre, pensent au contraire, que la loi de 1884 régit le commerce de toutes les espèces d'animaux domestiques et que les ventes ou échanges des bovins et autres animaux non désignés par la loi ne donnent lieu à aucune action en garantie. M. Galtier (1) est très catégorique dans l'affirmation de son opinion : « Il n'y a pas, de par la loi, de vices « redhibitoires pour les animaux bovins (2), ovins et caprins. Les autres vices et les autres espèces animales « ne sont pas plus que sous l'empire de la législation précédente soumis aux règles du Droit commun (3) ».

MM. Oscar Dejean (4), Poirier-Coutansais (5), etc... partagent cette manière de voir ; quant à M. Malnoury (6), il repousse énergiquement l'application aux animaux des principes ordinaires du Code Civil et il fait à ce sujet cette

(1) V. GALTIER : *De la garantie des vices redhibitoires dans les ventes ou échanges d'animaux* (1898), cité par M. GOULAY, ouvrage cité (p. 2 à 5).

(2) Depuis 1884, jusqu'en 1934, il ne faut pas oublier que la race bovine a toujours été privée de garantie en cas de vice redhibitoire.

(3) En ce sens WATRIN et BOUTET (1886), GALLIER (1896), CONTE (1898), cités par GOULAY, ouvrage cité (p. 2 à 5).

(4) OSCAR DEJEAN : *Traité théorique et pratique des actions redhibitoires et en réduction de prix dans le commerce des animaux domestiques*.

(5) POIRIER-COUTANSAIS : *Des vices redhibitoires et des maladies contagieuses dans les ventes d'animaux domestiques* (p. 59 et 60).

(6) MALNOURY : *Petit manuel pratique des vices redhibitoires* p. 16 et 17.

judicieuse remarque : « On ne comprendrait pas autrement les préoccupations du législateur et il en résulte cette anomalie que les ventes non envisagées par lui seraient (quoi qu'en dise M. Lavollée) (1) traitées beaucoup plus favorablement que celles auxquelles il s'est intéressé de façon si attentive. »

« D'autre part, pourquoi, dit M. Mulard (2), rétablir en les soumettant aux principes généraux du Code Civil, des cas de résolution, comme les maladies de l'espèce bovine, que l'on avait supprimés pour éviter des difficultés. Il a, en effet, été prouvé par les faits avant 1838, que le Droit commun était la cause de tous les litiges soulevés à l'occasion des ventes de bétail. Le législateur ne peut à ce point se contredire. »

Si nous cherchons la position prise par la jurisprudence, nous voyons que les jugements sont très partagés sur ce point douteux.

Ainsi le Tribunal Civil de Villeneuve-sur-Lot, dans un jugement du 25 juillet 1892 (3), soutient que la loi de 1881, en statuant sur certains vices, n'a pas pour cela entendu exclure de toute garantie les autres vices redhibitoires qui peuvent se rencontrer dans les ventes d'animaux dont elle n'a pas parlé; la théorie du Code Civil reste la règle générale et leur est applicable.

En ce sens également un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine du 19 juillet 1887 (4).

La Cour de Cassation, au contraire, s'est toujours prononcée en sens contraire, aussi bien sous l'empire de la loi

(1) Ch. LAVOLLÉE : ouvrage cité (p. 50).

(2) Paul MULARD : *De la garantie des vices dans les ventes d'animaux* (p. 68).

(3) (D. P. 93 - 2 - 253).

(4) (D. P. 88 - 5 - 277). Voir en ce sens : Bernay, 30 avril 1875 (*Recueil de Médecine Vétérinaire* 1876, p. 788) ; Nogent-le-Rotrou, 9 mai 1890. (S. 1891 - 2 - 241) ; Lyon, 11 juin 1897 (*Gazette des Tribunaux*, 9 octobre 1897) ; Tribunal de Paix de Plaisance, 12 novembre 1908 (*Moniteur judiciaire de Lyon*, 11 juin 1909) ; Tribunal Civil de Caen, 18 avril 1905 (*Moniteur judiciaire de Lyon*, 1^{er} septembre 1905. *Gazette du Palais*, Table 2 (1902 - 1907, p. 684, n^o 302) ; Note sous jugement Tribunal Civil de Clamecy, 23 février 1934 (*Gaz. Pal.* 1934 - 1 - 696) ; C. d'Alger, 13 avril 1896 (S. 1897 - 2 - 7) (D. P. 1896 - 2 - 478).

de 1838 que sous celui de la loi de 1884 (1). La plupart des tribunaux ont suivi la doctrine de la Cour de Cassation (2).

Que conclure de tout ceci; il semble que la vérité ne soit pas douteuse. La loi de 1884 est, certes, une loi d'exception, mais elle n'est exceptionnelle que vis-à-vis de la loi générale applicable aux meubles et immeubles ordinaires. Il apparaît clairement que le Droit commun pour les animaux est constitué par la loi de 1884. Si les parties n'ont manifesté aucune volonté spéciale, ce n'est pas l'article 1641 du Code Civil qui doit régir leur opération, mais bien la loi de 1884. Parmi les dispositions des articles 1641 et suivants, il en était quelques-unes qui étaient aussi satisfaisantes dans le cas des ventes de bétail que dans celui des ventes de tous autres meubles, ainsi celles qui ont trait à la non-garantie des vices apparents ou connus de l'acheteur, ou l'obligation pour le vendeur de payer des dommages-intérêts à l'acheteur si, ayant eu connaissance des vices de l'animal, il ne les a pas révélés. Au lieu d'en répéter les termes dans ses propres articles, la loi de 1884 renvoie purement et simplement à ces règles générales de la vente telles qu'elles figurent dans le Code Civil. Il ne faut pas oublier cependant que, malgré tout, la loi de 1884 demeure le droit commun. Seuls, les animaux compris dans l'énumération légale peuvent bénéficier d'une protection contre les vices redhibitoires sauf, bien entendu, si on a eu recours à des conventions extensives. L'application des articles 1641 et suivants est conditionnée par la loi de 1844. On ne peut profiter des avantages qu'ils offrent sans passer par elle. Il n'y a que pour les animaux ne présentant pas le caractère domestique que le régime du Code s'applique directement et constitue le droit commun.

(1) Cass. civ. 8 mars 1832 (*Gaz. Pal.* 1932 - 1 - 727) (D. P. 1846 - 1 - 112) (D. P. 1855 - 1 - 176) ; Cass. Req. 10 novembre 1855 (D. P. 85 - 1 - 396) (S. 86 - 1 - 53).

(2) Voir références : CONTE : *Jurisprudence Vétérinaire* (p. 133),

PAR II. — *Divers cas pratiques d'application de la garantie conventionnelle.*

Si l'on ne veut pas se trouver démunie de voies de recours contre l'existence toujours possible d'un défaut ou d'une maladie quelconques, la garantie conventionnelle va être à peu près le seul moyen de préservation contre les aléas de la vente. Pour les bovins principalement, qui sont protégés d'une façon insuffisante, la rédaction de conventions expresses présentera un grand intérêt; pour les ovins, qui sont d'un plus faible prix, c'est surtout en cas de vente d'un troupeau qu'il faudra utiliser cette possibilité.

Un point sur lequel il convenait de porter son attention, du moins avant guerre, c'était sur ce fait que certains animaux ont beau être compris dans l'énumération légale, l'action redhibitoire ou *quantum minoris* ne leur était pas applicables si leur valeur n'atteignait pas 100 francs; pour les races ovine ou porcine et même asine, le chiffre de 100 francs représentait une valeur moyenne; aussi pour la moitié au moins des animaux de ces espèces, faute de conventions expresses, les ventes dont ils faisaient l'objet ne pouvaient être résolues même pour des vices redhibitoires légaux. A présent, le chiffre de 100 francs n'ayant pas été relevé afin de l'adapter aux prix actuels, la disposition de l'article 4 de la loi de 1884 n'offre plus aucune importance. Pour récupérer une somme aussi minime, on ne se hasarderait plus à intenter un procès, d'une issue douteuse et dont les frais absorberaient entièrement et même au delà le bénéfice que l'on retirerait à triompher du vendeur. Il est bien rare, en effet, que les dommages-intérêts accordés à l'acheteur lésé atteignent la valeur représentée par les pertes de temps, le coût des déplacements et des démarches, les honoraires des avocats et des vétérinaires consultés et l'intérêt de l'argent qu'il a fallu avancer.

La loi de 1881 ne régit que les ventes amiables et non

les ventes faites par autorité judiciaire telles que les ventes sur saisies, sur successions bénéficiaires, les ventes de biens de mineurs ou d'interdits, les ventes après faillites ou liquidations judiciaires. Par conséquent, pour cette dernière sorte de ventes, il n'y a pas d'actions redhibitoire ou *quantum minoris* possibles, cela résulte de l'article 1649 du Code Civil.

C'est dans ce cas la Justice qui vend au lieu du vendeur et qui n'adjudge la chose que telle qu'elle est. Le propriétaire de l'animal restant étranger au contrat ne saurait être tenu d'aucune garantie.

Il n'en est pas de même dans les ventes qui, quoique volontaires, sont précédées de formalités de publicité et qui ont lieu aux enchères publiques avec le concours d'un officier public. Ces ventes, bien qu'ayant emprunté la forme des ventes faites par autorité de justice, n'en restent pas moins des ventes volontaires. Le vendeur est, non plus la Justice, mais le propriétaire de l'animal, qui, dès lors, reste tenu de l'obligation de garantie.

Le législateur, pour les ventes faites par autorité de justice, n'a pas voulu que l'on put remettre en question sous prétexte de vices redhibitoires, des ventes que l'on est dans la nécessité de faire et qui entraînent des frais considérables. Aussi, dans des ventes présentant ce caractère, on ne pourrait exiger la délivrance d'un billet de garantie et si, pour une raison ou pour une autre, l'officier public chargé de la vente en avait rédigé un, il devrait être considéré comme nul et de nul effet.

En résumé, il y aura lieu de suppléer aux insuffisances de la loi par le moyen de la garantie conventionnelle dans les ventes de bovins; pour les animaux de la race ovine ou caprine, cela ne sera réellement utile que lorsque l'on achètera un troupeau important représentant une valeur élevée. Pour les chiens de race qui, parfois, sont vendus très cher, une convention extensive de garantie sera fortement à conseiller.

SECTION II

Extension de la garantie à des vices non compris dans l'énumération légale

Le caractère limitatif de la loi de 1884 s'étend également à la nomenclature des vices et des maladies; ainsi, pour le porc, en dehors de la laderrie, aucun vice n'entraîne d'obligation de garantie et si l'on veut que d'autres défauts, d'autres tares relèvent du régime légal, il sera nécessaire de recourir à une clause extensive en ce sens. Plusieurs maladies, il est vrai, reçoivent la sanction de la loi du 21 Juillet 1881 et des lois subséquentes sur la police sanitaire des animaux, mais on peut trouver cette protection insuffisante. Le législateur n'a indiqué dans son énumération que des vices graves, assez fréquents et non susceptibles d'être simulés frauduleusement par l'acheteur. Suivant l'usage que l'on désire faire d'une bête dont on fait l'achat, c'est tantôt un défaut, tantôt un autre que l'on redoute d'une façon particulière. La garantie accordée est parfois partielle et ne vise qu'un ou plusieurs cas. On demandera, par exemple, au vendeur un billet rédigé en ces termes : « Je garantis le cheval de trait percheron » (signalement) vendu à M. X..., contre la méchanceté. » Si l'on préfère, on peut exiger une extension totale : « Je garantis le cheval... etc., contre tout vice quel qu'il soit. »

Ces clauses extensives se présenteront sous deux formes distinctes, ou bien elles auront trait à un, plusieurs ou tous les vices et seront des clauses expresses proprement dites; ou bien elles auront trait à une ou plusieurs qualités, ce seront alors ce que nous avons appelé plus haut des clauses expresses indirectes.

SOUS-SECTION I

Interprétation des clauses de garantie

Les conventions d'extension partielle sont la plupart du temps d'une interprétation facile, mais s'agit-il de conven-

lions d'extension totale, il en est tout autrement. Elles sont rédigées souvent en des termes ambigus qui n'ont pas pour tous les auteurs ni tous les tribunaux la même portée. Dégager la signification exacte de ces mots à double sens est une tâche ardue, livrée complètement à l'arbitraire des juges. Il nous faudra passer en revue quelques-unes des clauses les plus courantes et essayer de voir leur portée réelle. Quelles sont celles qui ne sont qu'apparemment extensives, quelles sont celles qui le sont véritablement et à quel point le sont-elles ? Voilà les questions que nous devons nous poser.

D'ordinaire, la doctrine et la jurisprudence interprètent de la même manière les conventions douteuses.

PAR I. — *Clauses apparemment extensives*

Le Tribunal de Commerce de Marseille, dans un jugement du 21 juillet 1862 (1), a refusé à l'acheteur d'un cheval atteint d'une luxation de la rotule, l'exercice de l'action en garantie, bien que la vente ait été passée avec convention dans laquelle le vendeur s'engageait à « garantir tout ». L'engagement de garantir tout n'était pas, de l'avis des juges, extensif de la garantie légale accordée aux acheteurs d'animaux domestiques.

De même, d'après certaines décisions de jurisprudence, l'expression « Animal vendu sain et net » ou « propre et net » ou « vivant et en bonne santé » n'est pas créatrice d'un surcroît de garantie; elle ne donne droit à rien de plus qu'à la garantie légale (2). La vente « faite de confiance » n'aurait pas d'effet extensif. Tous ces termes d'après elles ne serviraient qu'à tromper les acheteurs naïfs qui, pensant avoir acquis une sécurité parfaite, sont disposés à payer l'animal un peu plus cher. Cette solution est repoussée dans le Répertoire *Dalloz* (3). D'après M. Huzard (4),

(1) Répertoire alphabétique de DALLOZ, voir *Vices redhibitoires*, p. 97 et GALLIER, ouvrage cité p. 137.

(2) En ce sens : Arrêt de la Cour de Caen, 22 février 1888 (*Recueil des Arrêts Caen-Rouen*, 1888 - 1 - 61).

(3) DALLOZ : *Jurisprudence générale*, voir *Vices redhibitoires*, p. 103.

(4) Cité par LAVOLLÉE p. 88.

la clause de vente « sain et net » entraîne une garantie d'absence complète de vices redhibitoires au sens large de l'article 1641 du Code Civil. M. Lavollée (1) trouve, au contraire, que rien ne permet d'interpréter de la sorte parcille expression. « Des hippologistes éminents, dit-il, « ont vu dans le mot « sain » la garantie de la bonne santé « de l'animal et dans le mot « net » la garantie de l'absence totale de tares; ainsi pour les chevaux, la résolution de la vente ou la diminution du prix seraient déterminées par la présence sur les jambes de molettes, « suros, vessigons, courbes, claquages actuels ou même « guéris. »

Pour d'autres, une garantie aussi étendue que la prévoit M. Huzard ne découlerait que de la formule « garanti de partout », formule que M. Lavollée nous dit, d'ailleurs, constamment employée jadis, pour les chevaux surtout. La Cour de Cassation (2), dans un arrêt du 20 décembre 1887, se refuse à voir une extension totale et même partielle résulter d'un billet stipulant telle jument « parfaite, de confiance et ne laissant rien à désirer » quand bien même l'intention des parties eut été en ce sens.

De ces décisions de jurisprudence, on peut conclure en principe qu'une stipulation formelle et explicite est nécessaire si l'on veut pouvoir invoquer une extension conventionnelle du régime légal. L'acheteur ne saurait exiger chez l'animal d'autres qualités que celles qu'il s'est fait promettre expressément. Comme le fait remarquer M. Lemaître (3), c'est ici le texte et l'esprit de la convention qui l'emportent le plus souvent sur l'intention des co-contractants. Nous nous trouvons en face d'une des rares applications du système de la déclaration de volonté.

D'après la théorie de l'autonomie de la volonté, qui acquiert de jour en jour plus de faveur auprès des juristes modernes, il faudrait rechercher avant tout quelle est la volonté interne des parties. Si les parties ont eu l'inten-

(1) M. LAVOLLÉE, ouvrage cité, p. 88.

(2) (D. 1888 - 1 - 84).

(3) A. LEMAÎTRE : *De l'achat et de la vente du cheval*, p 203.

tion d'étendre à d'autres vices la protection de la loi, quelque défectueuse qu'ait pu être la rédaction de leurs conventions, leur volonté profonde doit faire la loi du contrat.

D'après le système de la déclaration de volonté défendu par la jurisprudence, en cas de clauses expresses et qui contraste étrangement avec l'adoption de la garantie tacite admise par cette même jurisprudence, la volonté n'est connue dans le milieu social que grâce à des manifestations extérieures et apparentes. C'est à ces apparences que les tiers doivent se fier (1), et comme le dit M. Demogue, pour ne tenir compte que des volontés apparentes, ne doit-on pas se préoccuper de leur mode de manifestation au point de rejeter tout ce qui est volonté douteuse, incertaine et hors du domaine du droit.

A notre avis, la solution de la jurisprudence et des auteurs qui la suivent est erronée. Si le texte n'est pas très explicite et si l'on hésite entre l'interprétation extensive et l'interprétation restrictive, il y a lieu d'opter pour l'interprétation extensive ; c'est d'ailleurs ce qui ressort de l'article 1602 du Code Civil : « Le vendeur est tenu d'expliquer ce à quoi il s'oblige. Tout pacte obscur ou ambigu s'interprète contre le vendeur. » La jurisprudence rejette pour la matière des ventes d'animaux un principe qu'elle applique pour tous les autres cas ; pourquoi déroger sans raison à la règle générale ?

Nous sommes partisan, comme M. Alfred Gallier (2), de réclamer l'interprétation large (3). L'interprétation restrictive faciliterait beaucoup la fraude et livrerait les acheteurs inexpérimentés ou simplement les acheteurs de trop bonne foi à la merci de maquignons retors.

Et, de plus, d'après l'article 1157 du Code Civil, il faut, en cas de doute entre deux sens, choisir celui qui a une signification utile de préférence à celui qui serait de nul effet.

(1) DEMOGUE : *Traité des obligations*. L. I. p. 86.

(2) A. GALLIER : *Traité des vices redhibitoires dans les ventes ou échanges d'animaux domestiques*.

(3) En ce sens : Tribunal de Commerce de Marseille, 8 juillet 1887 ; (*Recueil Marseille* 1887 - 1 - 269).

Les ventes d'animaux sont, ne l'oublions pas, des contrats de bonne foi et cette bonne foi doit toujours être présumée. On imagine difficilement un vendeur honnête et consciencieux rédigeant exprès un billet de garantie libellé comme suit : « Je m'engage à garantir le cheval, « vendu à M. X..., exempt de tout vice redhibitoire compris dans l'énumération de la loi de 1884. » Ce serait inutile et une personne sensée ne se donnerait pas la peine de faire une convention de ce genre. Si on stipule une garantie « pour tout vice », de deux choses l'une : ou bien le vendeur est de bonne foi et il a entendu alors étendre la protection légale à tous les vices cachés quels qu'ils soient, ou bien il est de mauvaise foi et l'imprécision des termes employés à dessein révèle son désir de duperie. La fraude est-elle tout à fait manifeste, on intentera une action pour dol contre le rédacteur du billet. Si on ne parvient pas à prouver de sa part une manœuvre dolosive, la meilleure sanction à prendre contre le coupable est encore de le condamner à assumer une garantie totale.

Toutes les fois donc que ces billets peuvent s'interpréter comme ayant pour but d'élargir l'application de la loi de 1884, il convient de leur attribuer cette portée; les circonstances de la vente aideront les juges dans leurs décisions à cet égard. Les tribunaux ont trop facilité les fraudes résultant de la rédaction des conventions écrites.

Pour les conventions orales, il faut se montrer plus circonspect dans l'appréciation de leur but extensif. Nous sommes d'accord avec la doctrine et la jurisprudence pour reconnaître que sont nulles et de nul effet les déclarations élogieuses faites à la légère par le vendeur de l'animal; elles n'ont, la plupart du temps, pas d'autre valeur que celle de vulgaires boniments destinés à attirer la clientèle. Tout le monde a le droit de vanter sa marchandise sans être, par la suite, obligé pour cela à une garantie supplémentaire.

Un acheteur serait exposé à se voir débouter de sa demande s'il intentait une action redhibitoire se basant sur

une simple déclaration verbale que son cheval lui a été vendu « parfait et en toute confiance ».

Si le vendeur a promis seulement « sa garantie » sans autre précision, il n'est tenu qu'à la garantie des vices qualifiés redhibitoires par la loi; oui, mais que décider quand la loi ne désigne aucun vice comme, c'est le cas pour les ovins; faut-il remonter à la garantie accordée pour les ventes les concernant par la loi de 1838, faut-il permettre l'application des articles 1641 et suivants du Code Civil ? Nous croyons que la clause est trop vague pour avoir des effets pratiques.

Nous verrons plus tard que certaines stipulations, en apparence assimilables à des conventions extensives, ne sont que de simples conditions suspensives ou des engagements contractuels ordinaires. Ainsi, une vente faite avec réserve pour l'acheteur du droit d'appeler un vétérinaire pour visiter l'animal n'est pas une convention extensive de la garantie à tous les vices susceptibles d'être découverts par lui, nous sommes uniquement en présence d'une condition suspensive.

PAR II. — *Clauses réellement extensives*

Les clauses d'extension partielle sont en général considérées comme réellement extensives. L'individu qui a vendu en la garantissant « douce, facile et immédiatement propre au service dans une grande ville » une jument que l'acheteur prouve avoir l'habitude de ruer et de ne pouvoir être attelée sans danger, doit être condamné à la reprendre et à payer les dommages-intérêts qu'elle a causés, encore qu'il ait pu ne pas connaître ce vice (1). De même, la Cour de Cassation, dans un arrêt du 20 juillet 1842, à la suite d'un pourvoi contre un arrêt du 20 août 1842, a jugé que le vendeur qui garantit « toute espèce de boiterie », quoiqu'il n'y ait de redhibitoires que les boiteries anciennes intermittentes, est tenu de reprendre l'animal et de restituer le prix reçu lorsque le cheval est affecté

(1) Tribunal de Commerce de la Seine, 10 octobre 1867 (D. P. 1868-3-47).

d'une boiterie non redhibitoire d'après la loi, du moment que l'origine de ce vice est reconnue antérieure à la vente (1).

Il faut signaler qu'une clause de garantie totale, à moins de spécification expresse, ne s'étendra pas aux vices apparents ; malgré elle, les actions édiliciennes ne pourront jouer si le défaut dont il s'agit n'est pas assez grave ; il ne suffirait pas que l'on soit privé d'un simple agrément ; ce serait le cas si l'animal pouvait encore rendre suffisamment bien les services auxquels il était destiné et n'avait perdu qu'un peu de sa beauté d'allures.

Un arrêt de Montpellier du 23 février 1807 (2) a décidé qu'il n'y aurait garantie que si les vices constatés rendent pour toujours la chose impropre en tout ou en partie à l'usage auquel il était réservé.

Si les vices apparents ont besoin d'être mentionnés expressément, les vices moraux, au contraire, seront inclus, d'une façon toute naturelle, dans une garantie générale. Les conventions ne valent que pour les vices antérieurs à la vente. Le Tribunal Civil de St-Amand (3) a mis en valeur ce principe dans un cas où un veau de sept mois vendu comme reproducteur, n'a pas voulu saillir à deux ans, bien qu'il était normalement constitué. Le Tribunal a refusé la résolution de la vente. Mais que décider si dans une vente à l'essai, conclue effectivement par la suite, l'incubation de la maladie a débuté chez le futur acheteur pendant l'essai. La solution est douteuse ; en principe, l'animal étant encore la propriété du vendeur, il semble que l'action en garantie doit encore être valable à moins que le vendeur ne puisse prouver une faute ou une négligence à l'actif de l'acheteur ; cela pourrait faire supposer, en effet, que la maladie en est la conséquence.

Parfois les juges auront plus à faire qu'à découvrir le sens d'une phrase ; ils auront à rechercher les cas d'application de cette garantie conventionnelle. L'Administration

(1) Cass. Req., 20 juillet 1843. *Jurisprudence générale, vices redhibitoires*, p. 103. *Annales des juges de paix*, 1^{re} série. T. V. page 342.

(2) SIREY : C. N. II. II. 201.

(3) (D P. 1913 - 2 - 48).

de la guerre, en stipulant qu'elle n'achète que des chevaux entièrement guéris de la castration, on lui reconnaît le droit de provoquer la résiliation de la vente pour ceux qui ont des champignons dont les plaies sont imparfaitement cicatrisées ou qui ne sont chatrés que d'un côté (1). Pour ces interprétations délicates, les juges se font assister par des vétérinaires experts; pour tous les vices dont la présence est sanctionnée par la loi de 1884 ou les lois subséquentes, il n'y a pas lieu, en principe, à appréciation de la gravité car, par hypothèse, les seuls défauts qui sont compris dans la liste légale sont toujours assez graves pour justifier une des actions édiliciennes. Pour faciliter la besogne du juge et s'assurer d'une façon certaine la reconnaissance de ses droits, il est nécessaire d'exiger de son vendeur un billet de garantie clair et très explicite. Bien des ennuis et des difficultés seront épargnées de ce fait.

SOUS-SECTION II

Clauses relatives à l'absence de défauts

Plutôt que de surcharger l'énumération de la loi, le législateur a préféré laisser aux intéressés le soin de décider si l'extension en était utile pour telle vente en particulier.

PAR I. — *Vices moraux*

Il en a été ainsi, principalement pour les vices moraux, c'est-à-dire pour la méchanceté, la rétivité, et aussi, dans certaines circonstances, la peur, si elle a des conséquences dangereuses. Ces vices sont beaucoup plus graves que le tic, par exemple.

Abadie disait à ce propos (2) : « Les chevaux méchants, rétifs, rieurs, s'emportant, ombrageux et rosses, rosses surtout, voilà les chevaux que les acheteurs doivent le plus redouter. Quant à nous, nous n'hésitons pas à déclai-

(1) A. LEMAITRE : ouvrage cité, p. 200.

(2) B. ABADIE : *De la suppression de toute loi sur les vices redhibitoires dans le commerce des animaux domestiques*, p. 14.

rer que nous sommes prêts, dans les nombreux achats que nous opérons, à faire abandon de nos droits pour tous les autres vices redhibitoires contre la garantie de ces derniers défauts. »

La coutume de Douai, déjà, reconnaissait, comme vice redhibitoire avec un délai d'action de quarante jours, la méchanceté caractérisée par l'habitude de ruer, de mordre ou de frapper. L'article 1641 du Code Civil obligeait à la garantie le vendeur d'animaux méchants.

Lors de la préparation de la loi du 20 Mai 1838, les Ecoles vétérinaires d'Alfort, de Lyon et de Toulouse, ainsi que la majorité des vétérinaires, demandaient l'inscription de ce vice dans la loi. M. Lherbette, rapporteur de la loi à la Chambre des Députés, s'opposa à son introduction et finit par triompher. En 1858, la Société Centrale de Médecine vétérinaire, sur la proposition de M. Renault, essaya à nouveau de faire admettre la méchanceté et la rétivité. Le projet de Code rural en 1868 donna suite à la demande de la Société (1).

La Commission sénatoriale, en 1876, rejeta les vices moraux. M. Labiche, rapporteur, fit valoir comme argument en faveur de sa décision : « Si pour un motif quelconque, l'acheteur ne trouvait à vendre qu'à perte l'animal acheté pour être revendu avec bénéfice, à défaut de vice redhibitoire physique, il serait toujours facile d'alléguer un vice moral que l'on créerait au besoin. De plus, la rétivité est un vice d'une gravité tout à fait relative, il existe ou non suivant l'usage auquel l'animal est destiné; la rétivité est, en effet, caractérisée par le refus de l'animal de se laisser utiliser pour l'emploi auquel on veut le faire servir. « On pourrait toujours prétendre qu'on destinait la bête juste au service pour lequel elle est rétive. »

Si l'on veut étendre la garantie aux vices moraux, il ne faudra le faire qu'avec beaucoup de circonspection; la rédaction du billet de garantie devra être aussi claire que

(1) H. BOULEY : *Rapport adressé au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics au nom de la Société centrale de médecine vétérinaire* 1868, p. 417.

possible, autrement les fraudes seraient facilitées. Il importe de spécifier que seule une méchanceté caractérisée, une méchanceté « foncière », suivant l'expression de M. Bouley, pourra légitimer une action. Par méchanceté foncière, il conviendra d'entendre celle qui est un véritable vice de nature qu'on distinguera de l'accident passager provoqué, par exemple, par une souffrance momentanée. Si l'on n'agit pas ainsi, l'acheteur mécontent fabriquera la méchanceté comme jadis on fabriquait la pousse (1).

Si l'acheteur intentait l'action *quantum minoris* pour vices moraux conventionnels, ne faudrait-il pas lui opposer une fin de non recevoir; en effet, on ne conçoit que l'action en résolution de la vente, car de deux choses l'une : ou bien l'animal est tellement dangereux qu'il ne peut servir à rien et alors l'acheteur voudra s'en débarrasser, ou bien l'acheteur voudra le garder tout de même et demander une réduction du prix et alors c'est que le vice ne gêne pas beaucoup l'usage; un vice moral présentant si peu de gravité ne doit pas être considéré comme vice redhibitoire.

L'expertise, tendant à découvrir l'existence réelle des vices moraux et à établir s'ils sont d'une gravité suffisante, sera très délicate à effectuer, car nombreuses seront les manœuvres frauduleuses à déjouer, il faudra savoir distinguer la méchanceté foncière de la méchanceté provoquée volontairement par l'acheteur, et ce sera parfois et même souvent très compliqué de délimiter où commencent et où finissent la rétivité et la méchanceté. L'appréciation de ce fait sera livrée à l'arbitraire des experts et des juges. C'est un des principaux inconvénients de la garantie conventionnelle que de donner libre cours à cet arbitraire dont la loi de 1884 a tant voulu nous préserver. Cependant les vices moraux peuvent entraîner des conséquences telles qu'il sera malgré tout intéressant de les faire profiter de la protection légale.

(1) DALLOZ : *Jurisprudence générale, vices redhibitoires*, p. 98. (*Recueil de médecine-vétérinaire*, p. 1267.

PAR II. — *Maladies contagieuses*

Nous savons que, jadis, dans la liste des vices redhibitoires étaient incluses certaines maladies contagieuses : la morve et le farcin pour les chevaux, ânes et mulets; la clavelée et le sang de rate pour les moutons. Ces maladies ont cessé par la suite d'être tenues pour vices redhibitoires. Aucune clause ne peut avoir pour but d'empêcher la nullité des ventes d'animaux atteints de ces vices, mais il ne serait pas illicite de réintégrer par une convention extensive certains d'entre eux parmi les vices redhibitoires à seule fin d'augmenter ses voies de recours et de se ménager des facilités de procédure.

Ainsi la tuberculose, dans les hypothèses où elle n'est considérée que comme maladie contagieuse, est sanctionnée par une action qui peut être valablement intentée dans un délai de 15 jours. Si, bien qu'ayant agi avec la plus grande diligence, on n'est pas parvenu à le faire dans le délai fixé, on perdra néanmoins tout recours; tandis que si on a stipulé l'extension à la tuberculose de la garantie de la loi de 1884, on jouira de délais plus longs; suivant les circonstances, le juge appréciera si l'acheteur a intenté son action dans un temps suffisamment bref.

De plus, les actions récursoires exercées dans les délais seraient permises alors en cas de maladies contagieuses déclarées conventionnellement vices redhibitoires. Cet avantage est appréciable.

Parmi les maladies contagieuses, il en est qui ne sont pas reconnues par les lois de 1881 et du 21 Juin 1898; pour celles-là, l'extension des garanties réservées aux vices redhibitoires est admise également; mais allonger la liste des maladies contagieuses, faire en sorte que les maladies non encore réputées contagieuses par la loi puissent bénéficier des dispositions spéciales réservées à celles qui le sont déjà, nous ne croyons pas que cela soit possible. Les lois de 1881, 1895, 1898 et 1905 n'ont défendu que les conventions restrictives et non les conventions extensives, mais ces lois sont d'une portée très particulière et très limitée; ce sont

des lois administratives et pénales plutôt que civiles. Les parties ne peuvent de leur plein gré étendre l'application de ces mesures d'ordre public.

PAR III. — *Vices apparents*

D'après l'article 1642 du Code Civil auquel nous renvoie la loi de 1884, « le vendeur n'est pas tenu des vices apparents et dont l'acheteur a pu se convaincre lui-même (1). Il est inutile de rappeler ici tout au long les grandes discussions qui ont partagé et partagent encore les auteurs et la jurisprudence sur l'appréciation du caractère apparent d'un vice. Faut-il que le vice soit visible pour un connaisseur, ou faut-il qu'il le soit pour un simple particulier dépourvu de connaissances vétérinaires ? Les partisans de la première théorie disent que l'on est fautif si, étant ignorant des vices animaux, on achète une bête sans s'être fait assister par un connaisseur. Toujours est-il qu'aucune règle d'appréciation n'étant fixée de façon bien déterminée, le vendeur pourra essayer faute d'autres moyens de défense d'opposer à l'acheteur l'exception d'apparence. Quand il s'agit de meubles inanimés, l'appréciation est assez facile en général, mais pour les animaux, elle est tellement délicate qu'on ne peut que conseiller la rédaction de clauses relatives à la garantie des vices même apparents.

Sous la loi de 1838, il était admis que l'article 1642 avait cessé d'exister pour les vices énumérés dans la loi quel que fut leur degré de visibilité (2). Même si le vice légal était très apparent, l'acheteur n'avait d'autre obligation à remplir que de le faire constater dans les délais. Le vendeur ne pourrait arguer en aucun cas de l'apparence du vice au moment de la vente pour se défendre de l'action en garantie dirigée contre lui (3).

(1) Voir à titre d'exemple : *Cécité d'un cheval* (Paris, 1^{er} avril 1887) (D. P. 1887 - 2 - 256).

(2) MIGNON : *De la visibilité et de la constatation du vice redhibitoire relativement au droit de garantie* (Recueil de médecine-vétérinaire 1841, p. 363).

BAILLET : *Journal des Vétérinaires du Midi*, 1851, p. 164.

(3) O. DEJEAN : *Traité théorique et pratique de l'action redhibitoire dans le commerce des animaux domestiques*, 3^e édit. 1868, p. 15.

La loi de 1838 ne renvoyait qu'à l'article 1641 du Code Civil; la loi de 1884 au contraire renvoie aux articles 1641 et suivants et rend au vendeur le droit que la loi de 1838 avait supprimé, c'est-à-dire celui de s'exonérer de la garantie en prouvant que le vice était visible au moment de la vente. M. Fons (1) fait preuve d'intransigeance et refuse à l'acheteur la faculté de se protéger contre sa négligence (ou son inexpérience dans l'examen de l'animal et d'user de clauses extensives relatives à la garantie des vices apparents bien que généralement ce droit lui soit reconnu sans conteste par la presque totalité des auteurs.

Il semblait que la loi en déclarant certains vices, légalement redhibitoires, devait les considérer comme cachés. On devait supposer que si tel défaut était retenu de préférence à tant d'autres, s'il bénéficiait d'une protection toute spéciale, c'est qu'il était suffisamment caché dans tous les cas et assez grave pour motiver, du fait de son existence, la résolution de la vente ou la diminution du prix. La réglementation n'a eu d'autre but que de s'efforcer d'éviter les procès en diminuant les causes d'action en justice, surtout en supprimant l'appréciation des différents caractères du vice considéré. Le vice s'est-il manifesté dans les délais, fait-il partie de la liste légale, le juge, en principe, n'a rien de plus à déterminer. Malgré cela, et cela permet de mesurer le peu d'intérêt présenté par la législation des vices redhibitoires animaux, la Cour de Cassation (2) n'a pu se résigner à déclarer redhibitoires et par le fait même cachés, des défauts apparents. Une nouvelle brèche est ouverte dans cet édifice mal bâti.

Sans faire de paradoxe, on a le droit de dire : « Un vice redhibitoire légal peut n'être pas redhibitoire ! » Un vice déclaré caché de par la volonté expresse de la loi peut parfois être apparent.

Tous les vices légaux, quels qu'ils soient, ne seront pas

(1) FONS : *Manuel de Droit rural* (1923).

(2) Cass Civ., 11 novembre 1890. *Le Droit*, 20 novembre 1890 ; *Presse vétérinaire* 1890, p. 379.

sujets à garantie si l'acheteur a pu se rendre compte de leur existence. Des vices, comme le tic avec usure des dents, les boiteries intermittentes, le cornage chronique et même les autres, ont, de temps en temps des symptômes apparents, qui, s'ils se font voir au moment de la vente, dépouilleront l'acquéreur de tout recours en garantie.

Un nouvel arrêt de la Cour de Cassation du 20 juin 1921 (1) rejetant le pourvoi formé contre un jugement du Tribunal Civil de Roanne du 16 mai 1919, a confirmé cette jurisprudence antérieure. Les juges du fond ont accepté le rejet d'une demande de résolution de vente d'un animal tiqueur parce que lors de la vente et de la prise de possession, le cheval était porteur d'un collier anti-tiqueur, révélateur du vice.

Il faut reconnaître comme licites les conventions de garantie pour vices même apparents et en conseiller l'emploi pour les vices légaux et pour les autres puisque, désormais, forts de la jurisprudence antérieure, les tribunaux pourront toujours, à volonté, s'il y a lieu, conclure à la visibilité du vice redhibitoire et par conséquent au rejet de la demande. C'est ce qui s'est produit, lors d'une affaire jugée par le Tribunal Civil de Châteauroux (2). On est allé jusqu'à présumer l'apparence du vice pour l'acquéreur. Il résultait clairement des circonstances, dit le Tribunal, que l'acheteur du cheval, dont il s'agissait, à raison du prix très minime de l'animal et de la profession du vendeur, n'a pu ignorer que le cheval était poussif et malade; aussi l'acquéreur a-t-il été débouté de sa demande de résiliation du marché (3). Si, par hasard, le vendeur cache un vice d'ordinaire apparent, la fraude devra être prouvée par l'acheteur et ce fardeau de la preuve est très lourd et le générerait s'il avait imprudemment suivi la foi du vendeur.

(1) (S. 1922 - 1 - 7).

(2) Trib. Civ. Châteauroux, 20 janvier 1909. *Gaz. Trib.*, 19 avril 1909. *Gaz. Pal.* 1907 - 1912. F. W. Table p. 775, n° 383.

(3) En ce sens : Bruxelles, 10 juillet 1877 ; *Jurisprudence Tribunaux de Première instance*, T. 31. p. 25 cité dans : *Pandectes françaises, Vices redhibitoires*, p. 587, n° 569. ; Trib. Com. Seine, 23 août 1922 (*Gaz. Trib.*, 26 novembre 1922) ; Trib. Civ. Albi, 10 février 1915 (D. 1916 - 2 - 134).

Il ne faut pas imputer à la garantie conventionnelle les difficultés soulevées par l'appréciation de l'apparence; la Cour de Cassation a jugé, à juste titre, que la loi de 1884, ne devait pas être observée quand ses dispositions étaient illogiques et venaient à l'encontre des grandes règles du Droit commun.

SOUS-SECTION III

Clauses extensives relatives à l'existence de qualités déterminées

S'il y a des conventions garantissant l'absence chez l'animal d'un, de plusieurs ou de tous les défauts, il en est d'autres qui ont pour but d'assurer la présence d'une ou de plusieurs qualités déterminées. Cette garantie des qualités a soulevé une question controversée dont se sont occupés d'une façon toute spéciale des jurisconsultes italiens, tels que MM. Ricardo, Fubini et Vivante (1).

Les actions édiliciennes, redhibitoire et *quantum minoris* sont accordées comme sanction à l'acheteur lorsqu'on lui a vendu un animal atteint d'un vice redhibitoire, mais doit-on les lui accorder de la même manière lorsqu'il ne s'agit plus d'un vice mais d'un défaut de qualités promises. En d'autres termes, le problème à résoudre est celui de savoir si l'absence d'une qualité promise constitue un vice redhibitoire et cette distinction a une grande importance pour permettre de déterminer quelles actions seront susceptibles d'entrer en jeu.

« L'idée d'un vice de la chose, en effet, dit Fubini (2), s'identifie très souvent avec l'absence de qualités; c'est pourquoi des auteurs considérables tels que Laurent (3), Giorgi (4) nient toute différence entre la théorie de l'erreur sur les qualités substantielles et celle des vices redhibi-

(1) *Revue trimestrielle* 1907, p. 328 : *Contribution à l'étude de la théorie de l'erreur sur la substance et sur les qualités essentielles.*

(2) *id.*

(3) LAURENT : *Droit Civil*. T. XXIV, n° 228.

(4) GIORGI : *Teoria delle obbligazioni*, 4^e ed., t. IV, p. 88, n° 70.

toires. Certains auteurs allemands, dit-il (Voldendorff, Hirsch, Beck, Reuter et Saner, Stölze) ont également tenté d'expliquer la théorie des actions redhibitoires par celle de l'erreur sur les qualités substantielles.

Si l'absence de qualités promises n'équivaut pas à l'existence d'un vice, les conventions qui sont relatives à la présence de telle ou telle qualité n'auraient plus rien de commun avec les conventions extensives autorisées par la loi de 1884; elles constitueraient de simples engagements contractuels sanctionnés par l'action en résolution du contrat ou en réduction du prix pour inexécution partielle. A cette action, on pourrait adjoindre en outre une action en dommages-intérêts pour torts causés par cette inexécution.

Il faut, nous semble-t-il, établir deux catégories de qualités; il y a les qualités qui sont l'opposé de vices redhibitoires, ces mots étant entendus au sens large de l'article 1641 du Code Civil, c'est-à-dire de défauts cachés rendant l'animal impropre à son usage ou gênant ce dernier; il y a les qualités qui ne sont l'opposé d'aucun vice redhibitoire. Précisons cette distinction par un exemple : Par animal doux, on entend le plus souvent un animal exempt de méchanceté, de rétivité, de tout vice moral; la douceur est une qualité opposée aux vices moraux. Mais si on garantit qu'un cheval vendu a 7 ans et qu'effectivement il est âgé de 12 ans, si on affirme que tel cheval destiné à la selle ou à la voiture est un pur-sang alors que ce n'est qu'un demi-sang, si on garantit telle vache comme produisant douze litres de lait alors qu'elle n'en donne que huit litres; toutes ces qualités d'âge, de race, de productivité ne sont pas l'opposé de vices redhibitoires, leur absence n'empêche pas de pouvoir tirer un usage normal de la bête. L'action en résolution de la vente doit être refusée à l'acheteur à plus forte raison lorsque la disparition des qualités promises ne provient pas d'un vice ou d'une maladie, mais de circonstances spéciales. Il en a été décidé ainsi dans une espèce où des vaches garanties bon-

nes laitières avaient perdu une partie de leur lait à la suite d'un voyage en mer (1).

Le criterium auquel il ne faut pas, à notre avis, manquer de se reporter pour savoir s'il y a ou non vice redhibitoire, c'est celui de l'usage. Si l'absence d'une qualité déterminée empêche l'utilisation de l'animal ou la gêne considérablement, on peut avoir recours aux actions édiliciennes car il s'agit alors d'un véritable vice redhibitoire; mais si l'absence de la qualité promise est de nul effet sur l'utilisation postérieure, une action basée sur l'erreur substantielle ou sur le dol, une action en résolution pour manquement aux engagements et conditions du contrat en découleront peut-être, mais d'autres actions n'auraient pas leur raison d'être.

Un cheval de 12 ans peut, la plupart du temps, fournir le même travail que s'il n'était âgé que de 7 ans. Entre un demi-sang et un pur-sang, s'il ne s'agit pas de chevaux de course, la seule différence sera une différence d'agrément pour celui qui voudra les monter ou les atteler. Cette privation d'agrément ne peut être assimilée à un vice, même au sens large de l'article 1641. Que décider toutefois si l'animal a été acheté uniquement, eu égard à l'agrément qu'il pouvait procurer ? Dans ce cas, pensons-nous, ce sera une action en annulation de la vente pour erreur substantielle qui conviendra le mieux; nous reverrons, d'ailleurs, cette question dans notre troisième partie.

Dans la jurisprudence, nous trouvons quelques arrêts intéressants sur la matière; ainsi le Tribunal Civil d'Alençon (2) a jugé que doit être résiliée conformément aux articles 1109 et 1110 du Code Civil, c'est-à-dire pour erreur sur la substance, la vente d'un cheval alors que spécifié « cheval de courses », il était au moment du contrat l'objet d'une réclamation ayant amené sa disqualification et que le vendeur a dissimulé cette conséquence à l'acquéreur. La qualité de cheval de courses que le che-

(1) C. d'Aix : Arrêt cité : numéro février 1933. *Bulletin mensuel de la Chambre syndicale des marchands de bestiaux de France*.

(2) Tribunal Civil d'Alençon. *Recueil des arrêts Caen-Rouen* 1888, p. 61.

val « Mehemet-Ali » ne possédait plus avait formé la condition expresse du contrat. Nous ne croyons pas que dans cette hypothèse, l'application de la loi de 1884 ait pu être étendue par convention; il en serait de même pour la plupart des conventions relatives à la race, au dressage, à l'âge de l'animal.

Le Tribunal de Commerce de Marseille (1) a vu une véritable garantie conventionnelle dans la délivrance d'un billet constatant l'âge de l'animal, objet du contrat. Le Tribunal de Commerce de la Seine (2) a accordé l'action en résolution d'une vente pour erreur sur la substance à un acquéreur trompé sur l'âge de l'animal.

La jurisprudence n'a pas toujours fourni pour bases de ses décisions des arguments très probants. On a trop invoqué l'existence d'une garantie conventionnelle expresse extensive de la loi de 1884, là où il n'y avait souvent que des erreurs sur la substance ou des manquements aux engagements pris lors de la conclusion du contrat. Il y aura, cependant, des cas limites où il sera délicat de décider; s'il est opportun ou non d'autoriser l'action redhibitoire, ce sera aux juges à se prononcer en toute liberté.

SECTION III

Clauses extensives relatives aux délais

Les délais de constatation de la maladie ou du vice sont très courts; ils sont même trop courts pour la tuberculose; ainsi si l'animal a été tuberculiné juste avant la vente, il peut demeurer insensible à une nouvelle injection pendant vingt ou vingt-cinq jours. Le délai de quinze jours que l'on octroie à l'acheteur ne permet pas toujours au vice de se révéler. Il y avait, cependant, grand intérêt, en effet, à ce que la situation ne reste pas en suspens; plus les délais sont longs, plus les expertises sont difficiles et plus la preuve de l'existence du vice est compliquée.

(1) Trib. Com. Marseille, 10 octobre 1867 (D. P. 68 - 2 - 47).

(2) Trib. Com. Seine, 1^{er} février 1896 (*Presse vétérinaire* 1896, p. 149).

Les frais de conservation de l'animal sont élevés; il importe que l'incertitude ne pèse sur le sort de la vente qu'un temps minimum. Aussi a-t-on fixé un délai de neuf jours pour tous les vices redhibitoires légaux, sauf pour la tuberculose bovine qui jouit d'un délai de quinze jours et pour la fluxion périodique des yeux, maladie pour laquelle le délai est de trente jours. Ces exceptions proviennent de ce que ces deux dernières maladies mettent plus de lenteur à se manifester.

Ces délais sont ceux de révélation de la maladie et ils délimitent également le temps pendant lequel on pourra intenter l'action redhibitoire ou l'action *quantū minoris*. Si les symptômes apparaissent tant que le délai n'est pas écoulé, la maladie est présumée, d'une présomption *juris et de jure*, avoir pris naissance avant la vente. La présomption *juris et de jure*, indiquons-le à titre de rappel, ne peut se voir opposer la preuve contraire; on ne pourrait établir que bien qu'étant apparue dans les délais légaux, la maladie a une origine postérieure à la vente. Néanmoins, si le vendeur prétend que le vice s'est déclaré à une date postérieure à la vente et qu'il a été provoqué artificiellement par les manœuvres de l'acheteur, on doit l'autoriser à rapporter la preuve de ces manœuvres dolosives (1).

Les délais relatifs à l'apparition des premiers symptômes sont, d'après l'opinion courante, des délais préfixes; une fois écoulés sans qu'aucun vice et qu'aucun défaut ne se soient manifestés, toute garantie pour vice redhibitoire est irrémédiablement perdue, les juges n'ont pas le pouvoir d'augmenter le délai légal. Il ne faut pas oublier, d'autre part, qu'il est d'obligation d'envoyer au juge de paix, dans le délai de 9, 15 ou 30 jours, suivant le cas, la demande de nomination d'experts. C'est une solution critiquable : si l'animal semble sain et ne laisse apercevoir l'existence d'un défaut ou d'une maladie que le dernier jour du délai, il sera trop tard pour adresser une

(1) Caen, 2 août 1909. *Recueil Caen-Rouen* 1910 - 1911,

requête au juge de paix. Si l'on veut éviter d'être pris au dépourvu, faudra-t-il donc transmettre au juge de paix une demande en nomination d'experts motivée par de faibles soupçons ou même par un vice imaginaire. Si les craintes se réalisent, si le défaut se dévoile, on maintiendra sa demande et on explicitera ses griefs; si non, on retirera son action dès l'écoulement du délai.

Sans conventions extensives, voilà à quelles conséquences on aboutirait. Si l'acquéreur fait allonger le délai de révélation du vice, il est nécessaire qu'il fasse la même opération pour le délai relatif à la demande de nomination d'experts. On ne pense pas, le plus souvent, à étendre la durée de ce dernier délai et les maquignons peu scrupuleux utilisent à leur profit cette négligence. Ils accordent, par exemple, un délai de deux mois pour exercer contre eux l'action en garantie; l'acheteur, hypnotisé par cette extension du délai ne se presse pas trop pour adresser sa requête au juge compétent et il laisse passer le délai légal de 9, 15 ou 30 jours, qui continuait à régir la demande de nomination d'experts; il est tout étonné par la suite de se heurter à une fin de non-recevoir.

L'article 7 de la loi du 2 Août 1884 ne laisse planer aucun doute sur ce point; il dit, en effet : « Quel que soit le délai pour intenter l'action, l'acheteur, à peine d'être non recevable, devra provoquer dans les délais de l'article 5 (9, 30 jours) la nomination d'experts chargés de dresser procès-verbal. » Donc, l'extension du délai de garantie, si elle n'est pas accompagnée de celle du délai de nomination des experts, ne donne aucun avantage particulier; les facilités que le vendeur fait miroiter aux yeux de l'acquéreur ne sont que des promesses fallacieuses. Aucune décision de jurisprudence n'est venue éclaircir ce point délicat. Cependant, nous estimons que si les parties ont convenu que l'action pourrait être intentée dans un bref délai, il faudrait admettre que les experts seront valablement nommés pendant ce bref délai.

Sous le bénéfice de ces observations, nous conviendrons que les conventions ayant trait aux délais sont tout à fait

licites, mais elles soulèvent beaucoup de difficultés qu'il faudra s'efforcer de résoudre.

S'il s'agit de maladies contagieuses, les parties qui trouvent les délais trop courts pourraient-elles les allonger ? Dans ce cas, bien que nous n'ayons trouvé se rapportant à ce point spécial aucune opinion d'auteur et aucune décision de jurisprudence, et qu'il semble à première vue qu'il ne soit pas attentatoire à l'ordre public d'augmenter la protection de la loi, les mesures de police sanitaire ne peuvent, sous aucun prétexte, être modifiées par les simples particuliers. Après les délais de 15, 35 ou 45 jours fixés par la loi, si une maladie contagieuse se déclare et que son incubation s'avère remonter jusqu'avant la vente, il faudrait que l'acheteur, au lieu d'invoquer l'application de la loi de 1881 et des lois subséquentes qui ont trait aux maladies contagieuses et qui ne lui seraient plus d'aucun secours, intente une action en annulation pour erreur, ou en résolution pour inexécution des conditions du contrat.

L'action en nullité pour maladie contagieuse aurait présenté plus d'avantages, autoriser l'allongement conventionnel des délais empêcherait souvent bien des reventes frauduleuses et serait favorable à l'ordre public, mais, sous aucun prétexte, la loi ne peut être tournée. La règle est là et doit être observée quoi qu'il puisse en coûter.

Pour ce qui concerne les vices redhibitoires proprement dits, il peut se présenter deux cas : les parties ont fixé un délai de garantie ou bien elles ont étendu la liste des vices ou des animaux garantis et elles ont négligé de parler des délais. Nous allons examiner ces deux cas dans deux sous-sections et nous en consacrerons une troisième à l'étude de la nature des délais aussi bien légaux que conventionnels.

SOUS-SECTION I

Les parties ont étendu le délai légal ou ont fixé un délai conventionnel

Nous avons dit précédemment que du fait même de la durée restreinte des délais fixés pour les vices redhibi-

toires légaux, on pouvait sans grande crainte d'erreur présumer que le vice ou la maladie existaient au moment de la vente. Les vétérinaires consultés lors du projet de loi ont été, pour une grande part, dans la fixation de ces délais. Ceci a été sanctionné et consacré par une présomption légale *juris et de jure* n'admettant pas la preuve contraire.

PAR I. — *Vices légaux*

Une question se pose à leur sujet, celle de savoir si la présomption *juris et de jure* s'applique encore quand on a allongé les délais.

D'après M. Bouchard (1), si le délai fixé pour les vices légaux est plus long que le délai légal, l'expertise édictée à la requête de l'acheteur devra porter non plus seulement sur l'existence présente du vice pour lequel on invoque la garantie, mais aussi sur l'existence du vice au moment de la vente. La présomption n'avait de raison d'être qu'en égard au temps très court fixé par la loi; le délai, une fois prolongé, la présomption *juris et de jure* tombe. Neuf jours pour l'emphysème pulmonaire, par exemple, est une période d'incubation minimum; il a été prouvé que pour qu'un symptôme apparaisse dans ce laps de temps, il faut nécessairement que la maladie ait pris naissance avant la vente. Si le délai était, par les parties, porté à trente jours, il n'y aurait pas plus de raison pour que le début de la maladie soit antérieur plutôt que postérieur; mais que penser si l'allongement est minime, si l'on fixe à douze ou quinze jours la durée limite de révélation du vice au lieu de neuf? Si le délai, bien qu'ayant bénéficié d'une extension, demeure malgré tout un bref délai, celui qui intente l'action doit-il faire la preuve de la préexistence de la maladie ou du vice?

A notre avis, dans ce cas, une présomption *juris tantum* semble devoir subsister tout de même quant à l'existence

(1) M. BOUCHARD : *De la vente et de l'échange des animaux domestiques atteints de vices redhibitoires ou de maladies contagieuses*, p. 56.

du vice lors de la vente; le vendeur pourra échapper à son obligation de garantie en faisant la preuve contraire. La charge de la preuve incomberait donc au défendeur; celui qui invoque la garantie n'aurait pas par conséquent à faire de preuve préliminaire, ce serait un grand avantage pour lui.

Si, au contraire, le délai est allongé de telle façon qu'il ne peut plus être considéré comme un bref délai, toute présomption, même *juris tantum* tombe et cette fois ce serait au demandeur, c'est-à-dire à l'acheteur de prouver que la maladie n'a pas pris naissance chez lui. Cette solution a, il faut le reconnaître, un point faible du fait que les experts et les juges ne considéreront pas « la brièveté » du délai sous le même angle. Pour les vétérinaires, il y aura bref délai lorsque la maladie se sera révélée dans un délai assez court pour qu'on puisse présumer fortement son existence antérieure à la vente. Pour les juges, au contraire, il y aura bref délai, lorsque, vu les circonstances, le demandeur aura intenté son action dans le minimum de temps possible. Il sera difficile de faire coïncider ces deux aspects du bref délai; les juges devront demander aux vétérinaires experts de se prononcer sur la brièveté du délai et sur le bien fondé d'une présomption *juris tantum* dans chaque cas particulier.

Certains auteurs se prononcent pour la subsistance de la présomption *juris et de jure* malgré l'extension des délais. M. Galtier (1) défend cette opinion. M. Lemaître (2) trouve l'opinion vraisemblable mais ne l'approuve pas tout à fait : « Les parties ont dérogé, dit-il, à une seule chose, la durée du délai, la présomption d'antériorité n'a pas été écartée, elle subsiste avec toute sa force. La question n'est pas de savoir si la présomption a été écartée, mais si elle s'applique. » Il finit par conclure que si la prolongation du délai est importante, la présomption disparaît et le demandeur est tenu de prouver l'existence de la maladie au moment du contrat. D'après ce système, on passerait immédiatement de la présomption *juris et de*

(1) M. GALTIER : *Traité de législation commerciale*, 2^e édit., p. 132.

(2) LÉMAÎTRE : ouvrage cité, p. 199.

jure à la suppression de toute présomption. Nous croyons, néanmoins, qu'il est conforme aux données du bon sens de passer par la présomption légale *juris tantum* pour l'espace de temps compris entre le délai légal et le long délai. Nous ferons remarquer que si le délai a été prolongé pour tel vice déterminé et si un autre vice redhibitoire se manifeste, la prorogation du délai ne s'appliquera pas pour ce dernier et l'action devra être intentée dans les délais de la loi (1).

PAR II. — *Vices conventionnels*

Pour ces vices aucune présomption n'existe, il n'y a pas d'assimilation possible entre les effets des délais légaux et ceux des délais conventionnels, il n'y a pas même de présomption *juris tantum*. Donc celui qui invoque la garantie aura, chaque fois, à prouver l'existence et la pré-existence du vice; encore cela peut-il se discuter. Il semble logique toutefois de suivre la ligne de conduite tracée ci-dessus à ce sujet. Dans l'impossibilité d'établir d'une façon exacte l'antériorité du vice, le Tribunal, s'appuyant sur les dires des experts, pourra, dans certaines hypothèses, présumer que l'incubation de la maladie — ou l'origine du vice dataient d'avant la livraison; ce sera le cas s'il est avéré que tel vice conventionnel déclaré douze jours après la vente n'a jamais moins de trente jours d'incubation.

Que faut-il décider si on a fixé un délai pour un vice conventionnel et que ce délai est trop court pour que l'on puisse utiliser efficacement l'action en garantie. On a fixé un délai de dix jours et le vice ne se révèle pas, en règle générale, avant quinze jours. Faut-il enlever à l'acheteur la faculté d'employer cette voie de recours ou faut-il, au contraire, estimer que les parties n'ont pas pu vouloir fixer un délai qui ne leur offrirait aucune garantie supplémentaire puisqu'il serait toujours périmé avant même que l'on ait pu agir. Nous ne pouvons, malgré l'apparente

(1) En ce sens : (*Gaz. Pal.* 1899 - 2 - 659).

équité de la solution opposée, reconnaître aux juges le droit d'autoriser les parties à agir au delà du délai qu'elles se sont fixé de leur plein gré; elles n'ont qu'à s'en prendre à elles-mêmes si elles ont effectué un mauvais calcul. Elles doivent être assimilées à des personnes qui auraient rédigé une convention restrictive des délais.

SOUS-SECTION II

Les parties ont négligé de parler des délais

Ce cas est des plus fréquents, on se borne, d'ordinaire, à rédiger une convention de garantie pour un vice particulier d'un animal compris ou non dans l'énumération légale et l'on oublie de s'occuper du délai. De cette omission va découler une série de difficultés et de questions épineuses. Un désaccord complet règne parmi les auteurs et au sein de la jurisprudence sur le choix de la solution.

Pour les uns, le délai que l'on doit appliquer ici est le délai le plus long établi par la loi; or, pour la fluxion périodique des yeux, le délai fixé est de trente jours; pour toutes les autres tares et maladies, la durée de la garantie est de neuf jours (la tuberculose des bovidés n'était pas encore un vice redhibitoire). C'est, par conséquent, une durée de trente jours qui serait accordée à l'acheteur en matière de garantie conventionnelle. Aucune raison ne milite en faveur de cette opinion; le choix est tout à fait arbitraire, on a simplement voulu donner aux bénéficiaires d'une garantie conventionnelle plus de facilités.

Pour les autres, le délai ordinaire devrait être de règle; le délai de neuf jours est le plus général, il s'applique à tous les cas légaux sauf deux : la fluxion périodique des yeux et, depuis la loi du 24 Janvier 1934, la tuberculose des bovidés. Quant à la fluxion périodique des yeux, il semblait que si on la faisait jouir d'un délai plus long, c'était par une mesure tout à fait exceptionnelle. D'après Guillovard (1) et d'après les partisans du délai précité,

(1) GUILLOUARD : *Traité de la vente et échange*. Tome II.

la loi de 1884 est le droit commun pour les ventes d'animaux domestiques; les parties sont donc supposées avoir accepté en stipulant le délai légal toutes fois qu'il n'y a pas sur la question du délai de conventions contraires. « La théorie est difficile à soutenir dans son ensemble, dit M. Bouchard (1) en fait et en droit, parce que le délai suffisant pour les cas ordinaires peut être insuffisant pour des cas conventionnels. La présomption légale qui veut la révélation de la maladie dans le délai légal est exceptionnelle. Et puis, peut-on dire même qu'il existe à proprement parler un délai légal ? La loi n'a pas eu la prétention d'établir un délai préfixe, applicable en général. Si l'on essaie d'analyser les intentions du législateur, on s'apercevra — et l'existence à présent de trois sortes de délais : 9, 15 et 30 jours, confirmerait ma thèse — qu'ayant garanti certains vices, il a fait déterminer par les vétérinaires consultés le temps moyen pendant lequel tel vice en particulier pouvait être considéré d'une façon certaine comme ayant pris germe antérieurement à la vente. Pour six sur huit des vices redhibitoires, le délai de neuf jours ayant paru adéquat, on l'adopta, mais pour la fluxion périodique des yeux et plus tard pour la tuberculose des bovidés, comme le délai ne convenait pas, parce que trop court, on accorda un laps de temps suffisant pour que l'une ou l'autre de ces deux maladies puissent se manifester normalement dans les délais fixés. »

Le délai varie donc avec le vice considéré, ce sera aux juges et aux vétérinaires à déterminer pour les vices conventionnels le délai convenable.

Ceci nous amène à une troisième théorie en matière de délai, théorie qui, de plus en plus, attire les auteurs et la jurisprudence : c'est celle du bref délai.

Il n'y a pas de délai obligatoire; pourvu que l'on intente l'action en un temps qui n'a rien d'excessif, cette dernière ne pourra pas se heurter à une fin de non recevoir.

La jurisprudence s'accorde, en général, pour déclarer

(1) BOUCHARD : *De la vente et de l'échange des animaux domestiques*, p. 94.

que celui qui a exigé de son vendeur une garantie spéciale est réputé avoir voulu se réserver, par rapport aux délais, des facultés plus grandes que celles de la loi.

Suivant trois arrêts de la Cour de Paris des 15 janvier 1727, 25 janvier 1731 et 13 janvier 1753 (1), la garantie conventionnelle n'est pas soumise à la prescription établie pour la garantie légale. Il a été décidé par la Cour de Bourges, dans un arrêt du 12 mars 1831 (2), que « l'action redhibitoire ne peut être écartée si, en cas de garantie conventionnelle, elle a été intentée en dehors du délai de garantie, à condition toutefois que le vice ait été constaté dans ce délai par un procès-verbal et aussitôt dénoncé au vendeur; raison de plus si le retard de la demande a été tout dans l'intérêt de celui-ci. L'acheteur avait attendu, pour agir, la confirmation de la constatation du vice par une nouvelle visite de l'expert.

La loi de 1838 était inapplicable aux vices conventionnels, les délais légaux ne s'appliquaient pas. Les lois nouvelles n'ont pas voulu modifier le principe de la loi de 1838, l'affirmation contraire aurait été une innovation importante et aurait été signalée.

Le Tribunal Civil de Caen, dans un jugement du 5 juin 1848 (3) a repoussé comme tardive une action pour méchanceté, vice garanti par convention parce que l'on avait attendu 45 jours et que le délai de 30 jours était la durée limite au delà de laquelle on ne pouvait dire que l'on avait agi avec une suffisante rapidité (4). Gallier critique cette jurisprudence en la qualifiant d'arbitraire. La loi de 1838 ne donnait de délai que pour les vices légaux. Quant aux autres, ils devaient rester sous l'empire de l'art. 1648 du Code Civil. Le Tribunal sera seul juge de la brièveté du délai (5).

(1) Cités par GALLIER, p. 144.

(2) (S. 1832 - 2 - 94).

(3) (D. P. 48 - 5 - 366).

(4) Tribunal Civil de Saint-Lô, 17 novembre 1838, GALLIER, livre cité, p. 144.

(5) Tribunal Civil de Rouen, 7 décembre 1877 C. de Caen, 7 mai 1878. (*Recueil Caen-Rouen* 1878 - 1 - 183). Cour de Cassation, 29 mai 1865. (D. P. 1865 - 1 - 362). C. de Dijon, 27 octobre 1891. (D. 1893 - 2 - 318).

Il nous reste à envisager une dernière hypothèse sur laquelle la lumière n'a pas été faite. Si on étend la garantie de la loi de 1884 à tous les vices cachés quels qu'ils soient et qu'on n'ait pas parlé de la question du délai, en principe il faudrait appliquer la règle du bref délai, mais si le vice qui se révèle est un vice légal, faudra-t-il observer rigoureusement le délai fixé pour ce vice par la loi (neuf jours par exemple) ou bien bénéficiera-t-on de plus de facilités et aura-t-on le droit d'intenter l'action dans les douze ou quinze jours, ce qui est encore un délai assez bref. Va-t-on utiliser deux poids et deux mesures, se montrer large pour les vices conventionnels et strict pour les autres ? On peut dire que, dans ce cas, le demandeur aura droit à une application moins stricte de la loi. S'il a fait diligence pour adresser sa requête au juge de paix, mais que par suite d'un empêchement ou d'un cas de force majeure il n'a pu le faire dans le délai voulu, on ne fera pas preuve à son égard d'autant de rigueur et on le laissera le plus souvent poursuivre son action.

Que décider aussi pour les vices inscrits dans la loi de 1838 et supprimés depuis dans la loi de 1884 ou les lois subséquentes, tels que le renversement du vagin ou de l'utérus après le part chez le vendeur.

Suffira-t-il de prouver que l'apparition du vice s'est faite dans les neuf jours de la vente, pour que du fait même, l'antériorité du vice soit prouvée; ne faut-il pas, au contraire, faire abstraction totale du passé et exiger une preuve complète.

Sous l'empire de la loi de 1838, quand le renversement du vagin ou de l'utérus se produisait moins de neuf jours après la vente, il existait au profit de l'acheteur une présomption d'antériorité *juris et de jure*. Aujourd'hui, si le vice se déclarait dans ce délai de neuf jours, il y aurait à n'en pas douter, sinon une présomption *juris et de jure* ou une présomption *juris tantum*, du moins une présomption de fait. Le vétérinaire expert, quel que soit le vice dont l'animal est atteint, affirme-t-il que l'incubation minimum est de neuf jours, l'antériorité sera prouvée du fait

même d'une façon péremptoire si la maladie en question s'est révélée six jours après la vente.

Le délai légal de 9, 15 ou 30 jours sont des délais minimum, raccourcis à l'extrême pour justifier la faveur de la présomption *juris et de jure*; mais pour les vices conventionnels, on se contente souvent de la présomption de fait.

Pour les vices conventionnels, si la qualité de brièveté du délai est laissée à l'appréciation des tribunaux, on ne pourra déterminer d'une façon aussi fixe que pour les vices légaux le moment où il sera nécessaire de provoquer la nomination des experts. Les délais pour la requête en nomination d'experts seront considérés comme devant suivre parallèlement les délais de révélation de la maladie (1).

Si on modifie le point de départ du délai, il n'en résultera aucune difficulté, on peut convenir ainsi que tel jour devant être celui de la livraison, le délai partira de ce moment-là. On suivra ensuite les règles ordinaires de la procédure comme si l'on n'avait rédigé aucune convention spéciale.

Avant le décret du 24 février 1914, l'article 6 de la loi de 1884 prévoyait un allongement des délais à raison de la distance. Cette disposition était de droit commun; du moment que les parties n'avaient pas écarté son application par une stipulation formelle, elle devait jouer automatiquement. Cependant cette faveur accordée en raison de la grande brièveté du délai se concevait moins quand les parties s'étaient ménagé un délai très large; dans ce cas, néanmoins, nous pensons que l'effort de la loi ne s'oppose pas à ce que l'allongement à raison de la distance subsiste même dans l'hypothèse d'un délai conventionnel.

Si aucun délai n'a été fixé, le juge déterminant le temps durant lequel l'action eut pu être intentée, pourra tenir compte dans sa décision de la condition d'éloignement où

(1) Voir arrêts cassation, 16 novembre 1853 (D. P. 1853 - 1 - 323) ; Cassation, 23 août 1865 (D. P. 1865 - 1 - 362) ; Paris, 30 juillet 1867 (D. P. 1867 - 2 - 227) ; Cassation, 12 novembre 1884 (S. 1886 - 1 - 149).

se trouvent les parties. Depuis la loi du 24 février 1914 (1), la difficulté a été solutionnée, puisque l'on a supprimé l'article 6 de la loi de 1884; nous ne nous attarderons pas davantage à son étude.

SOUS-SECTION III. — *Nature du délai*

Les auteurs, car la jurisprudence n'a pas eu à s'occuper de la question sur le plan des vices redhibitoires, ne s'entendent pas pour déterminer le caractère des délais dans les actions édiliciennes relatives aux ventes d'animaux. Il y a évidemment des délais de procédure comme les délais d'assignation de la partie adverse, mais les délais de requête en nomination d'experts et ceux d'apparition de la maladie semblent être des délais préfixes ou de déchéance (2). Certains diront qu'il s'agit seulement de prescriptions.

Les délais préfixes sont concédés par la loi en vue de faire valoir un droit, d'accomplir un acte déterminé, ils ont un caractère fatal. Une fois écoulés, quoi qu'il advienne le droit ne peut plus être invoqué, le retardataire encourt une véritable déchéance. La prescription se base au contraire sur la nécessité de mettre fin à un fâcheux état d'instabilité et sur la présomption que l'obligation a été exécutée par son débiteur; c'est une dispense de preuve tout autant qu'un mode d'extinction.

Les délais préfixes ne comportent ni suspension ni interruption; même pour des cas de force majeure, on ne pourrait les allonger conventionnellement. Les délais légaux de 9, 15 et 30 jours rentrent normalement dans cette catégorie. Ces délais ne cesseraient pas de courir même contre ceux qui ne pourraient agir : mineurs, incapables, absents au sens large du mot. L'exception, après l'expiration du temps déterminé, ne pourrait plus être opposée. La maxime *Quæ temporalia sunt ad agendum, perpetua sunt ad excipiendum* ne joue pas ici. La déchéance apparaît donc, di-

(1) (D. P. 1917 - 4 - 231).

(2) En ce sens ; Trib. Civ. Béthune, 1^{er} juin 1999 (*Gaz. Pal.* 1899 - 2 - 81).

sent MM. Planiol et Ripert (1), comme une mesure fonctionnant automatiquement et irrévocablement au bout d'un certain temps quelles qu'aient été les circonstances intermédiaires. C'est ce que la Cour de Cassation a bien mis en lumière dans un arrêt du 6 avril 1927 (2). Il s'agissait de maladies contagieuses, mais les délais sont de même nature pour ces maladies que pour les vices redhibitoires. « Attendu, dit la Cour, que le temps est accordé pour l'exercice de cette action en nullité pour garantir la sécurité des transactions agricoles; que, par suite, l'expiration des délais prérappelés entraîne une déchéance qui ne permet pas d'opposer le vice prétendu de la vente même à titre d'exception. » La Cour d'Appel de Rouen, dont l'arrêt a été cassé, avait admis comme valable l'exception de maladie contagieuse (fièvre aphteuse) opposée à la demande de paiement faite par le vendeur, alors que le délai de 45 jours, applicable dans ce cas, s'était écoulé sans que l'acheteur ait agi en résolution de la vente ou en diminution du prix.

MM. Planiol et Ripert (3) voient dans le délai préfixe « une condition mise par la loi à l'accomplissement d'un acte déterminé, généralement à l'utilisation d'une faculté, et il a pour but, non pas de sanctionner la négligence de l'intéressé, mais de mettre fin rapidement en tout état de cause à la possibilité d'accomplir un acte ».

« Les délais préfixes, dit M. Josserand (4), ne peuvent être modifiés par la volonté des intéressés, pas plus dans un sens que dans un autre. Leur abréviation n'est pas plus concevable que leur allongement. »

Si le délai, de légal devient conventionnel, sa nature va-t-elle changer ? Il faut distinguer deux cas, à notre avis : ou bien l'on a convenu d'un délai déterminé, 12 jours, par exemple; bien que certains se refuseront à lui reconnaître cette qualité, il peut encore être considéré comme un délai préfixe; ou bien on n'a pas parlé du délai à moins

(1) *Droit Civil* T. VII, p. 736.

(2) Cass. Civ., 6 avril 1927 (S. 1927 - -1 - 213),

(3) Voir (1).

(4) *Traité de Droit Civil*, T. II, p. 478.

que l'on se soit entendu pour agir dans un « bref délai » ; dans ce cas, le délai préfixe va se muer en délai de prescription. Ce serait une courte prescription fondée pour partie soit sur la négligence de l'acheteur, soit sur l'acceptation tacite du mauvais état de l'animal, soit sur une renonciation sous-entendue aux voies de recours à lui ouvertes. Si l'acquéreur tarde à se plaindre, s'il ne dit mot pendant le laps de temps, tenu par le Tribunal ou le Juge de paix pour être un bref délai, il y a tout lieu de présumer que l'animal lui a fourni un usage sinon complet et normal, du moins suffisant. Bien plus, ses réclamations tardives laissent supposer qu'il voudrait faire retomber sur le vendeur un risque qu'il doit subir en tant que propriétaire.

Le Droit romain l'avait compris, il avait établi une prescription courte, mais différente pour les deux actions édilitiennes : 6 mois et 1 an ; à présent les délais sont les mêmes pour l'une et l'autre action.

Dès que l'on a affaire avec un « bref délai » dont les limites dépendent de l'appréciation du Tribunal, des circonstances dans lesquelles se trouvait l'acheteur, on ne peut plus soutenir que l'on se trouve encore en face d'un délai préfixe.

SECTION IV

Extension de la garantie aux conditions d'exercice de l'action redhibitoire

SOUS-SECTION I. — *Clauses relatives à la procédure*

Les parties peuvent décider qu'au cas où l'animal sera atteint d'un vice redhibitoire, l'acheteur le ramènera à ses frais, au domicile du vendeur, sous peine de perdre tout recours.

La Cour de Cassation, dans un arrêt du 19 décembre

1871 (1) a affirmé que « la clause par laquelle il a été stipulé qu'en cas de contestation un cheval vendu au Tattersall devait être ramené en fourrière dans les écuries de cet établissement, sinon que l'acquéreur perdrait tout recours contre la Compagnie, en raison des vices redhibitoires dont l'animal peut être atteint ».

La clause de retour pour examen est intéressante parce qu'elle empêche l'acheteur de profiter de la distance et du manque de surveillance pour montrer à un vétérinaire ami un animal vraiment malade et à peu près semblable à la bête achetée; un certificat de complaisance est délivré et on l'utilise pour faire du chantage, pour effrayer le vendeur qui consent à une diminution de prix moins onéreuse que les frais de retour de l'animal, augmentés des frais d'entretien.

Si l'animal, par l'effet de la convention est réintégré dans l'écurie du vendeur, la fraude est presque impossible et le demandeur ne se résoudra à payer les frais de transport et de voyage que s'il est sûr de l'existence du vice allégué et du succès de l'action redhibitoire. D'ailleurs, si l'acquéreur a gain de cause, le vendeur devra lui rembourser à titre de dommages-intérêts tous les débours qu'il lui a occasionnés.

Les parties pourront, si elles désirent s'éviter des frais de procédure, décider d'un commun accord qu'en cas de contestation, elles s'en rapporteront à l'arbitrage d'une personne compétente choisie par elles et qui devra régler obligatoirement les différends qui adviendraient.

A part ces clauses, il n'en est pas d'autres qui soient employées d'ordinaire, aussi nous examinerons, sans plus tarder, l'influence des conventions extensives des vices sur la procédure.

(1) (D. P. 1871 - 1 - 304).

SOUS-SECTION II

Effets de l'extension conventionnelle des vices sur la procédure

PAR I. — *Procédure à appliquer*

On peut se demander si pour les vices conventionnels, il faut appliquer la procédure de la loi de 1884 ou celle des actions redhibitoires ou en diminution de prix de l'article 1644 du Code Civil.

M. Malnoury (1) dit que, s'il y a convention, l'action qui suit n'est plus soumise à la procédure et aux délais impartis par la loi de 1884 (2). Le Pelletier va plus loin encore, en affirmant : « Les parties auraient-elles stipulé que pour ces vices conventionnels les formalités de procédure tracées par la loi de 1884 seraient observées, qu'il n'y aurait pas lieu d'y recourir. » C'est excessif. Comme pour ses autres dispositions, la loi a autorisé les conventions contraires, mais n'a pas fixé les règles à suivre. Les formalités prescrites par elle peuvent être parfaitement adéquates pour les vices spécifiés dans l'énumération légale et ne rien valoir pour d'autres. Les lois d'exception appelées à régir quelques cas seulement ont toujours des inconvénients de cette sorte. Ces formalités propres aux vices légaux ne sauraient recevoir une autre application, suivant M. Le Pelletier. Pour l'exercice de l'action en résolution de la vente à raison de vices conventionnels, on devra donc suivre, d'après lui, les règles ordinaires de procédure.

La Cour de Cassation, dans un arrêt du 28 mai 1865 (3), avait déclaré : « L'action en nullité d'une vente d'animaux domestiques pour non réalisation à raison d'un vice redhibitoire d'une condition mise à cette vente par les parties est assujettie à la prescription ordinaire des actions en nullité et non à celle édictée par la loi du 20 Mai 1838,

(1) MALNOURY : *Petit manuel pratique des vices redhibitoires*, p. 18.

(2) En ce sens, CONTE : *Jurisprudence vétérinaire*, p. 379. LE PELLETIER : ouvrage cité, p. 4.

(3) (D. P. 1865 - 1 - 362).

qu'ainsi les formalités et les délais prescrits par cette loi sont inapplicables.» Dans cet arrêt, il s'agissait plutôt d'une vente conditionnelle que d'une vente avec convention extensive de garantie; on ne peut en tirer aucun argument décisif pour trancher la question qui nous occupe, mais cela nous fournit, malgré tout une utile indication. L'existence d'un vice redhibitoire motivait à peu près autant que la non réalisation de la condition, la résolution de la vente.

Les experts, en cas de garantie conventionnelle, au lieu d'être nommés par une ordonnance du Juge de paix, le seront par un jugement rendu par ce même magistrat, si toutefois, la contestation est civile.

Cette nomination pourra avoir lieu aussi rapidement qu'au moyen d'une ordonnance car, selon l'article 6 du Code de Procédure civile, on peut en vertu d'une cédula obtenue du Juge de paix citer même dans le jour et à l'heure indiquée.

Si la matière est commerciale, les experts seront toujours nommés par le Tribunal de Commerce. Devant le Tribunal de Commerce, il y aura lieu, à raison d'urgence, de se pourvoir d'une permission du Président à l'effet d'être autorisé à assigner de jour à jour et même d'heure à heure (article 417, Code de Procédure civile). La nomination des experts aura lieu, alors, dit M. Le Pelletier (1), sur l'assignation en résolution du marché, dont le Tribunal devra être saisi immédiatement. L'instance sera continuée ensuite selon les règles ordinaires de la procédure.

L'expertise, en principe, sera de rigueur, à moins que les parties ne soient d'accord pour s'en tenir à la preuve testimoniale ou aux autres modes de preuve autorisés par la loi.

M. Bouchard (2) rejette lui aussi l'application de la procédure de la loi de 1884 pour les cas conventionnels, mais il reconnaît que si, au lieu de suivre les formes ordinaires, l'acheteur commençait par provoquer les expertises (arti-

(1) LE PELLETIER : ouvrage cité, p. 4.

(2) BOUCHARD : ouvrage cité, p. 95.

cles 7 et 8 de la loi du 2 Août 1884), le vendeur qui aurait déféré à la sommation d'assister aux opérations ne serait plus recevable à critiquer ensuite cette procédure.

Malgré l'intérêt du problème, la jurisprudence ne paraît pas se préoccuper de cette difficulté qui a été étudiée uniquement par la doctrine.

Pour nous, la loi de 1884 étant le Droit commun en matière de ventes d'animaux, si l'on a jugé que tel vice devait être considéré comme redhibitoire par suite de l'effet d'une convention expresse ou tacite, on doit, en principe, suivre les mêmes règles de procédure que s'il s'agissait d'un simple vice redhibitoire légal.

PAR II. — *Compétence du Juge de paix*

La contestation étant civile, il faudrait savoir si l'extension de la garantie à des vices conventionnels laissera subsister, quelle que soit la valeur de l'animal, la compétence générale du Juge de paix.

L'article 9, § 1^{er} de la loi du 2 Août 1884 (1) énonce : « La demande est portée devant les tribunaux compétents suivant les règles ordinaires du droit. » Si l'on se rapporte ensuite à l'article 6, § 4 de la loi du 12 Juillet 1905 (2), sur la compétence des Juges de paix, loi modifiée par le décret du 5 novembre 1926, il y est dit ceci : « Les Juges de paix connaissent encore sans appel jusqu'à la valeur de 1.000 francs, et à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever... de toutes demandes relatives aux vices redhibitoires, *dans les cas prévus par la loi de 1884*, soit que les animaux qui en sont l'objet aient été vendus, soit qu'ils aient été acquis par tout autre mode de transmission. »

Le décret du 28 Mars 1934 (3) a élevé la compétence des juges de paix en dernier ressort à 1.500 francs et à charge d'appel à 4.500 francs, mais il n'a pas modifié pour le reste l'article 6 précité.

(1) (D. P. 1884 - 4 - 125).

(2) (D. P. 1905 - 4 - 71) (SIREY : *Lois annotées* 1905, p. 991, col. 1).

(3) *Journal Officiel*, 4 avril 1934, p. 3510¹ (D. P. 1934 - 4 - 78, art. 10).

On a donné une compétence aussi étendue aux juges de paix parce que, suivant les termes des travaux préparatoires de la loi du 12 Juillet 1905, « il s'agit d'affaires extrêmement simples dans lesquelles il y a intérêt à décider promptement, car les questions de vices redhibitoires entraînent des frais de fourrière qui peuvent devenir considérables. Si vous ne chargez pas le juge de paix de statuer, si vous obligez les parties à aller devant le tribunal d'arrondissement, il en résultera que, parfois, la valeur de l'animal en fourrière sera plusieurs fois dépassée par les frais. »

On s'est demandé si pour les cas non prévus par la loi de 1884, la compétence des juges de paix s'exercerait tout de même. Tant que les juges de paix n'avaient qu'à appliquer la loi, à voir si le vice dont on se plaignait rentrait bien dans l'énumération légale et si les délais n'étaient pas écoulés, leur rôle était facile à remplir, la solution était presque toute trouvée dès que les faits et les circonstances étaient connus, mais avec la garantie conventionnelle, soit expresse, soit tacite, de nombreuses difficultés viennent rendre plus malaisée la tâche du magistrat chargé de juger le litige; il ne s'agit plus des « affaires extrêmement simples » dont parlent les projets ayant abouti à la loi du 12 Juillet 1905. Nous estimons, cependant, qu'il n'y a aucune raison valable pour retirer aux juges de paix leur compétence en matière de vices redhibitoires quand bien même il s'agirait de vices conventionnels; il ne faut pas se laisser arrêter par les mots cités plus haut, « de toutes demandes relatives aux vices redhibitoires, *dans les cas prévus par la loi de 1884* ». La loi, elle-même, a prévu les conventions extensives et, de plus, il est possible de se rendre compte que l'on tend de plus en plus à augmenter la compétence des juges de paix; la valeur de 4.500 francs jusqu'à concurrence de laquelle ils peuvent juger, à charge d'appel, ne sera que rarement dépassée par celle de l'animal, objet du litige. Pourquoi donc refuser d'admettre une solution qui présente aussi peu d'inconvénients. Les juges de paix ont assez de connaissances pour trancher les ques-

tions un peu insidieuses qui naissent du fait de la garantie conventionnelle.

Nous devons signaler, toutefois, dans la jurisprudence un jugement qui, d'une façon implicite, écarte l'application de la loi de 1884, au cas de vice non prévu dans l'énumération légale. Le Tribunal Civil de Bordeaux (1) ayant à s'occuper d'une action en résolution de vente pour rétivité, vice garanti conventionnellement par le vendeur, a spécifié qu'il jugeait en matière ordinaire et en premier ressort. L'affaire n'est donc pas passée comme elle l'aurait dû, devant le juge de paix; malgré cela aucune réclamation n'a été effectuée par les parties pour incompétence du tribunal saisi.

M. Léonce Thomas (2), commentant ce jugement, se déclare partisan de l'application du Droit commun du Code Civil et du Code de Procédure pour tous les cas conventionnels. Les dispositions exceptionnelles doivent, dit-il, être entendues restrictivement.

Sous l'empire de la loi de 1905, applicable dans l'espèce qui nous occupe, les juges de paix avaient une compétence de 300 francs en dernier ressort et de 600 francs à charge d'appel; or le cheval rétif, dont on voulait faire résoudre la vente, avait été vendu 800 francs. La règle de Droit commun était donc bien d'assigner directement devant le Tribunal de première instance; on la suivit sans se soucier de la loi de 1884. Ce jugement est unique; depuis lors, aucune décision de jurisprudence n'est venue le confirmer; il ne faut pas lui attribuer une importance exagérée.

En 1908, les juges de paix avaient un rôle beaucoup plus effacé que de nos jours; ils se sont vus confier petit à petit plusieurs des matières jusqu'alors réservées aux tribunaux civils; d'autre part, étant sur place, à la campagne ou dans des petites villes, ils sont plus à même de contrôler les expertises et de se rendre compte des faits par eux-mêmes. De nos jours, les vices conventionnels doivent être, en tout état de cause, de la compétence du juge de paix, quelle que soit la valeur en jeu.

(1) Trib. Civ. Bordeaux, 16 mars 1908 (D. P. 1909 - 2 - 217).

(2) Léonce THOMAS : *Note sous* (D. P. 1909 - 2 - 217).

CHAPITRE II

Restriction de la garantie expresse

Il n'y a pas que les acheteurs d'animaux qui désirent se mettre à l'abri de toute fâcheuse surprise; une fois la vente conclue et l'animal livré, les vendeurs, de leur côté, veulent être assurés que leurs acheteurs ne les accableront pas de réclamations plus ou moins fondées; moins ils seront obligés à garantie et plus ils seront satisfaits. S'il n'y avait aucun inconvénient à faire avec l'acheteur une convention de non garantie totale, ils le feraient immédiatement, mais en exigeant de ce dernier un billet de décharge de la garantie légale déjà fort restreinte, ils sont forcés de renoncer de vendre leur bétail au cours moyen des ventes ordinaires.

La clause de non-garantie fait présumer, à moins qu'elle ne soit d'usage dans le pays, que l'animal a, justement, la tare pour laquelle on craint de se porter garant. Cependant, nous verrons que cette sorte de clause est, néanmoins assez employée, et que, vu le rôle de la théorie de la garantie tacite dont nous parlerons dans notre seconde partie, elle a tendance à se généraliser de plus en plus et à devenir même la seule qui soit utile en pratique, les clauses extensives étant rendues superflues du fait de la garantie tacite.

Les clauses restrictives s'interprètent restrictivement; ainsi la déclaration que le cheval vendu est poussif n'exclut nullement la garantie pour emphysème pulmonaire (1).

SECTION I

Diverses sortes de clauses

PAR I. — *Maladies contagieuses*

Les clauses restrictives sont formellement interdites au vendeur pour toutes les maladies contagieuses. Celui-ci ne

(1) Bourges, 23 février 1842 (S. 43 - 2 - 150).

Caen, 7 janvier 1901 (*Annales des juges de paix* 1903 - 2 - 185).

peut se dégager de son obligation de garantie, quand bien même l'acheteur serait consentant. Nous nous trouvons en face d'une disposition d'ordre public et l'on sait que les parties ne peuvent, par l'effet de leur seule volonté, aller à l'encontre de l'ordre public et de l'intérêt général. On ne peut toucher à aucune disposition de la loi, qu'elle soit relative à l'énumération des vices, aux délais ou à la procédure. Cependant, si les lois et règlements autorisent la consommation des viandes d'animaux atteints ou suspects de maladies contagieuses, les stipulations de non-garantie relatives à ces maladies auront leur effet parce que licites; c'est le cas par exemple pour la fièvre aphteuse.

Sous l'empire de la loi du 21 Juin 1898, les bovidés tuberculeux étaient considérés comme hors du commerce, et l'acheteur était fondé à poursuivre la nullité de la vente alors même qu'il aurait stipulé qu'il achetait à ses risques et périls. Le législateur (art. 4 § 3, art. 5 § 3 de la loi du 7 Juillet 1933) a voulu préciser la validité de la stipulation de non-garantie pour les cas où la tuberculose est considérée comme un vice redhibitoire, et par deux fois il a décidé qu'aucune action ne saurait être introduite si au moment de la vente, l'acheteur a libéré par *écrit* le vendeur de toute garantie. C'est le seul cas pour lequel la stipulation de non-garantie doit obligatoirement être expresse : pas de garantie tacite possible. La non-garantie doit résulter d'un engagement écrit de décharge délivré par l'acheteur au moment de la vente (1).

PAR II. — *Conventions restrictives des délais*

Ces conventions sont assez rares et même très rares. Les délais constitués par la loi sont d'une durée minimum. S'ils sont suffisants, ils ne le sont qu'à peine pour permettre à la maladie de se manifester et réduire le délai de deux ou trois jours est presque équivalent à une clause de non-garantie totale. Dans le premier projet de Code Civil pour

(1) Voir à ce sujet : *Bulletin Officiel de la Fédération nationale agricole*, numéro octobre 1933.

l'Empire allemand (1), on présume que le vendeur en exigeant une diminution du délai légal de garantie a voulu désarmer frauduleusement l'acheteur. On est tenté de voir dans cette clause restrictive une manœuvre permettant d'intenter une action en nullité pour dol.

Si l'on réduit la durée du délai, la présomption *juris et de jure* de préexistence est encore renforcée et, de ce fait, aucune difficulté n'en résulte.

PAR III. — *Restriction quant aux actions*

Les parties peuvent convenir que si l'un des vices légaux ou un vice conventionnel prévu se manifeste dans les délais voulus, l'acheteur ne pourra intenter qu'une seule action, au lieu de deux entre lesquelles d'ordinaire il aura le choix. Il n'aura à sa disposition que l'action redhibitoire ou seulement que l'action en diminution de prix. La convention peut fixer la différence à rembourser au cas d'apparition, après la vente, d'un vice caché; cela éviterait plus d'un marchandage fâcheux et, de plus, cela a l'avantage de limiter les risques.

Il est, en effet, difficile de calculer exactement la dépréciation de l'animal; il faudrait évaluer non pas la dépréciation que la maladie lui occasionne actuellement, mais celle qu'il aurait subie, au jour de la vente, si on avait connu la maladie qui allait éclater, en se reportant par conséquent à un moment où il pouvait y avoir à cet égard des prévisions toutes différentes de la réalité.

Si on en croit M. Saleilles (2), il importe d'écarter à tout prix l'action *quantum minoris* : « La réduction offre un moyen trop facile aux acheteurs peu consciencieux d'obtenir pour rien une marchandise qu'il leur est encore avantageux de conserver puisqu'ils la gardent, Obliger l'acheteur à rompre le marché, c'est la seule façon de s'assurer que le vice lui enlève tout le profit qu'il comptait retirer de sa démarche. »

(1) Raymond SALEILLES : *Etude sur la théorie générale de l'obligation d'après le premier projet de Code Civil pour l'Empire allemand*.

(2) R. SALEILLES : ouvrage cité, p. 258.

Qui, mais alors, le vendeur, ennuyé à l'idée de devoir payer les frais de garde, les frais de retour de l'animal, pour n'être pas sûr de pouvoir le vendre par la suite, se laissera amener à avancer une différence à l'acheteur pour qu'il ne résolve pas la vente. Ce résultat pratique ne sera pas meilleur, que l'on agisse d'une façon ou de l'autre. En pratique, tous ces inconvénients pourront être facilement écartés, car aux termes de l'article 3 de la loi du 2 Août 1884, si l'acheteur a opté pour une simple réduction du prix, le vendeur peut lui imposer la redhibition de la vente en restituant le prix, en remboursant les frais occasionnés par la vente et en reprenant l'animal vendu.

Sont licites également les clauses par lesquelles les parties ont convenu entre elles que le vendeur n'aura pas le droit, vis-à-vis de l'acheteur, de se prévaloir du défaut de réclamation dans les délais ordinaires (1) ou que l'acheteur ne sera pas tenu de faire désigner un expert par le juge de paix. De telles conventions sont d'un usage peu fréquent et ne soulèvent pas de difficultés; nous ne nous y attarderons pas.

PAR IV. — *Clauses restrictives quant aux vices ou quant aux animaux*

Ce sont de beaucoup les plus courantes, elles peuvent être de deux sortes : ou partielles ou totales. La non-garantie partielle a l'inconvénient d'attirer l'attention de l'acheteur qui se méfie et réclame un gros abattement sur le prix proposé. On peut, évidemment, s'exonérer de la garantie des vices légaux susceptibles de gêner un usage particulier : travail, boucherie, etc... Les conventions de non-garantie totale ne laissent pas autant supposer l'existence d'un vice et influent moins sur le prix.

Si lors d'une vente volontaire faite sous forme judiciaire et publique, on annonce que la vente est faite « sans garantie », et qu'un acheteur arrive après cette proclama-

(1) Tribunal de Commerce, Nantes, 22 novembre 1890 (Jurisprudence, Nantes, 1890 - 1 - 369).

tion, le prix étant assez élevé pour qu'il puisse croire que l'animal est exempt de vices, la clause de non-garantie lui est-elle opposable ? Nous croyons qu'elle l'est effectivement, l'acheteur est fautif d'être arrivé en retard et en tout cas, il lui était facile de se renseigner sur les conditions de la vente (1).

Vu l'importance de cette catégorie de conventions, nous allons étudier dans une section spéciale les conditions de leur validité.

SECTION II

Portée et conditions de validité des conventions de non-garantie relatives aux vices

PAR I. — *Généralités. Portée des clauses restrictives*

Les clauses extensives de garantie étaient en faveur de l'acheteur, les clauses restrictives vont être en faveur du vendeur. Pour pouvoir en profiter, il faut avant tout que le vendeur soit de bonne foi (2). Elles ne le protégeraient pas s'il avait connaissance du vice ou de sérieuses raisons d'en soupçonner l'existence.

L'article 1643 du Code Civil dit, d'une façon détournée mais assez explicite tout de même : « La clause de non-garantie est toujours nulle, quand elle a été stipulée pour des vices que le vendeur connaissait et qu'il n'a pas déclarés. »

Sous l'empire de la loi de 1838, Galisset et Mignon (3), reprenant l'opinion du Droit Civil romain, antérieur à l'Edit des Ediles, soutiennent que le vendeur étant légalement présumé connaître les vices redhibitoires de son bétail, il ne pouvait, sans commettre un dol, rédiger une convention restrictive. Si aucun vice n'a fait son apparition dans les délais, bien qu'illégale, on n'aurait pas pris la peine de

(1) Voir à ce sujet : REY : *Jurisprudence vétérinaire*, p. 263.

(2) J. POIRIER-COUTANSAIS : *Des vices redhibitoires et des maladies contagieuses dans les ventes d'animaux domestiques*, p. 72.

(3) GALISSET et MIGNON : *Traité des vices redhibitoires dans les ventes et échanges d'animaux domestiques* (1842).

faire annuler ladite convention; mais si jamais un vice se révèle, seul cas dans laquelle la non-garantie présenterait une réelle utilité, la clause serait de nul effet puisque frauduleuse.

Pour les objets inanimés, une pareille conclusion serait plausible, mais pour les animaux les vices sont souvent si bien cachés, l'incubation si secrète que le propriétaire lui-même n'a pu soupçonner l'existence du vice ou de la maladie. Depuis la loi de 1884, il est clair que les conventions restrictives sont toutes aussi licites que les conventions extensives de la garantie des vices. Les parties agissent, d'ordinaire, moins dans le sens de la restriction que dans celui de l'extension. Cela se conçoit, l'acheteur a plus besoin de protection que le vendeur.

Les vices, pour faire l'objet d'une convention de non-garantie, doivent être cachés et inconnus du vendeur. Si ce principe est certain, unanimement admis par la doctrine et la jurisprudence, sa portée est différemment appréciée. Les tribunaux solutionnent tantôt d'une façon, tantôt d'une autre des cas identiques; les auteurs sont, eux aussi, en désaccord.

Aubry et Rau, Baudry-Lacantinerie (1), reprenant la thèse soutenue par Pothier, disent : « La clause de non-garantie a donc pour but et résultat de soustraire les parties à l'application de la loi de 1884 et de les faire retomber dans le Droit commun et, en particulier, dans les règles des articles 1641 et suivants du Code Civil. Le vendeur sera, nonobstant la clause, tenu à la garantie des vices dont il a eu connaissance antérieurement ou au moment de la vente. » (2). Guillouard et Gallier ne spécifient pas si, dans cette hypothèse, il y aura seulement inopposabilité de la clause ou s'il y aura aussi possibilité d'invoquer le dol.

D'après une autre opinion, la clause s'applique non seulement à la loi de 1884, mais encore à l'article 1643 du Code Civil. Dès lors, le vendeur n'est plus responsable

(1) Cités par Ch. LAVOLLÉE : *Des nullités et des résiliations dans les ventes de chevaux*, p. 102.

(2) En ce sens, GUILLOUARD : *Vente*, T. I, n° 453 et GALLIER, n° 109 et 110.

d'aucun vice caché et la vente ne peut plus être attaquée en droit que si l'acheteur a été victime d'un dol de la part de l'autre partie (article 1116 du Code Civil).

La première opinion, de l'avis de M. Lavollée (1), conduit à une solution fâcheuse : si le vendeur reste tenu de la garantie de l'article 1643, c'est-à-dire de tous les vices cachés en général, on ne comprendrait pas pourquoi il aurait recours à une stipulation restrictive. D'une part, en effet, il déprécie la valeur de l'animal en le laissant supposer atteint d'un vice, d'autre part il n'en retire aucun bénéfice puisqu'il restera obligé à la garantie dont il avait voulu s'affranchir. Ce serait plutôt une clause extensive qu'une clause restrictive. Cette théorie n'est pas admissible. La deuxième opinion manifestement s'impose. La loi de 1884 n'est qu'une adaptation conforme aux caractères spéciaux des ventes d'animaux des articles 1641 et suivants du Code. Si elle en modifie les détails, elle n'en altère pas le sens ; l'esprit de ces articles est simplement que l'acheteur ne doit pas supporter la conséquence des vices occultes, dont, en toute loyauté, il aurait dû être prévenu par son vendeur. La bonne foi doit être présumée et la preuve de la mauvaise foi incombera à l'acheteur.

Si l'on ne s'exonérât que d'un seul vice légal, la boiterie intermittente par exemple, il est évident que la garantie de tous les autres vices légaux demeure à la charge du vendeur. Certaines de ces conventions, sous une apparence restrictive, pourraient parfois être extensives de la garantie légale. Une clause conçue en ces termes : « J'exonère M. X... de la garantie pour méchanceté, etc... » pourrait être interprétée comme étendant la protection de la loi de 1884 à tous les vices cachés, la méchanceté exceptée. Sur la portée de ces engagements, le juge de paix aura à se prononcer et son interprétation tranchera souverainement la question.

(1) LAVOLLÉE : ouvrage cité, p. 102 à 105.

PAR II. — *Cas où le vendeur a eu connaissance du vice faisant l'objet d'une clause de non-garantie*

Le Tribunal Civil de la Seine, le 9 octobre 1863 (1), a eu à juger une affaire dans laquelle avait été acheté un cheval réformé provenant des Ecuries de la Compagnie des Omnibus de Paris. L'acheteur, M. Deprez, avait signé un billet de décharge de toute garantie en faveur de la Compagnie. Or, dans le délai légal, des symptômes de cornage chronique sont constatés; le sieur Deprez adresse au Tribunal de la Seine une demande en résiliation de la vente, il considérait son billet de décharge comme absolument nul, la Compagnie lui ayant avoué, après coup, avoir connu l'existence de ce vice et avoir demandé exprès pour cela le billet qu'il lui avait signé.

Le Tribunal décida que, puisque Deprez avait dégagé la Compagnie de ses obligations, il n'avait rien à réclamer et qu'il serait condamné aux dépens. Dans cette espèce, il y avait même tromperie qui aurait pu motiver une action pour dol.

En ce sens, nous trouvons encore un jugement rendu par le Juge de paix de Muret (2). Le vendeur avait stipulé qu'il ne serait tenu à aucune garantie et l'acheteur s'étant contenté de la vache, objet de la vente, « telle qu'elle était et quoi qu'elle eut », s'est vu refuser une action en redhibition pour phtisie pulmonaire, bien que le vendeur ait eu connaissance de l'existence de ce vice avant la vente.

La jurisprudence, d'ordinaire, soutient une thèse opposée (3). La Cour d'Appel de Paris (4), confirmant un jugement du Tribunal de première instance : « Attendu, dit-elle, que des termes de l'article 1643 du Code Civil, il ressort que la clause de non-garantie est nulle quand elle a été stipulée pour des vices que le vendeur connaissait et qu'il

(1) Trib. Civ. Seine (D. P. 1864 - 3 - 22).

(2) Muret, 16 décembre 1889 (D. 1892 - 1 - 134).

(3) Morlaix, 13 avril 1877 (*Jp. Vétérinaire* 1878, p. 1045). Vendôme, 28 juin 1895 (*Gaz. Pal.* 1895 - 2 - 599).

(4) Rapporté par Ch. LAVOLLÉE : ouvrage cité, p. 104. En ce sens également : *Jugement de justice de paix*, cité, p. 105 à 110 du même ouvrage.

n'a pas déclarés. » Pour les ventes par autorité de justice, il semble cependant que la vente d'un animal « tel quel » soit valable même pour vice connu. Les derniers monuments de jurisprudence ont, tout à fait, abandonné le système antérieur. La clause ne libère le vendeur qu'à raison des vices dont il ignorait l'existence lors de la vente. Le fait que l'attention de l'acheteur a pu être éveillée, soit par la clause, soit par certaines circonstances, ne suffit pas pour légitimer la non-garantie au cas de vice connu. La seule clause concevable est celle qui pourrait être rédigée ainsi : « Je ne connais pas de vices redhibitoires à l'animal que j'offre de vous vendre, mais, pour le cas où, après la livraison, des vices de cette nature viendraient à se manifester, j'entends ne pas les garantir. » Si la vente sans garantie est de coutume dans la région où le marché se conclut, comme en Bretagne, par exemple, nous ne pensons pas qu'il faille considérer la convention comme nulle parce que le vendeur était au courant des défauts de sa marchandise.

Les règles exceptionnelles, régissant les ventes d'animaux, n'empêchent pas l'application de ce grand principe : *Fraus omnia corrumpit*. On ne peut valablement décréter à l'avance que l'on sera dégagé des conséquences de son dol. En principe, pour qu'il y ait nullité de la non-garantie, l'acheteur doit faire la preuve de la mauvaise foi du vendeur et cette dernière découle de la preuve de sa connaissance du vice. Ce n'est pas au vendeur à prouver son ignorance et sa parfaite loyauté; il serait, en effet, souvent difficile, sinon impossible, de prouver un fait négatif.

« Il serait inadmissible, comme le fait remarquer M. Poirier Coutansais (1), que le législateur ait voulu mettre « à la charge du vendeur une preuve négative qu'il savait « devoir être forcément dépourvue d'effets. »

Quoi qu'il en soit, la jurisprudence présume parfois la mauvaise foi du vendeur; ainsi le Tribunal de Commerce

(1) J. POIRIER-COUTANSAIS : ouvrage cité, p. 74.

de Marseille (1) refuse de laisser produire des effets à la clause, car, soi-disant, le vendeur ne pouvait ignorer l'existence du vice chez les animaux dont il se servait.

« Celui qui fabrique ou qui vend une chose, dit M. Touzet (2) devient complètement responsable des vices de cette chose, les eut-il ignorés, pourvu qu'il ait accompli en faisant circuler la chose un acte professionnel. S'il n'a pas connu le vice, il est en faute de ne pas l'avoir découvert; les marchands de bestiaux, les maquignons tombent sous le coup de ce principe découlant de l'article 1645 du Code Civil. Ils sont présumés avoir eu connaissance des vices de l'animal; ils ne peuvent se réclamer de leur bonne foi, mais ils peuvent prouver qu'ils ignoraient les vices et que ce n'était pas de leur faute, le vice par exemple était tellement caché que même un professionnel ne pouvait le découvrir (3).

Cette présomption de mauvaise foi est plutôt abusive; elle ne serait admissible que si les circonstances étaient telles qu'aucun doute ne puisse subsister sur la connaissance que le vendeur avait du vice. Il en serait ainsi dans le cas où le vice offre des caractères d'ancienneté, de permanence et de visibilité très accusés. Pour Pothier (4), il suffit que le vendeur ait eu des soupçons de l'existence du vice et qu'il n'ait rien dit pour qu'il y ait mauvaise foi et dol. Mais dire : « Vous saviez que le cheval que vous vendiez avait un vice redhibitoire, autrement vous n'auriez pas fait insérer de clause de non-garantie », ce n'est pas apporter une preuve suffisante, il faut une présomption bien mieux fondée. La demande d'exonération de la garantie n'est pas obligatoirement un aveu implicite que le vice gênant l'usage ne vous est pas inconnu. Pour s'exempter de la garantie de 1884, il sera très à conseiller d'étendre la non-garantie à tous les vices cachés, redhibitoires au sens large de l'article 1641. Les Tribunaux, depuis ces

(1) Trib. Com. Marseille, 9 janvier 1931 (*Recueil Marseille*, 1931 - 1 - 47. *Gaz. Pal.* 1933. *Mars. Sommaire*, p. 47).

(2) H. TOUZET : *La garantie des vices dans les ventes d'animaux*, p. 86.

(3) A ce sujet : Trib. de la Seine, 16 janvier 1907. *Gaz. Trib.* 31 août 1907.

(4) Cité. : A. CONTE, ouvrage cité, p. 204.

temps derniers surtout, pourraient, en vertu de la garantie tacite, tenir le vendeur pour responsable de tous les vices cachés autres que les vices légaux.

Il subsistera tout de même un moyen de se dégager de son obligation de garantie : c'est de révéler le vice à l'acheteur afin qu'il devienne pour lui un vice apparent ; du moment qu'il n'est plus caché, il cesse du même coup d'être un vice redhibitoire ; peu importe que le vendeur n'ait pas employé le mot technique pour désigner le vice pourvu que l'acheteur n'ait pu se méprendre sur les caractères du vice (1). Cette façon de faire est la plus efficace, elle n'entraîne par la suite aucune contestation mais elle a l'inconvénient d'être nuisible au vendeur. Ce dernier se débarrassera moins facilement de sa bête et l'acheteur donnera un prix bien plus bas s'il est sûr de l'existence d'un vice que s'il a sur lui de simples soupçons.

« On rencontre presque toujours, nous dit M. Lavollée (2) des clauses de non-garantie dans la vente des chevaux de sang. » On s'exprime ainsi : « Vendu sans aucune espèce de garantie de tous les vices légaux ». Il peut y avoir des cas où la clause n'est pas directement exprimée, où elle n'est qu'implicite. L'aveu d'un vice est une convention implicite, l'acheteur est considéré comme ayant voulu de la sorte décharger le vendeur de la garantie de ce défaut.

PAR III. — *Ventes aléatoires*

La plupart des auteurs, notamment M. Touzet (3), rejettent catégoriquement la clause de non-garantie pour vice connu du vendeur. Cependant, dans toutes les hypothèses, va-t-elle être nulle ? On concède, en général, à l'acheteur le droit de réaliser une vente aléatoire, et M. Troplong (4) admet que, même pour un vice connu, la restriction de la garantie soit licite, à condition que la vente ait eu un caractère aléatoire. Si l'on a accepté de signer un billet de

(1) *Jurisprudence Anvers*, 1885 - 2 - 11. *Pandectes françaises : Vices redhibitoires*, p. 587, n° 571.

(2) Ch. LAVOLLÉE : ouvrage cité, p. 105 et suivantes.

(3) TOUZET : ouvrage cité, p. 99.

(4) TROPLONG : *De la vente*. T. II, n° 560.

décharge, n'a-t-on pas consenti, par le fait même, à supporter, sans réclamer, les divers aléas qui pourraient survenir ?

Faut-il voir dans toutes les conventions de non-garantie des stipulations de vente aléatoire ? Quand on achète un animal non compris dans l'énumération légale, on est persuadé, à l'avance, que, sauf exception, le marchand même, s'il est averti de l'existence d'un vice, ne l'avouera pas. S'il a été convenu d'une exonération de garantie pour un ou plusieurs vices légaux, il en est de même. Les acheteurs méfiants estiment que s'ils ne réussissent pas à découvrir les vices cachés de l'animal, ils n'auront plus qu'à supporter le défaut sans espoir d'un recours possible.

En fait, la plupart des achats sont donc acceptés par les acheteurs « à leurs risques et périls ». Il ne faut pas, reconnaissons-le, présumer le caractère aléatoire de l'opération; il est nécessaire qu'il ressorte expressément ou tout au moins tacitement des termes du contrat. Une vente apparaîtra comme aléatoire si elle est effectuée « aux risques et périls de l'acheteur » ou bien s'il s'agit de vente de l'animal « tel quel » ou encore « dans l'état où il est ». Les autres formules qui peuvent se ramener aux énonciations ci-dessus auraient la même portée (1).

Dans la vente aléatoire, la prise en charge des risques par l'acheteur a pour compensation la diminution du prix qu'il a dû payer. M. Mulard (2) présume le caractère aléatoire du marché et refuse la nullité de la convention, invoquée sous prétexte de vice connu du vendeur. L'acheteur ne saurait prétendre que s'il eut connu le vice, il n'aurait pas acheté ou qu'il aurait payé un prix moindre; il est censé ne s'être engagé qu'en homme averti et conscient des risques qu'il assumait.

Ce qui sera fort compliqué à dégager pour le juge, c'est le caractère aléatoire de la vente. Les parties doivent manifester clairement leur volonté.

A côté de cette théorie, il y a la théorie classique, défen-

(1) Trib. Civ. Seine, 9 octobre 1864 (D. P. 1864 - 3 - 22).

(2) Paul MULARD : ouvrage cité, p. 80.

due par la presque unanimité des auteurs, d'après laquelle la vente « aux risques et périls » de l'acheteur n'est pas une vente aléatoire. N'aurait cette qualité qu'une vente dans laquelle acheteur et vendeur ignorent celui qui réalisera un gain par rapport à l'autre. Un pari est considéré comme un contrat aléatoire et ceci avec raison, mais il y a des paris où l'une des parties est sûre de la réussite, si elle a déjà réalisé plusieurs fois, par exemple, et avec facilité la performance qu'on la défie d'accomplir. Si l'on veut, on peut jouer sur les mots et dire qu'au cas de vente d'un animal malade, le vendeur ne révélant rien et exigeant, malgré tout, un billet de décharge de garantie, la convention « aux risques et périls » n'entraîne pas une vente aléatoire, mais une vente avec acceptation unilatérale des risques quels qu'ils soient. Qui dit insertion dans le contrat de vente des mots « aux risques et périls » dit diminution importante du prix. Le Tribunal de Commerce de Saint-Etienne, dans un jugement du 17 octobre 1929 (1), a déclaré que l'acheteur, en se procurant des animaux à bas prix, n'ignore pas qu'ils seront probablement d'une qualité inférieure et qu'il accepte en fait les risques de l'opération.

D'après l'examen de l'animal, l'acquéreur a pu juger que son allure générale ne paraissait déceler aucune tare grave, que l'essai avait été concluant et que, si plus tard, il se révélait quelque mal, ce ne serait pas gênant pour l'usage futur. Le prix est alléchant, la vente est réalisée. Ce serait vraiment de la mauvaise foi que d'aller réclamer la nullité du contrat sous prétexte de tromperie et de fraude de la part du vendeur. La non-garantie pour vices apparents est valable; si l'acheteur déclare « quand bien même les vices cachés qui existent peut-être en ce moment seraient apparents, je me rendrais acquéreur de cet animal qui me plaît tel qu'il est », ne peut-on l'empêcher d'annuler la vente, comme on l'aurait fait si l'on avait eu affaire à des vices apparents.

L'article 1964 du Code Civil dit que « le contrat aléa-

(1) (*Gaz. Pal.*, 1929 - 2 - 1018).

toire est une convention réciproque dont les effets quant aux avantages et aux pertes, soit pour l'une ou plusieurs d'entre elles, soit pour toutes les parties dépendent d'un événement incertain. »

L'aléa, aux dires de cet article, peut être supporté unilatéralement, mais un autre article, l'article 1104 du Code Civil (2^e alinéa), déclare que « quand l'équivalent consiste dans la chance de gain ou de perte *pour chacune des parties*, d'après un événement incertain, le contrat est aléatoire. » Demolombe (1), Aubry et Rau (2), Baudry-Lacantinerie et Barde (3), Touzet (4), voient dans ce seul article la vérité et ils repoussent les conclusions de l'article 1964.

Admettons que le vendeur connaisse le vice non garanti, mais ignore si ce vice gênera beaucoup l'emploi futur de l'animal; le vice est, par exemple, une boiterie ancienne intermittente qui ne réapparaît qu'à de très longs intervalles, le cheval ne sera utilisé que dans de rares occasions et, de plus, la boiterie, n'est pas très forte. Le cheval pourra très bien être parfait pour ce service, on l'aura peut-être vendu trop bon marché pour ce qu'il valait; le vice peut se guérir, le vendeur risque de perdre plus qu'il ne devrait, il court ainsi un certain aléa.

Toujours est-il que la jurisprudence tient à restreindre de plus en plus la notion d'aléa, elle tend à protéger malgré lui le contractant qui, de son plein gré, en toute connaissance de cause, mais peut-être aussi un peu par inexpérience et crédulité, s'est engagé à ses risques et périls. La convention de non-garantie pour vices connus du vendeur sera souvent annulée pour fraude, mais, à notre avis, si vraiment l'acceptation des risques était explicite, l'acheteur ferait preuve d'une mauvaise foi notoire s'il invoquait cette nullité; il a contracté une sorte d'obligation naturelle en accordant à son vendeur l'exonération de la garantie; mais, grâce à un détour, ne pourrait-on intenter une action en nullité pour dol par réticence; nous étudierons cette question dans notre deuxième partie.

(1) DEMOLOMBE. T. XXIV, n° 27.

(2) AUBRY et RAU. T. V, par. 341, note 5. Septies, p. 471.

(3) BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE. T. I, n° 18.

(4) TOUZET; ouvrage cité, p. 100.

En ce sens : Trib. de Com. d'Alost, 13 mai 1891 *Gaz. Pal.* 1891, 2 sup. II.

DEUXIÈME PARTIE

De la garantie tacite

CHAPITRE I

Généralités

Depuis la loi de 1881 sur les maladies contagieuses et limitation de plus en plus grande de la liste des animaux et des vices garantis par le loi du 2 Août 1884, cette dernière qui commande toute la réglementation des vices redhibitoires, était tombée en désuétude. En dehors des dispositions relatives aux maladies contagieuses, il n'y a rien qui compte au regard des paysans et des maquignons; la plupart n'ont même pas entendu parler de la loi de 1884. Nous avons montré quelles faibles garanties en dérivait et combien nécessaires étaient les conventions de toutes sortes destinées à la compléter ou à la corriger. Elle aurait fini par disparaître faute d'intérêt si, petit à petit, ne s'était fait jour, dans la jurisprudence, une nouvelle théorie, celle de la garantie tacite, qui a donné un regain de vitalité à toutes ces règles vieilles.

C'est une construction assez originale, elle est une preuve flagrante de l'action considérable de la jurisprudence dans le sens de l'adaptation des lois aux exigences du moment.

Il est en général admis par notre droit que les individus peuvent, s'ils le veulent, déroger au régime légal constitué, en vue de leur plus grand bien, suivant les données de

l'expérience, mais qui, parfois, peut ne pas apporter de solution équitable ou adéquate dans un cas déterminé. La loi n'a pas pu tout envisager d'avance; c'est aux intéressés à se servir dans la mesure de leurs besoins, du droit de faire des conventions extensives, restrictives ou modificatrices. Quoi de plus naturel.

Il est reconnu qu'il n'est pas toujours indispensable d'exprimer verbalement ou par écrit ses volontés; il est des manières d'agir, des attitudes qui, dans des circonstances données, révèlent d'une façon suffisamment claire les intentions de leur auteur. « Le silence même d'une personne, comme le fait remarquer, M. Pierre-Michel Levy (1), peut constituer une manifestation tacite de sa volonté, si son abstention est accompagnée de certaines conditions de fait. Et il ajoute : « A l'époque d'activité prodigieusement intense et variée qui est la nôtre, où tant de difficiles problèmes se posent quotidiennement à tous les esprits, où il est impossible qu'une personne puisse s'attacher avec toute l'attention nécessaire à chacun des actes de la vie courante et exprimer toujours sa volonté avec toute la clarté et la précision désirables, les manifestations tacites de volonté constituent une véritable nécessité. »

Cette manifestation tacite de volonté peut être aussi claire que les manifestations expresses, et sous sa forme primitive, l'admission de la garantie conventionnelle tacite, par la Cour de Cassation elle-même, était très légitime et ne donnait pas prise à la critique. On exigeait la preuve de l'existence de la garantie conventionnelle tacite invoquée.

Avant la loi de 1884, on trouve déjà un arrêt de la Cour de Cassation (2) dans lequel elle base l'existence d'une convention de garantie relative à la puissance d'un baudet, sur ce fait que le coéchangiste intéressé (il s'agissait, en l'espèce, d'un échange) avait spécifié qu'il achetait le baudet pour la reproduction et qu'il ne voulait pas d'un baudet

(1) M. Pierre LEVY : *Des manifestations tacites de volonté en matière civile et commerciale*, p. 11 et suivantes.

(2) Cass. Civ., 6 déc. 1863. D. 1866 - 1 - 167.

impuissant. Si, sachant cela, le propriétaire de l'âne n'a rien dit et a livré son âne, il est fort à supposer qu'il se portait garant de l'idoneité de sa bête pour l'emploi désigné; c'est du moins ce qu'a conclu la Cour.

Une formule que nous verrons fréquemment reproduite au cours des motifs adoptés par la Cour de Cassation, c'est la suivante : « Attendu que l'obligation de garantie invoquée dans ces circonstances par X..., résultait de la nature même de la chose vendue et du but que les parties s'étaient proposé et qui formait la condition essentielle du contrat, que cette obligation, pour être implicite, n'en était pas moins manifeste et absolue (1) ». Vendre « bonne pour la boucherie » une vache reconnue, après abatage, impropre à la consommation pour tuberculose généralisée, entraîne pour le vendeur le devoir de rembourser le prix.

Au début, la garantie tacite était considérée comme valable, mais encore fallait-il faire la preuve des faits propres à établir l'existence de la convention alléguée (2).

« Attendu, dit un arrêt de la Cour de Dijon du 27 octobre 1891, que si l'appelant ne prouve pas dès à présent cette convention de garantie, il offre de prouver certains faits qui, s'ils étaient établis dans leur ensemble, justifieraient l'existence de cette convention. » C'est le retour à ce système primitif que prône M. Ducastel (3). La question de la preuve n'était pas alors laissée de côté, mais la preuve, bien que facilitée à l'extrême, aurait pu causer quelques difficultés à celui qui devait en supporter la charge, c'est-à-dire à l'acheteur. La jurisprudence, désireuse de faire profiter tout le monde de cette voie de recours si pratique, a rendu son emploi plus simple encore. Si une convention se voit déjà interprétée par les tribunaux de bien des façons, raison de plus pour qu'une attitude, un geste aient pour les uns une signification donnée et pour les autres un sens tout à fait opposé; le silence

(1) C. de C., 23 avril 1887. D. 1888 - 1 - 28.

(2) Voir Cour de Dijon, 27 octobre 1891 (D. P. 1893 - 2 - 318).

(3) M. DUCASTEL : *De la garantie des vices cachés dans les ventes d'animaux domestiques*, p. 112.

fera supposer bien plus de choses qu'il n'en abritait en son mystère. N'admettre le jeu de la garantie tacite que dans les cas où l'intention du vendeur est évidente quoique sous-entendue, c'est supprimer, du même coup, la plupart de ses cas d'application; mais cette garantie n'a pas gardé longtemps son caractère primitif. Insensiblement, la Cour de Cassation a changé de principe conducteur; on se rend compte qu'au lieu de prendre ces conventions implicites pour ce qu'elles n'auraient jamais dû cesser d'être, c'est-à-dire l'expression de la volonté des parties déterminant entre elles librement les conditions de leur contrat, elle y a vu un merveilleux expédient pour, d'une manière détournée, mais très efficace, suppléer aux restrictions de la loi de 1884 et même pour tourner la loi et la détruire.

Pour M. Geny (1), « la notion de manifestation tacite n'est qu'une explication commode ». « Il n'est pas bon, dit M. Demogue (2) de trop rechercher les volontés implicites présumées, qui n'existent pas. On finit par interpréter les volontés suivant les nécessités et les besoins du moment. »

Cette garantie se ramène à ceci : « Dans les ventes d'animaux domestiques en général, le vendeur, même s'il ne s'est engagé à rien vis-à-vis de l'acheteur, devra garantir de tout vice pouvant troubler ou diminuer notablement l'usage de l'animal, s'il a seulement connu ou pu soupçonner l'emploi auquel il était destiné. » En d'autres termes, si vous achetez des bœufs de travail, en spécifiant que vous voulez des bœufs de travail et non de boucherie, le vendeur, quand bien même il n'aurait rien promis de spécial, est censé avoir garanti la parfaite idoneité de cet attelage pour la culture. Il suffirait même qu'il ait pu prévoir l'emploi déterminé, d'une façon presque certaine, soit qu'il l'ait appris par ouï dire, soit qu'il ait pu le deviner d'après le costume de l'acheteur, sa profession ou d'après les circonstances de la vente.

Pour rendre accessible d'une façon courante l'action ba-

(1) M. F. GENY : *Méthode d'interprétation et sources en Droit privé positif*, p. 150, 1^{re} éd.

(2) M. DEMOGUE : *Traité des obligations*. T. I, p. 87.

sée sur la garantie tacite, la jurisprudence a accordé à celle-ci le bénéfice d'une présomption d'existence. On n'a pas à prouver que l'on a stipulé une garantie extensive de la loi de 1884, la convention est présumée exister si le vendeur a connu l'emploi futur de l'animal.

Cette sorte de garantie, comme on peut le voir, est poussée excessivement loin; il est bien rare, en effet, que le vendeur ne puisse pas, tout au moins, présumer l'emploi auquel on destine l'animal qu'on lui achète, et voici érigée en règle générale, d'une manière déguisée, la garantie de fait de tous les vices cachés; c'est le retour pur et simple au système de l'article 1641 du Code Civil. Ce qui est curieux à constater, c'est que le fondement de la présomption est fictif. Quand dans notre droit, il existe un régime légal, dont l'application est de règle, mais auquel il est permis de déroger par des conventions contraires et que l'on n'a exprimé aucune volonté de modification, on est, d'ordinaire, tenu, et à juste titre, pour avoir accepté dans son ensemble ce régime légal. Ainsi en est-il notamment en matière de régimes matrimoniaux; avez-vous négligé de procéder à la confection d'un contrat, on vous considère comme marié sous le régime de la communauté légale. En matière de ventes d'animaux, par une fantaisie étrange, malgré une loi qui régit toutes les transactions, si les parties n'ont rien convenu de contraire, le silence du vendeur est interprété constamment dans le sens d'une dérogation à la loi; c'est d'autant plus étrange que la Cour de Cassation refuse le plus souvent d'admettre l'efficacité pratique des clauses expresses ambiguës. Si l'on suivait les données du bon sens, on devrait présumer, quand les parties n'ont pas rédigé de conventions modifiant les dispositions de la loi, qu'elles ont eu l'intention de se conformer à la règle légale. Dans un but d'opportunisme et d'intérêt général, la jurisprudence n'a pas hésité à sombrer dans l'in vraisemblance. Il n'est plus vrai de dire, d'après elle, que le législateur a entendu suppléer au silence des parties.

Cet exemple est, je crois, unique dans notre droit français actuel; mais, par un effet intéressant à signaler de

cette jurisprudence, la présomption de garantie tacite qui, au début, ne reposait que sur une fiction, pourrait finir par acquérir une base réelle. Les marchands de bestiaux sont supposés avoir eu, plus ou moins, connaissance des décisions des tribunaux et de la Cour de Cassation; ils savent que, désormais, leur silence, loin de les obliger à la simple garantie légale, les rendra garants de tout vice caché empêchant ou diminuant l'utilisation de l'animal pour l'emploi indiqué par l'acheteur; dès lors, sachant cela, s'ils ne disent rien, c'est qu'ils acceptent tacitement les effets de leur silence. Cependant, la jurisprudence de la Cour de Cassation n'est pas assez ancienne pour avoir pu créer une véritable règle coutumière, et peu nombreux encore sont les vendeurs qui ne sont pas ignorants des conséquences que les tribunaux feront découler de leur mutisme.

La garantie tacite a donc commencé par être une création légale, puis elle est devenue un expédient inacceptable au point de vue juridique, et, à présent, elle tend de nouveau à revenir à un stade légal.

Les Tribunaux, en sanctionnant le principe de la garantie tacite, ne font que ressusciter, en quelque sorte pour tous les animaux, la garantie de l'article 1641, qui avait été jugée trop étendue pour cette catégorie de meubles. Avec ce procédé, on s'écarte totalement de l'esprit des règles édictées par les lois de 1884, 1905 et les lois subséquentes. Ces lois stipulaient, en effet, que pour les animaux, le régime ordinaire serait celui de la non-garantie, exception faite pour certains cas restreints en nombre mais nettement précisés. Avec la garantie conventionnelle tacite, c'est le principe de la garantie érigé désormais en principe légal et il n'est pas exagéré de dire qu'à l'heure actuelle, les lois spéciales, relatives aux vices redhibitoires des animaux domestiques, sont pratiquement abrogées ou sont tout au moins sans efficacité. Il n'y a plus qu'une législation unique pour tous les immeubles et tous les meubles sans distinction : c'est celle de l'article 1641 du Code Civil. C'est encore sur les questions de procédure, de

preuve, de délais que la loi de 1884 et les lois subséquentes sont le moins entamées.

Ce qui est curieux à observer, c'est que certains auteurs, parmi lesquels une majorité de vétérinaires (1) voient dans la garantie tacite, non pas une convention extensive (ou restrictive) de la loi de 1884 et des lois complémentaires, mais une convention sous-entendue et implicite, de retour à la garantie des articles 1641 et suivants. « Si donc, dit M. Abord (2), les parties font un marché en vue de la boucherie immédiate, elles conviennent tacitement de soumettre ledit marché aux règles du Code, relatives à la garantie des vices redhibitoires. » M. Goulay, dans son livre publié en 1927, *Le Commerce des animaux sous l'égide du Droit commun*, interprète de la même façon la garantie tacite. Il trouve que ce n'est peut-être pas conforme à la légalité d'appliquer directement l'article 1641 pour des cas non compris dans la liste des vices redhibitoires légaux, mais, dit-il, comme il arrive souvent que les Tribunaux donnent raison à ceux qui invoquent l'application du droit commun du Code Civil, pourquoi ne pas essayer, faute de mieux, de baser son action en redhibition ou en réduction du prix, sur les articles 1641 et suivants du Code. Il oublie que si on a déclaré leur action recevable, c'est parce qu'ils avaient été tacitement garantis par leur vendeur contre tous vices empêchant l'emploi déterminé de l'animal.

Cette opinion conduit aux solutions suivantes : « Un régime légal existe, il est très limitatif, on peut l'étendre, cependant, par une convention expresse; mais quand bien même on n'aurait pas étendu la portée de la loi, on sera toujours tenu de garantir l'acheteur contre les vices nuisibles à une bonne utilisation de l'animal, objet du contrat. Il s'agit, en effet, d'un contrat de bonne foi qui oblige

(1) Voir J. DARRAS : *La loi du 2 Août 1884 et le Droit commun dans les ventes d'animaux domestiques*, p. 40.

En ce sens, l'article de M. ABORD : *Bulletin de la Chambre syndicale des Marchands de bestiaux*, N° de Mars 1934.

(2) Voir référence précédente.

Voir également : Trib. Civ. Coulommiers, 22 mars 1924, cité par Darras, p. 39.

à tout ce que réclament l'équité et la loyauté. Si donc, on est de bonne foi, on ne peut pas, ayant eu connaissance du service que l'animal aura à effectuer, ne pas s'être senti moralement engagé à garantir qu'il pourrait, d'une façon satisfaisante, fournir le travail qu'on exigerait de lui.

Les paysans, les maquignons même, qui se livrent à la vente du bétail ignorent parfois la loi de 1884, mais ils se rendent compte que ce serait un vol de livrer pour un prix déjà assez élevé une bête qui ne pourra pas être utilisée. Dans ce cas, s'ils sont honnêtes, on peut présumer que tacitement ils se sont engagés vis-à-vis de leur acheteur à assumer la garantie à laquelle sont obligés tous les vendeurs de meubles et d'immeubles ordinaires, c'est-à-dire celle qui découle de l'article 1641 du Code Civil.

Ce système n'est nullement illogique, toutes les conventions non contraires aux lois d'ordre public et aux bonnes mœurs sont autorisées par notre droit; or la loi de 1884 n'est pas une loi d'ordre public. Cependant cette théorie n'est pas encore admise par la jurisprudence. Elle aurait pour conséquence d'ôter aux parties le bénéfice de la procédure de la loi de 1884 et de toutes les simplifications qu'elle permet.

Dès lors, les juges de paix ne seraient plus compétents que jusqu'à 4.500 francs à charge d'appel; au delà de cette somme, l'affaire passerait directement en premier ressort devant le Tribunal de première instance. Devant le juge de paix, on ne pourrait plus profiter de la dispense de préliminaires de conciliation.

Pour les vices redhibitoires légaux ou conventionnels, la compétence *ratione loci* diffère un peu de la règle ordinaire; ce n'est pas le juge de paix du lieu où habite le défendeur qui doit être saisi du litige mais celui du lieu où se trouve l'animal. S'il s'agissait d'une convention extensive de la loi de 1884, l'acheteur pourrait présenter verbalement sa requête au juge de paix; mais tous ces avantages lui seront retirés si, véritablement, le vendeur n'a entendu lui concéder que la garantie de l'article 1641 et rien de plus.

On conçoit facilement qu'un vendeur d'animaux puisse être tenu à deux sortes de garanties distinctes, la première résultant de l'obligation imposée par la loi, la deuxième découlant du caractère de bonne foi du contrat. La garantie conventionnelle expresse peut toujours être considérée comme extensive de la loi de 1884. Quant à la garantie tacite, il est des cas où les parties ont réellement voulu étendre l'application de la loi, mais nous croyons que ces cas sont rares et que la plupart du temps les parties ont voulu faire retour purement et simplement aux articles 1641 et suivants du Code Civil. La notion de bonne foi joue dans la question qui nous occupe un rôle important ; elle force acheteurs et vendeurs à agir avec plus d'équité et à garantir plus de vices que la loi n'en indique. Les règles de morale viennent combler les déficiences des règles légales. « La valeur donnée au silence, dit M. Demogue (1), est un pas vers la reconnaissance d'obligations légales. C'est tendre à dire qu'un certain état de fait se présentant, des obligations existent; cela étant conforme à l'utilité sociale et n'étant pas contraire aux volontés connues. »

Ce qui est certain, en tout cas, c'est que la jurisprudence a eu tort d'admettre trop facilement l'application de la loi de 1884 à toutes les transactions dans lesquelles le vendeur avait eu connaissance de l'emploi réservé à l'animal.

Jadis, avant que la garantie tacite joue d'une façon courante, la réglementation des ventes d'animaux était si peu gênante et même si insuffisante, que l'on utilisait souvent les conventions extensives expresses pour allonger la liste des animaux ou celle des vices ou encore pour se ménager des délais plus longs. La garantie tacite, telle que l'entend la jurisprudence, apportant aux acheteurs lésés une arme très puissante contre leurs vendeurs, ces derniers ont perdu leur beau rôle d'antan et, pour n'être pas par la suite exposés à de nombreux ennuis, se voient dans l'obligation de se faire consentir par les acheteurs des billets

(1) DEMOGUE : *Traité des Obligations*, T. I., p. 300.

de décharge, faute de quoi ils seraient présumés avoir promis la garantie la plus complète.

Du fait de la garantie tacite, toutes les maladies contagieuses deviennent vices redhibitoirès à condition qu'elles gênent l'utilisation de l'animal. La législation sur les maladies contagieuses prévoit beaucoup de formalités; il est possible que l'on en omette quelques-unes et que l'on se voie opposer une fin de non-recevoir au moment où l'on intente son action; on fera jouer alors la garantie tacite et l'on agira comme s'il s'agissait d'un simple vice redhibitoire. La convention tacite a rendu inutiles les conventions expresses extensives. Elles coûtent toujours plus que les conventions tacites et elles risquent d'être mal interprétées par les juges; mais tout en tuant les conventions extensives, la garantie tacite a remis en vigueur les conventions restrictives. Les Tribunaux vont devoir à nouveau examiner l'apparence, la gravité, l'incurabilité, la fréquence du vice allégué; il y aura, de ce fait, plus d'une question délicate à résoudre.

La garantie tacite a influé enfin sur la conception du « vice redhibitoire » en lui-même. En principe, quand on se trouve dans le cadre tracé par la loi, on n'a pas à se préoccuper du but de l'achat. Légalement, celui qui demande la résiliation d'une vente n'a qu'à prouver que l'animal est atteint de tel vice redhibitoire et que ce vice s'est déclaré dans les délais voulus et il obtiendra gain de cause. Pour la garantie tacite, un vice n'est redhibitoire que s'il nuit à l'usage ou le diminue; s'il est sans effet sur l'utilisation future, aucune réclamation n'est possible. D'essentiellement objectif, le « vice redhibitoire » est devenu une notion nettement subjective. Nous aurons plus tard l'occasion de revenir plus en détail sur ces caractères du vice redhibitoire.

CHAPITRE II

Divers cas d'application de la garantie tacite

SECTION I

Garantie tacite extensive

SOUS-SECTION I. — *Animaux de Boucherie*

La garantie implicite a eu son origine véritable et a encore son application principale dans une série de cas où une catégorie d'animaux toute particulière était en jeu, nous voulons parler des animaux de boucherie; les défauts entraînant la garantie sont les maladies ou les tares altérant la qualité de la viande et la rendant en partie ou en totalité impropre à la consommation.

Dans un bref historique, nous donnerons les antécédents de la question, nous essaierons de déterminer la nature des animaux de boucherie et nous étudierons ensuite les cas d'application qui se rencontrent dans la jurisprudence.

PAR I. — *Historique*

Avant la loi de 1838, les ventes d'animaux de toute espèce étaient soumises aux règles coutumières en vigueur, et depuis le Code Civil, elles étaient régies également par les articles 1641 et suivants pour toutes les dispositions complémentaires, tout n'ayant pas été prévu par les coutumes. Des arrêts de règlement du Parlement de Paris, du 4 septembre 1873 et du 13 juillet 1690, confirmés par lettres patentes du 1^{er} février 1743 et du 17 juin 1782 et par une ordonnance de police du 25 mars 1830, avaient établi à la charge des marchands de bœufs destinés à l'alimentation de Paris, une obligation de garantie spéciale en vertu de

laquelle la mort des animaux, quelle qu'en fut la cause, survenue dans les neuf jours de la vente, restait à la charge du vendeur. C'était à lui à supporter tout le poids de la perte, sauf bien entendu s'il arrivait à faire la preuve de la faute du boucher ou de son préposé.

Les bouchers de Paris étaient seuls visés par cette mesure, on leur envoyait de loin du bétail qui leur arrivait souvent malade ; pour qu'ils n'aient pas la tentation de répandre sur le marché des marchandises avariées, on leur donnait ce moyen de défense exceptionnel.

Ces règlements, avec le fonctionnement des chemins de fer et de l'organisation de la police sanitaire, devinrent désuets; ils n'avaient plus d'utilité et il était fatal qu'ils fussent un jour ou l'autre supprimés. L'article 12 de la loi de 1884 s'est chargé de cette besogne : « Sont abrogés tous règlements imposant une garantie exceptionnelle aux vendeurs d'animaux destinés à la boucherie ».

Un arrêt de la Cour de Paris du 26 mars 1867, confirmant une décision du Tribunal de Versailles (1), s'était déjà, avant la loi de 1884, prononcé pour l'application aux animaux de boucherie des lois ayant trait aux vices redhibitoires, mais depuis 1884, la plupart des auteurs et des arrêts, en règle générale, ont déclaré que tous les animaux sont assujettis à cette réglementation.

PAR II. — *Nature des Animaux de Boucherie*

On s'est demandé si les animaux de boucherie ne devaient pas être considérés plutôt comme des denrées que comme des animaux ordinaires. Sous l'empire de la loi du 20 Mai 1838, la jurisprudence considérait que la vente d'une bête pour la boucherie avait pour objet de la viande sur pied et qu'elle était soumise aux règles communes de garantie du Code Civil. Il est vrai que les ventes d'animaux de « boucherie », c'est-à-dire destinés promptement à la consommation, ne sont pas génératrices d'autant de

(1) D. P. 1867 - 2 - 172.

difficultés que celles des animaux destinés au travail ou à l'élevage. A part les maladies contagieuses, contre lesquelles les acheteurs sont déjà protégés d'une façon efficace, il n'y a pas beaucoup d'autres vices cachés ôtant à la viande son caractère consommable; l'abatage se fait peu après la vente, le défaut ou la maladie apparaissent donc, dans un bref délai et d'une façon claire, s'ils existent; le juge n'est pas forcé de se livrer à une appréciation délicate de l'apparence, de la gravité du vice, il lui suffit de constater s'il y a eu saisie partielle ou totale; les maladies qui gâtent la viande sont, sauf de rares exceptions (nous faisons abstraction évidemment des maladies contagieuses), des maladies à action lente, la préexistence du vice à la vente est à présumer les trois quarts du temps; les vices moraux n'ont aucun effet malheureux sur la viande de même qu'un grand nombre de tares, gênantes pour le travail, l'élevage et la reproduction et qui n'influent pas sur la qualité de la chair. L'animal de boucherie s'apparente exactement aux denrées périssables soumises au droit commun du Code Civil. La plupart des raisons, justifiant et motivant la création d'une réglementation spéciale pour les animaux en général, ne sont plus valables dès que l'on a affaire à des animaux de boucherie. Pourquoi autoriser l'annulation d'une vente de viande abattue et l'interdire pour une vente de viande sur pied quand il n'y a pas eu de conventions entre les parties.

C'est probablement le raisonnement qu'ont fait certains magistrats ayant eu à juger des cas de cette nature; ils ont trouvé qu'en matière de boucherie l'application d'une garantie était opportune et que la garantie tacite avait ici moins d'inconvénients que dans les autres hypothèses.

PAR III. — *Evolution de la jurisprudence.*
Cas d'application aux animaux de boucherie
de la garantie tacite

Les arrêts au début révèlent une admission plus franche de la garantie tacite pour la boucherie, que pour l'élevage,

la reproduction et le travail. Dans la jurisprudence, on remarque, depuis 1884, deux courants d'opinion. On se rend compte de la nécessité de pourvoir à la protection des acheteurs d'animaux de boucherie, mais sur quels arguments se basera-t-on pour accorder l'action en résolution ou en diminution de prix pour des cas où la loi a expressément écarté la garantie ? Les bovins, qui fournissent une grande part des viandes de consommation, ont été privés longtemps de toute protection, sauf pour les maladies contagieuses; à présent, leur situation est à peine améliorée; les ovins ainsi que les porcs sont à peu près soumis au même régime. Certains jugements, reprenant les arguments énumérés plus haut, vont invoquer l'exclusion des bêtes de boucherie de la catégorie des animaux domestiques; les autres n'osent pas aller à l'encontre de la loi de 1884, et au lieu de se retourner vers l'article 1641, font appel à la garantie tacite.

Avant 1884, sous l'empire de la loi de 1838, la jurisprudence était plutôt en faveur de l'application de l'article 1641 du Code Civil aux animaux de boucherie (1).

M. Le Pelletier (2) fait remarquer que dans la loi de 1838, il n'était pas déclaré qu'elle ne se rapportait pas aux achats d'animaux faits en vue de la consommation, mais que le rapporteur de la Commission d'étude de la loi avait renvoyé aux principes généraux du droit pour les transactions ayant pour objet cette catégorie d'animaux. La nature des vices énumérés dans la loi de 1838 indiquait d'ailleurs, dit-il, qu'elle avait eu seulement en vue le bétail vendu ou échangé pour le travail et l'usage de l'homme.

La loi de 1884 a mis les choses au point. La Cour de Cassation admet généralement la garantie tacite; dans un arrêt du 17 Avril 1855 (3) on n'avait pas songé à l'invoquer, il y avait eu vente d'un porc ladre à un charcutier; la Cour a rejeté l'action en garantie parce que la laderie n'était

(1) (S. 1839 - 2 - 357); (S. 1841 - 1 - 242), Paris, 26 mars 1867. (D. P. 1867-2 - 172). — En sens contraire : Cass., 17 avril 1855; (S. 1855 - 1 - 600).

(2) LE PELLETIER : livre cité, p. 165,

(3) S. 1855 - 1 - 600.

pas un vice redhibitoire légal, mais depuis elle a évolué et se montre moins stricte que par le passé.

Les Tribunaux de première instance ou les juges de paix restent attachés à la notion de garantie obligatoire découlant de l'article 1641 et non d'un engagement tacite (1). Souvent on observe que la Cour de Cassation confirme les décisions des tribunaux, mais en en changeant les motifs; ce n'est pas l'article 1641 qui constitue, dit-elle, la vraie raison de la recevabilité de l'action redhibitoire, mais l'existence d'une convention tacite.

Quand la notion de garantie tacite n'était que nouvellement invoquée, les tribunaux n'osaient pas la mettre à la base de leurs jugements; aussi, poussés par le désir de faire prédominer l'équité sur la légalité, ils se servirent de l'expédient fourni par la distinction des animaux de boucherie d'avec les animaux de travail et d'élevage. Le Tribunal Civil de Loudun, dans un jugement du 3 décembre 1887 (2), se prononce néanmoins d'une façon très nette pour l'application de la loi de 1884 aux animaux de boucherie : « Attendu, dit-il, que les ventes d'animaux destinés à la consommation sont soumises aux mêmes règles que toutes les autres ventes et que les bouchers ou autres acheteurs d'animaux vendus pour être abattus ou livrés à la consommation ne peuvent prétendre à une garantie plus étendue que les autres acheteurs, que sauf le cas de dol ou de stipulation particulière expresse ou tacite, ils sont sans action contre le vendeur, à raison des vices cachés non prévus par la loi de 1884, alors même que par suite de ces vices la viande serait devenue impropre à la consommation. »

Les articles 1^{er} et 2 de la loi de 1884 ne font aucune distinction et il faut attirer l'attention sur ce fait que le porc, dont la ladrerie est garantie, n'est acheté d'ordinaire que pour la consommation. Avec la garantie tacite, reconnue et sanctionnée par une jurisprudence constante, il n'est

(1) (S. 1886 - 1 - 53) ; (D. 88 - 1 - 28) ; (S. 1891 - 2 - 244),

(2) D. 1888 - 5 - 278.

plus besoin de séparer les animaux de boucherie en une classe à part.

Il n'est plus nécessaire de prouver qu'il y a garantie implicite, elle doit se présumer; c'est ce que concluent les arrêts de la Cour de Cassation du 10 novembre 1885 (1) et du 23 mars 1887 (2). Il suffit, même parfois, qu'on sache que la vente est faite à un boucher pour qu'il y ait garantie : « Attendu que les vaches vendues par M. Descos étaient destinées à la boucherie, ainsi qu'il avait été certainement déclaré par l'acheteur au moment du marché (simple hypothèse), lequel était passé par des *bouchers* (3).

La garantie tacite n'est cependant pas admise automatiquement; si un fait, une circonstance laissent prévoir que le vendeur ne voulait pas se porter garant de la qualité de sa marchandise, la présomption s'effondre. La Cour d'Orléans (4) a reconnu que le seul fait de vendre un bœuf ou une vache à un boucher ne suffisait pas pour obliger le vendeur à garantie alors que ce dernier avait pris soin d'afficher un avis indiquant que ses animaux étaient vendus sans garantie.

Il faut que le vendeur connaisse d'une façon certaine la destination de l'animal, autrement il est dégagé de ses obligations. Ainsi quand un bœuf que l'on met en vente est acheté par un boucher qui est en même temps propriétaire cultivant lui-même son domaine, si l'acquéreur ne fournit pas de renseignements sur ce qu'il désire faire de ce bœuf, le vendeur ignore si l'animal sera tué pour être livré à la consommation ou si on le conservera pour l'employer aux travaux agricoles. Ce doute suffit pour écarter la présomption de garantie tacite. Il en est de

(1) S. 1886 - 1 - 53.

(2) D. 1888 - 1 - 28. En ce sens : Cass., 18 mai 1912 (*Gaz. Pal.*, 1912 - 2 - 217, S. 1912 - 1 - 492) ; Cass., 1^{er} mars 1899 (*Gaz. Pal.*, 1899 - 1 - 426, S. 1899 - 1 - 221).

(3) Trib. Com. St-Etienne, 17 octobre 1919 (*Gaz. Pal.*, 1929 - 2 - 1018). Voir aussi : Trib. Com. Marseille, 21 avril 1926 (*Gaz. Pal.*, Table 1925-1930, Vente N° 295) et Cour de Reims, 11 fév. 1934 (*Industrie Chevaline*, N° février 1934).

(4) 2 janvier 1889 (S. 1891 - 1 - 241).

même si le boucher exerce également la profession de marchand de bestiaux. Dans une affaire de ce genre, jugée par le Tribunal de Commerce de Verdun (1), l'animal, objet du contrat, était d'une telle maigreur que rien ne pouvait faire supposer un achat en vue de la boucherie; l'action redhibitoire intentée par l'acquéreur a été repoussée pour absence de garantie conventionnelle extensive. Il a été jugé qu'il n'y avait pas lieu d'admettre l'existence d'une garantie tacite au cas de vente d'une bête de boucherie « lorsque cette dernière était atteinte d'une gêne apparente dans la marche et qu'elle avait été vendue comme étant poussive et fatiguée, éveillant ainsi l'attention de l'acheteur sur l'opportunité de la montrer à un vétérinaire avant de l'abattre pour savoir s'il n'y avait pas lieu d'attendre qu'il fut régénéré par une certaine période de repos » (2).

Un jugement du Tribunal civil de Neufchâteau du 19 février 1932 (3) vient de poursuivre encore dans le sens de l'extension le système établi par la jurisprudence. La garantie n'a plus besoin de ressortir, soit de la nature, soit de la destination de l'animal vendu; on finit par la dégager du seul prix de vente : « Attendu, dans l'espèce, que Mougeolle ne rapporte la preuve d'aucune convention de garantie intervenue entre lui et Jacquemin, mais qu'une garantie résulte des circonstances de la cause, notamment du prix de l'animal qui est de 2.650 francs, prix normal d'une vache de moyenne valeur; qu'il est vrai que les parties qui, toutes deux, sont marchands de bestiaux, n'ont pas précisé lors de la vente l'usage auquel était destiné l'animal, par exemple bête de boucherie, vache laitière, bête d'embouche, mais qu'il est cependant évident qu'il était implicitement convenu entre les parties que la bête était marchande et utilisable; que le vétérinaire ayant déclaré après l'autopsie que la bête était impropre à tous usages, il y a lieu d'annuler la vente litigieuse. »

(1) S. 1891 - 2 - 241.

(2) Trib. Com. Nantes, 24 janvier 1922 (*Recueil Nantes*, 1922 - 1 - 78).

(3) S. 1933 - 2 - 39.

Ce jugement marque un grand pas dans l'évolution de la jurisprudence qui nous occupe; il est évident que l'acheteur n'a pas eu l'intention de sacrifier ses 2.650 francs; il est d'usage dans toutes les ventes que les marchands, les vendeurs, s'ils sont honnêtes, s'engagent tacitement à donner à l'acheteur en l'échange de son argent, une marchandise, un objet d'une valeur à peu près équivalente. Pothier, appliquant cette idée aux animaux, disait : « L'acheteur doit être garanti des vices cachés empêchant l'animal de remplir le but qu'il s'était proposé en l'achetant, en vain l'acheteur a utilement une chose qui ne peut lui être d'aucun usage. »

Un animal inutilisable est un animal sans valeur, l'usage est, pour ainsi dire, partie intégrante de la chose. Si l'acheteur avait payé sa vache seulement 50 francs, la redhibition n'aurait pu avoir lieu, le prix aurait représenté la valeur de la dépouille, mais le prix de 2.650 francs incluait sans nul doute l'usage; le vendeur était censé savoir que si l'on payait une somme si élevée, c'était pour avoir une vache qui rendit des services; du fait même qu'il l'a livrée et a accepté l'argent, il s'est engagé tacitement à lui garantir l'utilisation possible de l'animal.

C'est la première fois que dans un jugement en matière de vices redhibitoires animaux, le facteur prix intervient en tout premier plan. Nul doute que la notion de garantie tacite continuera encore à évoluer dans les années qui vont suivre.

Pour l'acheteur d'un animal de boucherie, il n'est pas besoin de provoquer l'expertise quand l'animal a été saisi à l'abattoir par un inspecteur vétérinaire assermenté. Le rapport de celui-ci suffit pour assigner son vendeur devant le Tribunal; la procédure en est considérablement simplifiée, elle est plus rapide qu'un référé : ce n'est pas sans avantage, la décomposition n'a pas le temps de se faire et ces constatations à l'abattoir sont opérées dans de meilleures conditions (1). Le Tribunal de Clamecy (2) a jugé

(1) Voir CONTE : *Jurisprudence vétérinaire*, p. 245.

(2) 31 janvier 1893 (*Recueil de Médecine vétérinaire*, 1893, p. 301).

qu'un rapport d'un inspecteur sanitaire non assermenté ne suffirait pas, mais cette distinction est discutable, car ce rapport servira à étayer convenablement une présomption d'impropriété à la consommation dont on se contente souvent comme preuve légale.

SOUS-SECTION II

Animaux de trait, d'élevage, animaux laitiers reproducteurs

Pour ces catégories d'animaux, avant la garantie tacite, on ne savait quel moyen employer pour faire résoudre la vente quand ils ne se trouvaient pas dans la liste des animaux garantis ou que les vices dont ils étaient atteints, exclus de celle des vices redhibitoires légaux, n'avaient pas fait l'objet d'une convention expresse. Il devenait de plus en plus difficile de soutenir que l'article 1641 s'appliquait à tous les vices et toutes les espèces animales domestiques non compris dans la loi de 1884 et les lois complémentaires.

On ne pouvait utiliser, comme en matière de boucherie, un détour tel que la distinction de la viande sur pied d'avec le reste des animaux. La Cour de Cassation, appliquant la théorie de la garantie tacite même à ces cas, a facilité les choses. Pour la boucherie, si l'acheteur est un boucher qui n'exerce que cette profession, on ne peut se tromper sur l'emploi de l'animal qui est d'être abattu pour la consommation; mais si l'acheteur est un paysan, il peut faire servir la bête à plusieurs emplois; ainsi une vache pourrait être utilisée comme reproductrice, laitière, bête de trait, bête d'embouche. A moins qu'elle ne soit impropre à tout usage, si on n'a pas fixé le vendeur sur la destination spéciale de l'animal, il n'y aura pas lieu à garantie tacite. L'admission de celle-ci dans cette seconde catégorie d'animaux est plus restreinte. On s'est heurté dans certaines localités à des usages exigeant une convention écrite pour déroger au droit commun, spécialement en matière

de ventes de chevaux (1). Cette remarque faite, ajoutons que ceci n'a pas empêché de très nombreuses utilisations de la garantie tacite (2).

Le taureau n'ayant qu'un emploi courant, la reproduction, s'il est inapte à cet usage, la vente peut être résolue pour manquement à la garantie tacite (3). Des ventes pour le trait de chevaux méchants ont été résolues en vertu de la garantie tacite pour cause de méchanceté, gênant et même empêchant totalement leur emploi (4). De même si l'on vend un chien comme chien de chasse, on se porte garant de son aptitude à la chasse (5). Par contre, il a été jugé que l'inaptitude d'un cheval vendu pour le trait à recevoir le collier dans des conditions normales ne constitue pas un vice caché autorisant l'action redhibitoire de l'article 1641 C. Civ. (6); il en est également ainsi si un cheval ne peut s'atteler dans les conditions promises par le vendeur à l'acheteur (7).

Dans les ventes d'animaux de boucherie, si on livre plusieurs bœufs, par exemple, et que quelques-uns ne sont pas propres à la consommation, la vente n'est pas résolue pour le tout, mais seulement pour les bêtes ayant fait l'objet d'une saisie. Pour les animaux vendus par paire avec garantie d'attelage ou d'appareillage, pour les ventes de couples reproducteurs, dans toutes ces opérations où l'on ne conçoit pas l'achat d'une bête sans l'autre, le vendeur, en plus de l'idoneité de chaque animal à son emploi déterminé, est censé s'être engagé à garantir l'ensemble

(1) En ce sens : Trib. Com. Nantes, 26 janvier 1918 (*Recueil Nantes*, 1918 - 1 - 134).

(2) Application à un cheval de trait garanti bon pour l'attelage (C. de Toulouse, 21 mai 1909; S. 1910 - 2 - 269); (Cass. Req. 6 déc. 1865; D. 1866-1 - 300) garantie d'aptitude à la reproduction (Trib. Com. Marseille, 11 mai 1922, *Recueil Marseille* 1924, p. 43, et *Gaz. Pal.* 1925-1930, Table-Vente N° 310-312); (Trib. Civ. Coulommiers, 22 mars 1924, cité par J. Darras p. 39, loc. cit.). Ventes de vaches à un laitier.

(3) Trib. Civ. Clamecy, 23 fév. 1934 (*Gaz. Pal.*, 1934 - 1 - 696).

(4) Trib. Com. Auxonne, 4 juillet 1921 (*Gaz. Pal.*, Table 20-25, Vente N° 352); Trib. de paix Josselin, 26 juillet 1930 (*Gaz. Pal.*, 1930 - 2 - 487).

(5) Trib. de paix Levroux, 27 janvier 1931 (*Gaz. Pal.*, 1931 - 1 - 563).

(6) Rennes, 7 juin 1909 (*Recueil Nantes* 1910 - 1 - 11 et *Gaz. Pal.*, Table 1907-1912, F. W., page 775, n° 354).

(7) Trib. Com. Marseille, 22 nov. 1907 : *Mon. Jud. Lyon*, 1^{er} juillet 1908; *Gaz. Pal.* (même référence que plus haut), n° 355.

de la paire comme un tout seul et unique. Si un seul est atteint de vice redhibitoire ou est inapte à son emploi, la vente sera résolue pour le tout (1).

Pour les viandes de boucherie, il n'y a pas de milieu : ou elles sont consommables ou elles ne le sont pas du tout; si la viande est consommable, peu importe du point de vue de la garantie tacite qu'elle soit d'une qualité inférieure ou supérieure. Pour l'attelage, le dressage, il en est différemment, l'aptitude peut exister à des degrés variables, l'appréciation en est délicate; on admet tout de même que la garantie tacite n'entrera pas en jeu lorsque les qualités requises, bien qu'un peu déficientes, pourront s'acquérir rapidement grâce à un entraînement, un dressage ou une remise en état appropriée.

Le Tribunal de paix de Levroux (2) a appliqué ce principe en proclamant que la vente d'un chien de chasse ne doit pas être annulée lorsqu'il résulte d'une expertise que l'animal donne et peut donner des résultats qu'il appartient à l'acquéreur de développer par un dressage rationnel pratiqué d'une façon régulière en temps opportun.

Cette garantie tacite, applicable aux animaux autres que ceux de boucherie, nous semble avoir été employée un peu trop facilement. Pour les bêtes de boucherie, on garantissait l'acheteur contre de vrais vices redhibitoires au sens où l'article 1641 entend ce mot; il s'agissait bien encore de maladies puisque la saisie n'est opérée que si la viande a été gâtée par suite d'une maladie. Pour le trait, l'élevage, la reproduction, ce n'est plus toujours contre l'existence d'un vice que l'on protège l'acheteur, mais parfois uniquement contre l'impossibilité ou tout au moins la difficulté de se servir de l'animal pour son emploi propre; peu importe que l'inaptitude provienne d'un vice ou de toute autre cause. Si on vend un cheval qui devrait normalement ne servir qu'à la selle comme cheval de trait, le cheval aura beau n'être atteint d'aucun vice, sa race, sa conformation générale empêchant son emploi pour le trait,

(1) Voir : *Gaz. Pal.* 1907-1912, Table F. W. page 775, n° 362.

(2) Trib. de paix Levroux, 27 janv. 1931 (*Gaz. Pal.* 1931 - 1 - 563).

on intentera une action en résolution en prenant pour base la garantie tacite et l'on aura presque obligatoirement gain de cause. Il ne semble plus ici être question ni de la loi de 1884 ni même de l'article 1641 et du droit commun du Code Civil. La garantie tacite, en prenant de l'extension, a cessé de se rapporter uniquement à la matière des vices redhibitoires, du moins dans certains cas; nous verrons dans notre troisième partie comment la garantie conventionnelle en général et la garantie tacite en particulier sont à cheval sur plusieurs notions et servent de lien entre elles.

SECTION II

Garantie tacite restrictive

Les auteurs n'ont pas fait ressortir d'une façon suffisante qu'à côté de la garantie tacite extensive, il y avait la garantie restrictive. La jurisprudence a tenu à rester logique dans la construction de sa théorie. Elle considère, avons-nous dit, le vice d'une façon, non plus objective comme au temps de l'application normale des lois de 1838 et 1884, mais d'une façon subjective. Est un vice ce qui gêne l'usage déterminé par l'acheteur et les vices redhibitoires même légaux ne peuvent plus motiver une action en résolution s'ils sont sans effet sur cette utilisation, autrement il y aurait résolution sans cause.

Si l'on examine, par exemple, la liste des vices redhibitoires légaux, on s'aperçoit que la plupart de ceux qui s'appliquent aux chevaux ne nuisent en rien à la qualité de la viande. Le tic, le cornage chronique, les boiteries anciennes intermittentes, la fluxion périodique des yeux, l'immobilité ne présentent pas d'inconvénient pour la boucherie. Alors que dans le système ancien, un boucher aurait pu attaquer la vente en invoquant l'existence de ces vices redhibitoires légaux, à présent on repousserait son action comme non fondée parce qu'en spécifiant l'achat pour la boucherie, il est censé avoir exonéré le vendeur de la garantie de tous les vices ne rendant pas la viande

inconsommable. Il est permis de soutenir dans certains cas dont le plus typique est celui de la modicité du prix, que la vente a eu lieu avec convention implicite de non-garantie, l'animal est présumé alors destiné à l'équarrissage ou à la fabrication du saucisson. Une difficulté se présente, celle de savoir où commence et où finit la vileté du prix qui sous-entend la garantie tacite. Seuls des experts ou des arbitres qualifiés peuvent solutionner la question, et c'est pourquoi les Tribunaux de commerce, saisis de ces sortes de litiges, les renvoient souvent pour avis gratuit aux Chambres syndicales professionnelles qui arrivent à amener les parties à conciliation dans une proportion voisine de 80 %.

« On ne peut, dit M. Feton (1), que regretter la non-extension aux décisions des Tribunaux civils et des Justices de paix, de la loi qui permet ces conciliations et ces avis professionnels. »

Non seulement, grâce à la non-garantie tacite on arrive à écarter certains vices redhibitoires, mais la jurisprudence a même décidé que malgré l'existence de certaines maladies contagieuses, la vente ne pourrait être résolue lorsque ces maladies ne gâtent pas la viande (2). Les animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints d'une maladie contagieuse sont, en principe, mis hors du commerce, mais la vente des animaux atteints de fièvre aphteuse ou contaminés est exceptionnellement permise pour la boucherie sous certaines conditions légales et aucun délai n'est fixé pour l'exécution et l'abatage des animaux. Dès lors, le vendeur d'animaux achetés pour la boucherie et atteints de fièvre aphteuse peut, lorsque les conditions légales ont été remplies, exiger l'exécution de la vente après guérison des têtes de bétail contaminées.

Pour la tuberculose, lorsque les saisies entraînées par cette maladie n'ont porté que sur une très faible partie de la viande, il ne peut y avoir tout au plus que diminution du prix, la vente ne peut être annulée ni résolue (3).

(1) FETON : *Élevage français*, 8 mars 1934.

(2) Cass. Civ., 26 octobre 1925 (D. Hebd., 1925, p. 667).

(3) En sens contraire : Cass. Req., 3 novembre 1924 (D. 1925 - 1 - 37).

De la garantie tacite restrictive, on déduit que l'acheteur n'est protégé qu'en égard à l'usage déclaré, la boucherie par exemple. Si, après l'achat, il change d'avis et au lieu de tuer son bœuf, décide de l'appareiller avec un autre pour le travail, il ne pourrait invoquer contre son vendeur une boiterie, la méchanceté ou quelque autre vice sous prétexte que cette tare ou ce défaut empêchent le bœuf de travailler. En spécifiant l'utilisation pour la boucherie, l'acheteur a perdu la faculté de se plaindre si l'animal est impropre au travail. S'il en était autrement, on changerait la destination primitive de manière à se faire appliquer le régime le plus favorable dans le cas où l'on se trouve. Il résulte de ceci, que si un individu achète un cheval atteint de mélanose, vice non redhibitoire, et le destine au travail, au su du vendeur, puis se décide à le revendre pour la boucherie, la viande pourra être saisie ; aucune garantie ne sera invocable contre le vendeur primitif, mais le boucher sera garanti contre l'individu qui lui a procuré le cheval.

TROISIÈME PARTIE

De la garantie conventionnelle et de ses rapports avec certaines notions connexes

CHAPITRE I

De la garantie conventionnelle et du dol par réticence

Dans certains cas, à côté de l'action en garantie pour vices redhibitoires, il sera possible d'intenter l'action pour dol. Les réglementations les plus impératives et les plus spéciales ne pourront empêcher le jeu de l'action en nullité pour dol. Si l'on a été porté à acheter, grâce à des manœuvres frauduleuses, un animal vicieux ou malade, il est juste que l'on puisse opposer au vendeur la nullité de l'opération, en se fondant sur la tromperie. Mais ce n'est pas de ce dol caractérisé dont nous parlerons ici, c'est du dol que l'on appelle couramment le dol par réticence; il a, en effet, avec la garantie tacite des rapports très intéressants.

Dans le cas où il y a garantie tacite, le vendeur connaît, en principe, l'emploi réservé à l'animal; il ne s'engage expressément à rien de particulier, les parties fixent le prix, l'animal est livré. Le vendeur a gardé le silence, mais que signifie ce silence : les uns diront : il a garanti tacitement l'aptitude de l'animal à l'emploi indiqué et s'il se trouve, par la suite, que la bête ne convient pas pour cette utilisation, c'est en vertu de la garantie accordée que l'on poursuivra le vendeur. Les autres diront : « Le vendeur devait connaître sa marchandise; s'il en ignorait les défauts et les vices, il est fautif. En se taisant, il n'a promis

tacitement aucune garantie, il a simplement commis un dol par réticence, en ne prévenant pas l'acheteur que l'animal était atteint d'un ou plusieurs vices gênants pour son utilisation.

Nous avons vu déjà que la présomption de connaissance du vice, si elle était admissible pour les objets et les meubles ordinaires, ne l'était plus lorsqu'il s'agissait d'animaux, aussi n'envisagerons-nous que l'hypothèse où le vendeur a connu ou n'a pu ignorer le vice.

Le dol par réticence pourrait provenir non seulement du vendeur mais aussi de l'acheteur. Ce dernier traitant avec un vendeur qui ignorait l'existence du vice commettrait un dol par réticence en dissimulant la connaissance qu'il en avait, pour induire en erreur l'autre partie. Ainsi, des maquignons très exercés arrivent à découvrir par un rapide examen les défauts et les tares du bétail, ils achètent tout de même la bête défectueuse, puis ils font chanter le vendeur et lui font consentir une importante réduction du prix; mais le dol de l'acheteur est beaucoup plus rare que celui du vendeur.

PAR I. — *De l'intérêt que l'on a à invoquer le dol par réticence plutôt que la garantie tacite*

Au point de vue pratique, la vente, si on admet la possibilité du dol par réticence, pourra être annulée et, au lieu d'un bref délai, on bénéficiera d'une période de 10 ans pour intenter son action en nullité. Cependant, si, durant un an par exemple, la partie trompée est restée dans l'inaction, les juges y verront une renonciation tacite à leur action pour dol, faute de quoi ils aboutiraient à des solutions ridicules et inadmissibles. On conçoit difficilement, en effet, un paysan achetant un cheval et après s'en être servi pendant 8 ans, venant se plaindre de son inaptitude au travail, qui ne lui avait pas été révélée lors de la conclusion du marché; il est vrai, d'ailleurs, qu'au bout de 8 ans, la preuve du dol et celle de la préexistence du vice seraient pratiquement impossibles.

Pour la garantie conventionnelle, le délai part du jour de la vente ou tout au moins de la livraison; pour le dol, il ne part que du jour de la découverte de la tromperie. L'action en nullité peut être intentée pour des ventes d'un montant inférieur à 100 francs.

En invoquant le dol par réticence, on ne pourra obtenir le bénéfice de l'action *quantum minoris* en réduction des prix; le dol, s'il est reconnu, vicie tout et ne peut entraîner que la nullité du contrat.

Au point de vue de la preuve, on jouirait à peu près des mêmes facilités que pour la garantie tacite; il suffirait de prouver par tous les moyens que le vendeur a connu le vice dont était atteint l'animal. L'utilisation des témoignages et des présomptions est autorisée; il suffirait même que soit établi le fait que le vendeur a dû se douter de l'existence du vice.

Avec le dol par réticence, il faut obligatoirement que le vendeur ait soupçonné ou connu le vice; s'il l'a ignoré, on ne pourra pas tenter d'action en nullité, car il lui était impossible de prévenir l'acquéreur et aucune faute, de ce fait, ne lui est imputable. Intéressante pour le cas où il y a mauvaise foi, l'action en nullité pour dol par réticence n'est d'aucun secours au cas de bonne foi; c'est dans cette dernière hypothèse que la garantie tacite extensive jouera un rôle efficace : quand bien même le vice aurait été inconnu du marchand de bestiaux, ce dernier n'en devrait pas moins la garantie pour les vices apparus dans un bref délai depuis la vente. La convention tacite jouit, d'après la jurisprudence actuelle, d'une présomption d'existence; pour le dol, il faudra prouver la mauvaise foi, c'est-à-dire, au minimum, la connaissance du vice.

A l'époque de l'Ancien droit romain, on jugeait que le vendeur n'avait pu ignorer les vices de sa marchandise; il était non seulement responsable de ses fausses déclarations, mais aussi de ses réticences volontaires; chaque fois, alors, on aurait pu invoquer le dol par réticence.

Avec la garantie légale des vices redhibitoires pour mo-

tiver une action, il n'était pas nécessaire que le vice ôte à l'animal une faculté essentielle; le seul fait de son inclusion dans la liste légale suffisait. Avec la garantie conventionnelle, le défaut susceptible d'entraîner la résolution doit avoir une influence importante sur l'utilisation. Le dol, au contraire, a ceci de particulier qu'il motive la nullité de la même façon, quand il porte sur une qualité secondaire ou accidentelle de la chose qui fait l'objet du contrat, que quand il a trait à une qualité primordiale pourvu qu'il soit établi que la partie trompée n'aurait pas contracté si elle avait connu l'absence de cette aptitude spéciale.

Le dol entraîne la nullité de la vente qui sera réputée ensuite n'avoir jamais existé. L'action redhibitoire entraîne seulement la résolution de la vente, considérée par ailleurs comme valable dans sa formation et ayant existé réellement.

PAR II. — *Admissibilité du dol par réticence*

Beaucoup d'auteurs rejettent la possibilité du dol négatif, c'est-à-dire du dol par réticence et ne reconnaissent en tout et pour tout que le dol positif caractérisé par une tromperie accompagnée de manœuvres frauduleuses destinées à cacher un vice qui, autrement, aurait été visible pour l'acheteur; ainsi recouvrir la seime d'un cheval avec de la gutta-percha, donner de l'opium à une bête vicieuse pour qu'elle se tienne tranquille le jour de la foire, empêcher l'acheteur d'exercer son action en temps utile (1), voilà autant de formes du dol positif.

Comme le fait remarquer très justement M. Nifon Ivanus (2), peu importe la forme que revêt le dol; ce qui constitue réellement le dol, c'est l'intention de tromper.

Si le sol par réticence est commis intentionnellement

(1) Gutta-percha. (Trib. Com. Seine, 26 avril 1872. Jurisprudence. Trib. Com. 1872, p. 227). Enivrement à l'opium. (Caen, 6 nov. 1872. *Recueil Médecine Vétérinaire* 1873, p. 500). Dissimulation de plaies fistuleuses à la tête d'un cheval (Paris, 20 janv. 1902. *La loi*, 19 février 1902).

(2) NIFON IVANUS : *De la réticence dans les contrats*, Thèse. Paris 1924, p. 6.

avec le désir de tromper, il est aussi répréhensible que le dol positif. Il suffit qu'il ait motivé l'erreur qui a déterminé la conclusion du contrat; il faut toutefois que le silence ait été gardé de mauvaise foi.

« L'homme en société, dit M. Pacchioni (1) a des devoirs ; dans certains cas, il doit parler. S'il ne le fait pas, il commet alors une faute dont il doit répondre et la réparation peut être justement de considérer qu'il y a eu de sa part une certaine volonté. »

Dans un arrêt du 5 décembre 1838 (2), la Cour de Cassation a eu à se prononcer sur une affaire de dol par réticence. Il ne s'agissait pas de vente d'animaux, mais de succession. Un individu, qui connaissait le fort mauvais état des finances du *de cujus*, ne l'avait pas révélé aux héritiers qui, croyant l'actif important, acceptèrent la succession au lieu de la refuser comme ils auraient dû le faire. La Cour a déclaré, en substance, que les juges peuvent voir dans le silence gardé par une partie lors d'un contrat, sur des faits dont elle avait connaissance, un dol par réticence, entraînant la nullité de la convention.

Le 17 février 1874 (3), dans un arrêt beaucoup plus important, nous voyons la Cour de Cassation ne pas oser reconnaître qu'une réticence puisse constituer un dol, mais finir par l'admettre tout de même indirectement. « Dans le cas, dit-elle, de vente d'un animal ayant des instincts dangereux, la simple réticence serait insuffisante pour motiver un dol.

« Mais le fait du vendeur, qui avait eu l'animal dans ses écuries à diverses reprises et l'avait déjà vendu deux fois, d'avoir *dissimulé avec soin à son acheteur* l'existence de ce vice (autrement dit, sa réticence) constitue une manœuvre dolosive, susceptible d'entraîner la nullité du marché. »

C'est jouer sur les mots; quand il n'y a qu'un dol négatif sans manœuvres apparentes, on considère donc que la

(1) Cité par M. DEMOGUE : *Traité des obligations*, p. 300, Tome I.

(2) Cass. Req, 5 déc. 1838. S. 1838 - 1 - 951.

(3) Cass. Civ., 17 février 1874. 1874 - 1 - 248.

simple réticence, à elle seule, constitue une manœuvre d'où il résulte un dol positif et non un dol négatif.

En dehors de la Cour de Cassation, d'autres Cours et d'autres tribunaux ont aussi admis implicitement le dol par réticence. La Cour de Lyon (1), rendant un arrêt sur la matière, s'est exprimée en ces termes : « Si la simple réticence du vendeur au sujet des vices dont sont atteints ses animaux ne suffit pas en principe à constituer le dol, il en est autrement lorsqu'il ressort des éléments de la cause que, d'une part, la profession du vendeur impliquait chez lui une expérience qui devait rendre superflue aux yeux de l'acheteur l'examen des animaux par un homme du métier; que, de plus, la personne même du vendeur, par sa réputation de probité commerciale, contribuait à augmenter la confiance de l'acheteur, quand enfin il résulte des circonstances postérieures à la vente que, dès l'origine, le vendeur avait une pensée de fraude, la vente est annulable pour dol. »

Il n'y a eu dans cette espèce aucune manœuvre caractérisée; il n'y a, à proprement parler, qu'une réticence dolosive.

Des décisions de la Cour de Paris (2), du Tribunal de Commerce de la Seine (3), du Tribunal Civil de Saint-Marcellin (4), se sont prononcées en faveur de l'admissibilité du dol par réticence. Le fait de dissimuler intentionnellement à l'acheteur le vice que l'on avait le devoir de lui révéler, constitue à lui seul un dol positif et direct qui vicie le contrat et est susceptible d'entraîner la nullité. Si le vice était suffisamment apparent, il est bien entendu qu'alors, il ne peut y avoir dol par réticence du fait que l'on n'a pas prévenu l'acheteur.

(1) C. de Lyon, 30 juillet 1909. *Mon. Jud. Lyon*, 19 août 1910. *Gaz. Pal.* Table F. W., 1907-1912, p. 776, n° 366.

(2) C. de Paris, 27 déc. 1893 (*Gaz. Pal.*, 1894 - 1 - 154).

(3) Trib. Com. Seine, 25 août 1897 (*Gaz. Pal.*, 1897 - 2 - 610).

(4) Trib. Civ. St-Marcellin, 29 janvier 1909 (inédit). — Voir références sur la question dans note Thomas sans arrêt. Trib. Civ. de Bordeaux, 9 mai 1910 (D. P., 1912 - 2 - 57). — En ce sens également : Trib. Com. Seine, 11 mars 1903, cité par DARRAS : *La loi du 2 Août 1884 et le Droit commun dans les ventes d'animaux domestiques*, p. 36; Trib. Civ. de Sarlat, 28 nov. 1913, cité par DARRAS (p. 37) et Trib. Com. Seine, 14 novembre 1896 (*Jurisprudence Trib. Com.*, 1898, p. 169).

Un jugement du Tribunal de paix de Josselin, dont nous aurons à reparler (1), est fondé à la fois sur la garantie tacite, l'erreur sur la substance et sur le dol par réticence. « Il est même admis, dit-il, que la simple réticence suffit pour qu'il y ait dol lorsque cette réticence est faite dans une intention frauduleuse et dans le but de tromper *alors que cependant la loi a fait au vendeur une obligation de parler*, comme dans les cas prévus aux articles 1641 et 1648 du Code Civil. »

Le Tribunal Civil d'Argentan, dans un jugement du 25 janvier 1928 (2) adopta une théorie intermédiaire. Si la réticence est équipollente au dol dans le droit commun des articles 1641 et suivants, quand le vice est connu du vendeur, parce qu'il y a alors obligation de parler, cette règle est étrangère à la vente des animaux domestiques; en cette matière, le dol suppose soit des artifices, soit au moins un mensonge positif propre à tromper l'acheteur. Dans cette espèce, on avait oublié d'indiquer l'emploi futur de la vache, objet du litige; dépouillé de l'action redhibitoire, il fallait se rabattre sur l'action en nullité pour dol et l'on n'a pas autorisé l'acheteur à le faire.

Si nous examinons l'opinion de la doctrine sur la question, nous constatons que les avis sont très partagés. MM. Galtier, Péron, Le Pelletier et Gallier estiment que la réticence est incompatible avec la bonne foi exigée par la nature de l'opération effectuée. M. Demolombe (3) ne fait aucune différence entre le dol positif et le dol négatif.

MM. Aubry et Rau, au contraire, ainsi que M. Oscar Dejean, refusent de voir dans la réticence une cause d'annulation possible dans les ventes d'animaux (4). M. Du Castel (5), enfin, dit que la simple réticence n'équivaut pas au dol, mais qu'elle n'en est pas moins une faute et pourra

(1) Trib. de paix Josselin, 26 juillet 1930 (*Gaz. Pal.*, 1930 - 2 - 489).

(2) Trib. Civ. d'Argentan, 25 janv. 1928 (*Gaz. Pal.*, 1928 - 1 - 475).

(3) DEMOLOMBE : *Traité de Droit Civil*, 2^e édit., T. xx (iv), ns 172. En ce sens, BÉDARRIDE : *Dol et Fraude*, 2^e éd., T. I, n^{os} 94 et 99.

(4) En ce sens : Argentan, 2 mars 1910 ; *Gaz. Trib.*, 24 mai 1910 ; Rennes, 7 juin 1909 ; *Recueil Nantes*, 1910 - 1 - 11.

(5) DUCASTEL : *De la garantie des vices cachés dans les ventes d'animaux domestiques*, p. 40.

entraîner la plupart du temps le paiement de dommages-intérêts avec parfois restitution du prix, pour ce seul motif qu'une faute oblige son auteur à en réparer les conséquences.

De tout cet ensemble de théories, que pouvons-nous conclure ? Faut-il, oui ou non, mettre le dol négatif sur le même plan que le dol positif ?

Nous croyons que le dol par réticence est tout à fait admissible, mais dans certains cas seulement. Il n'y a pas dol par réticence pour le vendeur dans le fait de ne pas avertir l'acheteur d'un défaut caché, alors que celui-ci ne lui pose aucune question à ce sujet et ne s'assure pas de l'absence de tel défaut chez l'animal, à moins que celui-ci ne soit, par suite d'un vice grave, impropre à tout usage. Mais il y a véritablement dol par réticence lorsque la loi ou l'acheteur ont fait au vendeur une obligation de parler ou l'ont mis en demeure de prévenir de l'existence d'un ou de plusieurs défauts. Un bœuf très méchant, n'étant bon que pour la boucherie, si l'acheteur spécifie désirer un bœuf de travail et que le vendeur lui offre une bête ne pouvant être attelée sans danger, il commet un dol par réticence, car il avait l'obligation de parler; il en est ainsi également à plus forte raison si l'on a gardé le silence exprès et frauduleusement dans le but de tromper.

Cette obligation de parler se trouve dans le contrat d'assurance et, dans ce cas, on reconnaît la possibilité du dol par réticence. L'article 21 de la loi de 1930 dit que « le contrat d'assurance est nul en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré quand cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'assureur ».

L'assuré avait le devoir de parler, c'est sur cet argument que l'on se base. Pourquoi ce principe vaudrait-il en matière d'assurances et serait-il repoussé ici ?

Pour qu'il y ait garantie tacite, il faut que le vendeur connaisse la destination de l'animal. Dans tous les cas où il y aura garantie tacite, le vendeur saura donc si les vices

dont l'animal peut être atteint seront nuisibles pour l'acheteur présent; s'il sait qu'ils seront nuisibles, il aura l'obligation de parler et s'il ne le fait pas, il se rendra coupable d'un dol par réticence, pour avoir manqué aux règles de la plus élémentaire bonne foi.

Apparaissant en même temps, en cas de vice connu du vendeur, la garantie tacite et le dol par réticence feront défaut ensemble comme moyens de résolution du contrat. Quand, par exemple, on ignorera la destination de l'animal, on peut estimer que tel défaut dont il est atteint ne gênera pas cet usage inconnu. Si l'acheteur n'a pas pris soin de demander des renseignements, il ne pourra se prévaloir de son insouciance et sera débouté aussi bien de son action en nullité pour dol et de son action en garantie, à condition toutefois qu'il s'agisse d'un vice non compris dans la liste légale.

Pour le vice de méchanceté, l'obligation de parler sera reconnue presque toujours. « Il faut considérer que lorsqu'il s'agit de la méchanceté, la réticence a quelque chose de vraiment odieux, puis qu'elle peut avoir pour résultat en laissant en confiance l'homme qui se livre à un animal dangereux, de l'exposer lui et les siens aux accidents les plus graves » (1). Pour tous les vices graves, en principe, il faut autoriser le jeu du dol par réticence. En fait, la question relative à l'existence du dol est entièrement confiée à l'appréciation des juges.

Suivant les moyens de preuve dont on disposera et d'après les circonstances, il faudra opter entre l'action en garantie pour vice redhibitoire, l'action en nullité pour dol par réticence et l'action en nullité pour erreur sur la substance dont nous parlerons dans notre chapitre deuxième. La théorie du silence, générateur d'obligation de garantie, n'est pas détruite par la théorie du silence, générateur de faute; toutes deux peuvent exister côte à côte (2).

On pourra utiliser la garantie conventionnelle comme moyen de protection préventif et l'action en nullité pour

(1) PERON : ouvrage cité.

(2) Voir Trib. de paix de Josselin, jugement cité plus haut.

dol servira dans les cas où l'on a oublié de se constituer un moyen de défense avant ou au moment de la vente et dans celui où l'on a laissé s'écouler sans agir le bref délai, condition *sine qua non* de la recevabilité de l'action en garantie.

Dans la pratique cependant, il y aura difficulté à invoquer l'application de l'article 1116 du Code Civil parce que le lien de causalité entre le silence et l'erreur qu'il a entraînée s'établira malaisément.

CHAPITRE II

De la garantie conventionnelle et de l'erreur sur la substance

Il est une notion que l'on a rapprochée à de nombreuses reprises de la garantie conventionnelle, aussi bien expresse que tacite, c'est celle de l'erreur sur la substance. La théorie de l'erreur et celle des vices redhibitoires sont assez voisines, mais elles ont été développées et étudiées dans un sens parallèle sans qu'on se soit beaucoup préoccupé de faire ressortir leurs points de contact et de les faire fusionner en partie. De la garantie conventionnelle, on passe très facilement à l'erreur sur la substance et, la plupart du temps, il semble que la nullité pour erreur suffise à garantir convenablement l'acheteur contre la présence de vices cachés, non décelés lors de la vente.

Du Castel (1) fait remarquer que « dans presque tous les jugements où une vente est annulée pour erreur, elle aurait pu l'être également pour garantie conventionnelle sous-entendue. Le jugement aurait été aussi bien, sinon mieux, motivé. « En effet, dit-il, l'âge d'un cheval, la qualité de cheval de courses, celle de cheval hongre ou cryp-

(1) DUCASTEL : ouvrage cité, p. 32.

torchide ne sont pas par eux-mêmes des éléments substantiels.

« Pour qu'ils le deviennent, il faut que ce soient des qualités que les parties ont eu spécialement en vue et c'est là qu'entre en jeu la garantie conventionnelle. »

Si par une convention expresse ou tacite, le vendeur a garanti l'absence de tel défaut ou la présence d'une qualité déterminée, le fait même que l'on ait attiré l'attention sur un point spécial suffit pour attribuer à ce point un caractère substantiel. Dès lors, le fait de l'existence d'une garantie tacite ou expresse servira de preuve à l'existence d'une erreur substantielle.

M. Du Castel se refuse à admettre une trop grande extension de la notion de qualité substantielle. « La qualité n'est substantielle, dit-il (1), qu'autant que normalement elle doit se trouver chez l'animal et qu'autant que son absence le rend complètement inutilisable et il ne suffirait pas qu'il soit inutilisable à tel ou tel usage; il faut qu'il le soit pour tout le monde et non seulement pour tel individu qui l'a acheté pour un travail spécial. » Du Castel se montre trop strict, à notre avis.

La garantie tacite n'a pas seulement exercé une grande influence sur l'accroissement du jeu de la loi de 1884, elle a étendu considérablement le champ d'action de l'erreur sur la substance. Dans la garantie tacite, on présume que l'on a voulu accorder à l'acheteur un recours contre tout vice gênant l'usage; dès lors on est considéré également comme ayant conféré aux qualités dont l'absence empêcherait une utilisation normale le caractère substantiel nécessité par l'action pour erreur.

« Il semble bien, dit M. Du Castel (2), que si l'on admet la résolution des ventes d'animaux atteints de vices redhibitoires pour cause d'erreur sur les qualités substantielles avec toute la portée que la jurisprudence donne à cette expression, on arrive par un moyen détourné à rendre

(1) DUCASTEL : ouvrage cité, p. 32-33.

(2) Même référence que plus haut.

inopérante la loi du 2 Août 1884 et à permettre l'application des articles 1641 et suivants du Code Civil. »

Si l'interpénétration des deux notions est assez grande, il n'y a tout de même pas identité entre la garantie des vices et l'erreur sur la substance; certaines différences permettent de faire la discrimination nécessaire. Pour les vices redhibitoires, la garantie ne se conçoit pas si le vice est apparent, tandis qu'il peut y avoir erreur causée même par des vices apparents; l'erreur doit porter sur une qualité substantielle, pour les actions édiliciennes, ce n'est pas nécessaire. Pour sanctionner l'erreur, il y a une action unique, l'action en nullité qui se prescrit par 10 ans seulement et le délai ne commence à courir que du jour de la découverte de l'erreur. Pour les vices redhibitoires, il y a deux actions : l'action redhibitoire et l'action en diminution de prix qui doivent être intentées dans un bref délai dont le point de départ est le jour de la vente ou au plus tard celui de la livraison.

Dans le cas de la garantie de la loi de 1884 et des articles 1641 et suivants, le vendeur est tenu de replacer l'acheteur dans sa situation primitive, le vendeur supporte seul les frais de la vente; dans l'erreur, si l'acheteur s'est trompé par sa propre faute sur les défauts et les qualités de l'animal, par exemple s'il a négligé de procéder à un examen de la bête, il sera obligé de réparer le préjudice causé au vendeur par la nullité du marché et de payer les frais de la vente.

L'acheteur peut renoncer au bénéfice des actions édiliciennes même dès avant la vente; si l'on renonçait au droit d'intenter l'action en nullité pour erreur, une stipulation de cette sorte n'aurait pas de valeur. L'erreur peut être invoquée par l'acheteur et le vendeur, la garantie pour vice ne peut l'être que par l'acheteur seul. L'erreur (article 1110 C. Civ.) s'applique à toutes les ventes mêmes judiciaires, l'action en garantie ne s'exerce pas en dehors des ventes volontaires.

L'action redhibitoire suppose un contrat valablement conclu et en tout cas inattaquable, elle exclut le cas où le

contrat n'a pu se former valablement parce que les parties n'avaient pas été assez éclairées et que leur consentement était de ce fait vicié par une erreur quelconque. Dans l'action en nullité pour erreur, c'est le contrat lui-même dont la validité est contestée. Si la nullité est reconnue, il sera censé n'avoir pas existé.

« Peu à peu, comme l'a démontré M. Celice (1) dans sa thèse sur « L'erreur dans les contrats », la jurisprudence a fondu les notions d'erreur, de vices redhibitoires et même celle de résolution du contrat pour inexécution des conditions. Toutes rentrent dans la même théorie générale, celle de la cause. Elles réagissent les unes sur les autres, elles modifient leurs caractères propres pour prendre une physionomie identique; elles se dépouillent de tout ce qui est particulier et arrivent à se confondre dans leurs effets, comme elles se sont fondues dans leur fondement. » C'est ainsi que, pour M. Charlin (2), « il y a erreur aussi bien au cas de vice redhibitoire qu'au cas d'erreur sur la substance, mais au lieu que l'erreur porte sur la substance, elle ne porte plus que sur la qualité de la substance. »

Pour M. de Vareilles-Sommières (3), « l'erreur qui tombe sur le consentement porte sur les qualités que la chose pouvait avoir, tandis que l'erreur relative aux vices redhibitoires porterait sur une qualité que la chose devrait avoir. » — « Il ne s'agit pas de l'absence d'une qualité, dit M. Vivante (4), mais d'un vice infectant une qualité. »

En fait, l'erreur, croyons-nous, ne constitue pas le fondement réel de l'action intentée par l'acheteur, à raison des vices redhibitoires, la garantie a pour base une défectuosité de la chose.

Si les règles strictes de la nullité pour erreur sur la substance se sont assouplies et ont élargi leur champ d'action, de son côté les règles posées par les articles 1641 et suivants du Code, la loi de 1884 et les lois complémentaires

(1) CELICE : *L'erreur dans les contrats*, p. 205.

(2) CHARLIN, cité par Fubini : *Revue Trim. de Droit Civ.*, 1902, p. 329.

(3) M. DE VAREILLES-SOMMIÈRES, cité même endroit.

(4) VIVANTE : *Trattato di diritto commerciale*. T. III, p. 136.

ont fait un pas vers les notions voisines; la garantie conventionnelle expresse, mais surtout tacite en matière de vente d'animaux a été pour une bonne part dans ce rapprochement.

Depuis que la garantie tacite joue d'une façon courante, pour qu'un vice soit redhibitoire il faut qu'il ait une influence déterminante sur l'utilisation de l'animal. Les vices redhibitoires ne sont plus certaines lares limitativement énumérées; de plus en plus on assimile aux vices l'absence de telles ou telles qualités variables selon les parties et dont la présence était nécessaire pour que l'acheteur puisse en faire l'usage qu'il s'était proposé.

De son côté, l'erreur n'est plus sanctionnée, en pratique, uniquement par l'action en nullité de la vente; certaines décisions judiciaires parviennent à maintenir un contrat entaché d'erreur, en laissant subsister chacune des obligations dans la mesure où elles conservaient une cause suffisante.

La jurisprudence n'a pas toujours bien séparé les notions d'erreur sur la substance et de vice redhibitoire; des jugements donnent comme base de l'annulation ou de la résolution de la vente tantôt l'erreur alors qu'il s'agissait de garantie tacite, tantôt la garantie tacite quand on avait affaire à une erreur, tantôt enfin pour que l'on soit sûr que la résolution ou l'annulation aient au moins une cause valable ou se fonde à la fois sur l'erreur et sur le vice. Nous trouvons dans le jugement du Tribunal de paix de Josselin (1) l'énoncé de trois motifs : garantie tacite, dol et erreur. Le cheval acheté était si méchant qu'il était impossible de présumer qu'un homme puisse volontairement désirer se servir d'une bête aussi dangereuse pour son travail. Si l'acheteur a accepté l'animal, c'est, à n'en pas douter, parce qu'il a commis une erreur. Le vendeur n'a pas révélé le vice, il est coupable de dol par réticence; il a, de plus, connu l'usage que l'on voulait faire de l'animal; il y a donc également garantie tacite.

(1) Trib. de paix Josselin, 26 juillet 1930 (*Gaz. Pal.*, 1930 - 2 - 489).

Dans une autre espèce (1), une vache avait été achetée pour être appareillée; il est hors de doute que la qualité principale exigée par l'acheteur était l'aptitude au travail, or la vache atteinte de péricardite compliquée de cardite était tout à fait impropre au trait; elle est morte sans qu'on ait pu s'en servir. Le juge de paix de Rabastens trouva que dans ce cas, il n'avait pas été stipulé de garantie conventionnelle; l'annulation de la vente s'imposait, il fallait découvrir un motif, il a opté pour l'erreur sur la substance.

Le Tribunal Civil de Gaillac, jugeant en appel, confirma le jugement du Tribunal de paix et dit qu'il y avait bien erreur. Un parallèle est fait entre l'action dérivant de l'article 1110 du Code Civil et les actions découlant de l'article 1641 du Code Civil pour montrer qu'une différence très nette les sépare. L'affaire passa en Cassation et la Cour, alors, écarte l'erreur sur la substance et dit que, puisque l'usage était connu du vendeur, la garantie tacite doit être présumée et servir de cause à la résolution du contrat.

Par contre, si un cheval a été acheté comme cheval de luxe, l'acheteur après la vente s'aperçoit-il qu'il a subi l'opération du genou couronné laissant une cicatrice, lui ôtant la qualité de cheval de luxe, qualité substantielle pour l'acheteur, la vente sera résolue pour erreur sur la substance et non pour garantie tacite (2).

Dans un autre cas, la Cour de Paris (3) ne pouvant se résoudre à appliquer la loi de 1884, parce qu'implicitement elle juge que la garantie tacite est inadmissible, refuse toute action parce qu'il n'y a pas, à son avis, d'erreur sur la substance. Pour la Cour de Paris, il ne faut valider que la garantie conventionnelle expresse.

Deux décisions, l'une de la Cour de Douai (4), l'autre

(1) Cass. Req. 1^{er} mars 1899 (S. 1899 - 1 - 221).

(2) Trib. Com. Lyon, 27 janv. 1904 (D. P., 1904 - 2 - 160).

(3) Cour de Paris, 20 avril 1898 (D. P., 1892 - 2 - 381).

(4) C. de Douai, 17 octobre 1922. *Recueil Douai*, 1923, p. 65.

du Tribunal Civil de Mortagne (1), annulent pour erreur la vente à un cultivateur d'un cheval cryptorchide. Il y avait plutôt là vice redhibitoire, ce défaut gêne pour le travail. La deuxième décision base l'erreur sur ce motif « que l'animal était impropre à l'usage auquel on le destinait », c'est l'exacte définition du vice redhibitoire; le fondement du jugement est mauvais.

Par contre, la Cour de Douai, dans un arrêt du 10 juillet 1928 (2), semble invoquer, à juste titre, la nullité pour erreur de la vente d'un étalon n'ayant pas, en réalité, l'origine certifiée par le vendeur; bien qu'ici l'on ait pu aussi bien intenten une action en résolution pour inexécution des conditions du contrat.

Pour M. Touzet (3), le critérium de distinction entre le vice redhibitoire et l'erreur sur la substance, c'est l'usage. L'animal est-il suffisamment propre à son usage, alors il ne saurait être question de vice redhibitoire; seule l'absence d'une qualité substantielle pourrait donner ouverture à une action en nullité.

Ainsi, donne-t-il comme exemple, si un éleveur achète un taureau pour la reproduction et le demande d'une race déterminée; si le taureau est un mauvais reproducteur, on pourra invoquer l'existence d'un vice redhibitoire; si, au contraire, le taureau est bon reproducteur, mais pas de la race désirée, l'action en nullité pour erreur ou l'action en nullité pour inexécution des conditions pourront seules être intentées.

La Cour de Paris, le 30 juillet 1864 (4), sanctionnait par la nullité pour erreur le défaut d'appareillage; la paire de chevaux, objet du marché, devait être constituée par deux bêtes pouvant s'atteler l'une avec l'autre, le vendeur le savait. La Cour a néanmoins laissé de côté la garantie

(1) Trib. Civ. Mortagne, 9 avril 1925. (*Gaz. Trib.*, 25-26-27 octob. 1925).

(2) C. de Douai, 10 juillet 1928. *Jurisprudence. Recueil Douai*, oct. 1928.

(3) TOUZET : ouvrage cité, p. 21.

(4) C. de Paris, *Recueil de Médecine Vétérinaire*, 1865, p. 47.

tacite (1). Dans tous ces cas, on donne le pas à l'erreur, sur la garantie conventionnelle.

A présent, de plus en plus, on n'essaie même plus de voir si l'action en nullité pour erreur pourrait être valablement intentée, on a tout de suite recours à la garantie tacite toutes les fois que cela est possible. Il y a bien des décisions comme celles du Tribunal de paix de Josselin qui invoquent concurremment vice redhibitoire et erreur, mais elles sont rares. Cependant, en matière de ventes d'animaux, l'erreur peut permettre de faire annuler une vente qui, autrement, ne pourrait être résolue pour vices.

On aura intérêt à invoquer l'erreur si l'on a laissé passer le laps de temps considéré par les juges comme constituant un bref délai, sans tenter ni l'action redhibitoire ni l'action en réduction du prix; mais, comme nous l'avions fait remarquer plus haut, le demandeur devra se résigner à payer les frais de la vente si son erreur a été fautive et n'a pas été partagée également par le vendeur.

Le grand inconvénient de l'action en nullité pour erreur, c'est l'obligation qui incombe à celui qui invoque la nullité de prouver qu'il s'est trompé et que son erreur a réellement vicié son consentement. Cette preuve, la plupart du temps, sera fort difficile. Pour la garantie tacite, les présomptions aideront le demandeur d'une façon considérable; il n'aura que quelques faits très simples à établir, l'existence d'une garantie tacite en découlera normalement. Pour l'erreur, des faits subjectifs devront être prouvés, la tâche ne sera pas aussi aisée. L'erreur, comme le dol, ne devront être invoqués que lorsque la garantie tacite ne pourra pas l'être.

(1) Voir en ce sens : Tribunal Civil de Bernay, 30 avril 1875 (*Recueil de Médecine Vétérinaire*, année 1876, p. 88. GALLIER : ouvrage cité, n° 143. CONTE : *Jurisprudence Vétérinaire*, p. 16. Cheval monorchide ou incomplètement châtré, vendu par erreur pour un cheval hongre. — C. de Caen, 22 février 1888, cité par GALLIER : *Jurisprudence commerciale. Traité des règles de garantie dans les ventes d'animaux*, p. 188). Cheval monorchide vendu comme étalon. Tribunal de Commerce de la Seine, 1^{er} février 1896. *Presse Vétérinaire*, 1896, p. 140. Vente d'un cheval de 15 ans, déclaré âgé de 7 ans seulement,

CHAPITRE III

De la garantie conventionnelle et de la résolution pour inexécution des conditions du contrat

La garantie conventionnelle est, nous venons de le voir, une construction juridique différente de l'erreur sur la substance et du dol par réticence, mais très voisine cependant de ces deux notions. Dans la garantie expresse surtout, mais aussi dans la garantie tacite, l'acheteur fait connaître ses désirs et sa volonté au vendeur, il lui révèle l'usage qu'il entend tirer de l'animal à moins qu'aucun doute ne soit possible là-dessus, il lui spécifie les qualités que l'animal doit posséder et les défauts, les tares qu'il ne doit pas avoir. Le vendeur, ou bien promet expressément une garantie soit par écrit soit d'une façon verbale, ou bien il se tait, mais s'il se tait, sachant ce qu'il sait et qu'il livre sa bête, c'est parce que, dit-on, il reconnaît à sa marchandise les qualités et les facultés exigées par l'acheteur.

Le silence, par plusieurs auteurs, a été jugé fautif au cas d'existence d'un vice que, volontairement, on omet de dévoiler; le silence est aussi, la jurisprudence actuelle le soutient, l'expression d'une garantie tacite extensive ou restrictive de la protection accordée en vertu de la loi de 1884; mais le silence, consécutif aux déclarations de l'acheteur peut être autre chose encore, il peut être simplement l'acceptation tacite des conditions du marché.

L'acheteur qui insiste sur la nécessité de l'aptitude pour le travail du cheval dont il veut faire l'acquisition, sur le caractère primordial de l'absence totale de boiterie, fait bien sentir au marchand de bestiaux que ce sont des conditions *sina qua non* sans lesquelles il ne contracterait pas. Si, après la livraison, l'acheteur s'aperçoit de la non conformité de la réalité avec ce qu'il avait exigé, il pourra intenter une action en résolution contre son vendeur pour inexécution des conditions du marché et pour manquement à ses engagements.

La garantie conventionnelle est une application du principe de la liberté des conventions, on la sent nettement dépendante de la loi de 1884 et des lois consécutives; la promesse tacite de garantie, dans certains cas, ressort d'une façon précise de l'examen des faits et des circonstances qui ont entouré la conclusion du marché. Dans d'autres cas, par contre, il semble qu'un peu d'imagination soit indispensable pour induire, du silence gardé par le vendeur, l'existence d'une garantie tacite. Ne serait-il pas plus logique et plus régulier de refuser dans ces cas douteux l'application de la loi de 1884 et des articles 1641 et suivants et de prononcer la résolution de la vente pour inexécution des conditions. La condition peut très bien, remarquons-le, être sous-entendue tout comme la garantie tacite.

L'administration des Haras peut, au bout de 15 jours, rendre les étalons dont elle s'est rendue acquéreur, sans indiquer le motif du renvoi; c'est, nous dit M. Poirier-Coutansais (1), non pas par suite d'une garantie conventionnelle, mais plutôt par suite du pacte appelé en Droit romain : *pactum si res emptori displicuerit*.

« Attendu, voit-on, dans beaucoup d'arrêts, que l'aptitude au travail (ou à un autre emploi) constitue une *condition essentielle du contrat* (2). Dans le cas de vente conditionnelle, la prescription de l'action n'est soumise en principe à aucun délai particulier, bien qu'en pratique le délai soit de 30 ans; c'est en cela qu'elle diffère des actions édiliciennes (3). En basant son action sur l'inexécution du contrat, on ne peut se voir imposer l'exception de tardiveté de la demande.

Il a été jugé par la Cour de Cassation que la différence de qualité existant entre la marchandise promise et la marchandise livrée ne donne ouverture qu'à l'action redhibitoire. L'action pour inexécution des conditions et les actions édiliciennes ne sont pas toujours interchangeables.

(1) M. POIRIER-COUTANSAIS : ouvrage cité, p. 70.

(2) Voir à titre d'exemple : Cass. Req., 23 mars 1887 (D. P., 1888 - 1 - 28).

(3) Cass. Req., 16 mai 1911 (D., 1912 - 1 - 271).

(4) Cass. Req., 9 mars 1910 (D., 1911 - 1 - 433).

Dans l'action redhibitoire, il ne peut y avoir de dommages-intérêts que si le vendeur a connu les vices dont l'animal est affecté; l'action en résolution pour inexécution des conditions, au contraire, pourra obliger même le vendeur de bonne foi à payer des dommages-intérêts comprenant non seulement le *damnum emergens*, mais encore le *lucrum cessans*.

Mais l'inexécution des conditions du contrat entraîne une seule action, l'action en résolution, au lieu de deux comme la garantie des vices. Si on veut maintenir le contrat tout en diminuant le prix, à cause de la qualité inférieure de l'animal, il faudra utiliser l'action en réduction du prix de l'article 1641. Cependant, si l'inexécution des conditions n'est que partielle, le Tribunal refusera le plus souvent de prononcer la résolution de la vente et imposera une réduction du prix.

Un cas où la garantie des vices pourra seule être invoquée, c'est celui où l'acheteur a reçu en échange du prix un animal ayant des défauts; mais le vendeur avait été invité à vendre l'animal tel quel, il n'avait donc pas manqué à ses engagements en livrant une bête ayant des défauts. Aujourd'hui, il faut faire une réserve sur ce point; on admettra assez facilement que le fait par l'acheteur d'avoir ordonné la vente de l'animal tel quel constituait de sa part une convention tacite de décharge de la garantie.

L'action en résolution de la vente pour vices se rapproche de plus en plus de l'action en résolution pour inexécution des conditions, depuis l'admission de la garantie tacite par la jurisprudence (1).

(1) *Remarque* : A Rome, on basait l'action de l'édit *jumentis* non plus sur l'idée de dol ou de pacte mais sur celle « d'enrichissement sans cause ». Le vendeur s'enrichirait « sans cause » s'il pouvait conserver la portion du prix touché qui excède la valeur de la chose.

Dans la doctrine et la jurisprudence actuelle, on n'a pas repris cette conception antique, aussi nous ne l'étudierons pas, mais cette dernière prouve que le droit des édiles s'était acheminé lentement et progressivement vers des principes d'une haute valeur morale et d'une grande portée juridique.

QUATRIÈME PARTIE

De la preuve

Dans l'application de la loi générale des vices redhibitoires, modifiée par les lois du 2 Août 1895 et du 23 Février 1905, puis par celle du 2 Août 1914, la question de la preuve n'a qu'un intérêt secondaire ; il s'agit uniquement de faire constater par un certificat vétérinaire l'existence du vice en cours du délai légal ; quant à l'inclusion du vice en question dans la liste des vices légaux, point n'est besoin de la prouver, elle est révélée par une simple lecture de la loi.

En dehors de cela, tout est régi par des présomptions, en particulier, la présomption d'antériorité du vice à la vente quand il s'est manifesté pendant le délai. Dès que l'on sort, par l'effet d'une convention, des voies tracées par la loi, la question de la preuve reprend une grande importance et un grand intérêt. Nous étudierons au cours de cette IV^e Partie en deux chapitres, d'abord la preuve de l'existence de la garantie conventionnelle, ensuite la preuve de l'antériorité du vice.

CHAPITRE I

Preuve de l'existence de la convention

SECTION I. — *Acte notarié*

Si les parties veulent par la suite faire reconnaître non seulement l'existence de leur convention, mais aussi pouvoir, grâce à une judicieuse rédaction, prouver leurs inten-

tions exactes au moment de la vente, il est fort à souhaiter qu'elles fassent rédiger, si elles en ont la possibilité, un acte authentique, en l'espèce un acte notarié.

Son contenu sera tenu pour vrai jusqu'à inscription de faux; c'est un mode de preuve très efficace qui établira à la fois et l'existence de la vente et l'existence de la convention de garantie; de plus, il vaudra pour n'importe quelle valeur. Malheureusement, la plupart du temps, il est impossible de faire rédiger au moment de la vente un acte notarié, d'abord parce que, les jours de marché, les opérations doivent se conclure dans le minimum de temps. Certains maquignons achètent du bétail le matin de la foire pour le revendre le soir, ou bien ils font des achats à une foire en vue d'une revente à la foire ou au marché suivants. Des marchés aux bestiaux, même très importants, se tiennent parfois dans des chefs-lieux de canton où il n'y a qu'un notaire, deux tout au plus. On ne peut se procurer à temps l'acte notarié, qui, d'autre part, présente l'inconvénient d'entraîner des frais considérables, eu égard au prix du bétail.

Cependant ce mode de preuve trouve une application intéressante et possible, dans le cas où des animaux sont vendus accessoirement comme cheptel vif avec une propriété. Si dans le contrat on peut lire : « Sont compris
« dans la vente, le cheptel vif représenté par deux paires
« de bœufs de labour, six vaches laitières, etc... », si les bœufs ne sont pas aptes aux labours et aux travaux des champs, si les vaches ne sont pas des vaches laitières, en vertu de la garantie tacite, il pourra y avoir lieu à recours contre le vendeur pour vices redhibitoires.

Un acte notarié serait à conseiller au cas de transactions portant sur des chevaux de selle ou de course d'un prix élevé; il sera préférable de ne pas se fier uniquement aux règles jurisprudentielles qui n'ont pas encore réussi à établir une coutume bien stable. Pour les ventes d'animaux à l'écurie, à l'étable, la précipitation n'entre plus en ligne

de compte, la constitution d'une preuve n'offre plus autant de difficultés.

L'acte notarié permettra de suppléer à la rédaction d'un sous-seing privé qui serait impossible si l'une des parties était illettrée.

SECTION II. — *Sous-seing privé*

a) *Double*. — Comme dans les cas ordinaires de vente, si l'on veut éviter les frais d'honoraires du notaire ou la perte de temps résultant de la confection de l'acte, le mode de preuve auquel il faut immédiatement songer, c'est le sous-seing privé. Le contenu de l'acte ne sera tenu pour vrai que jusqu'à preuve du contraire; il pourra y avoir à l'occasion vérification d'écritures; cela ne veut pas dire que le sous-seing privé n'ait qu'une médiocre valeur probatoire.

On sait d'autre part qu'un sous-seing privé, pour bien remplir son rôle avec autant de force et d'efficacité que possible, doit être rédigé en autant d'exemplaires qu'il y a de parties ayant des intérêts différents et porter sur chacun la mention : « Fait en deux, trois exemplaires », autrement il ne vaudrait que comme simple commencement de preuve par écrit devant être appuyé par des témoignages complémentaires pour avoir quelque valeur.

b) *Simple*. — On a beaucoup discuté au sujet des conventions expresses de garantie sur le caractère obligatoire de la formalité du double ou du triple.

M. Gallier (1) fait constater que l'article 1348 du Code Civil, traitant de la preuve par sous-seing privé, ne signale pas d'exception aux règles qu'il indique, pour les foires ou marchés, mais néanmoins il semble que l'unanimité tende à se faire pour reconnaître la validité de la preuve par un seul exemplaire. M. Bouchard (2) pense que l'on peut se dispenser de la formalité du double lorsque l'exis-

(1) M. GALLIER : ouvrage cité, p. 122.

(2) M. BOUCHARD : *De la vente et de l'échange des animaux domestiques atteints de vices rédhibitoires ou de maladies contagieuses*, p. 89.

tence de la vente n'est pas contestée. Dans la pratique, on se contente d'échanger des « billets de garantie » ou des « billets de décharge ».

Ceci nous paraît suffisant car il ne s'agit en pareil cas de constituer ou de supprimer une obligation unilatérale. Du moment que le billet se trouve entre les mains du bénéficiaire de la convention, du vendeur pour le billet de décharge et de l'acheteur pour le billet de garantie, on ne voit pas quel intérêt le débiteur de l'obligation aurait à posséder un exemplaire puisque, par hypothèse, la validité de la vente n'est pas contestée. Si la vente est un acte synallagmatique, l'engagement exprès de garantie est un acte unilatéral.

M. Le Pelletier (1) ne partage pas cette opinion ; pour lui, la formalité du double est indispensable, autrement il ne faut pas parler de sous-seing privé, mais d'un simple commencement de preuve par écrit.

Parfois des individus illettrés apposent au bas des actes une croix qu'ils font certifier par deux témoins, ou ils font signer leur nom par une tierce personne. Des actes passés dans cette forme ne sont pas valables et ne peuvent faire foi pour ou contre celui qui les a souscrits ; on peut tout de même admettre qu'un papier de cette sorte puisse constituer un commencement de preuve par écrit appuyant la preuve testimoniale.

Cet unique exemplaire, ajoutons-le à titre de rappel, n'aura de valeur qu'autant qu'il aura été rédigé au moment même de la vente ; confectionné après coup, il ne pourrait qu'étayer d'autres modes de preuve ou faciliter une présomption favorable. Ceci a été jugé par le Tribunal Civil de la Seine (2) ; il ne suffirait même pas, y dit-on également, que les stipulations de garantie soient insérées dans le reçu du prix, délivré postérieurement au marché.

Non seulement la preuve par sous-seing privé requiert

(1) M. LE PELLETIER : ouvrage cité, p. 13.

(2) Trib. Civ. Seine, 25 mai 1843. *Le Droit*, n^{os} du 1^{er} et 2 mai 1843.

un écrit en bonne et due forme, mais d'après la loi du 2 Juillet 1862, article 22, on est condamné à une amende si l'écrit n'est pas sur papier timbré. En effet, il faut du papier timbré, dit la loi « généralement pour tous actes et écritures, extraits, copies, expéditions, soit publics, soit privés, devant ou pouvant faire titre ou être produits pour obligations, décharge, justification, demande ou défense » (c'est le cas ici).

SECTION III. — *Preuve testimoniale*

PAR I. — *Vente civile*

En règle générale, pour les opérations essentiellement civiles, comme les ventes de bestiaux entre simples cultivateurs, la preuve testimoniale est autorisée, mais elle ne l'est que jusqu'à concurrence de 500 francs au plus. Dans ces conditions, la plus grande partie du temps, la preuve par témoins, en principe, ne pourrait être utilisée; d'où la nécessité d'un écrit.

En matière civile, quelle que soit la valeur de l'animal litigieux, la preuve par témoins retrouvera sa liberté d'exercice s'il existe un commencement de preuve par écrit ou s'il y a eu impossibilité physique ou morale de rédiger un écrit avant la vente. C'est cette dernière hypothèse qui doit retenir notre attention. N'y a-t-il pas, en effet, pour les ventes d'animaux, surtout celles qui ont eu lieu dans les foires, impossibilité, sinon physique du moins morale, de se procurer un écrit ?

« Les habitudes du commerce vont saisir le non commerçant et supprimer à ses yeux les lois civiles. » C'est l'opinion de M. Gallier (1). La rapidité des transactions exige impérieusement l'absence de toute mesure restrictive; maintenant, cependant, avec l'usage des stylographes, la confection d'un écrit sur les champs de foire est beaucoup plus aisée que par le passé.

(1) GALLIER : ouvrage cité. Chapitre : *De la nécessité des conventions écrites en cas de garantie conventionnelle.*

Larombière (1) n'est pas partisan de faire une exception pour les foires et les marchés. La Cour de Bourges a partagé son opinion dans un arrêt du 23 février 1842 (2), rejetant la solution admise par le Tribunal Civil de la Châtre. Ce dernier s'était prononcé pour l'existence d'une impossibilité morale, vu la difficulté de recourir pendant la foire aux bons offices d'un notaire; il y avait trop de monde, on ne pouvait attendre, le plus léger retard menaçant d'empêcher les achats et les ventes.

Le Tribunal Civil de Lorient (3) a déclaré « qu'il y avait
« impossibilité morale ou relative, par opposition à l'im-
« possibilité physique ou absolue, dans le fait de se heur-
« ter à une grave difficulté locale et momentanée ou à un
« embarras sérieux de se procurer un écrit. Spécialement,
« dans une foire où les ventes de bestiaux se traitent en
« grand nombre et dans des délais nécessairement très
« courts, et où acheteurs et vendeurs sont souvent illettrés,
« l'obligation de recourir à des écrits ou au ministère d'un
« notaire rendrait les relations commerciales, sinon im-
« possibles, du moins tellement difficiles, qu'on peut dire
« qu'il y a impossibilité morale ou relative dans le sens
« de l'article 1348 du Code Civil. Il est, du reste, de tradi-
« tion et d'usage constants, que les ventes conclues dans
« les foires et marchés ne soient pas constatées par écrit;
« et, de ce fait, encore il y a impossibilité morale pour les
« parties de se procurer une preuve littérale du contrat. »

La solution contraire, fait remarquer le Tribunal de Lorient, aurait pour conséquence d'encourager le dol et la fraude. Si l'on enlève au demandeur, c'est-à-dire à l'acheteur, la faculté de se servir de la preuve testimoniale, comment pourra-t-il prouver, en l'absence d'un écrit, l'existence d'une convention; le vendeur serait libre alors de se débarrasser impunément de tous ses animaux tarés et vicieux. Le vendeur avouerait l'existence de la vente, mais il exciperait en même temps d'une clause de non

(1) LAROMBIÈRE : *Traité de Droit Civil* (article 1341, n° 421).

(2) C. de Bourges, 23 février 1842 (D. P., 43 - 2 - 125).

(3) Trib. Civ. Lorient, 11 juillet 1905 (D. P., 1906 - 2 - 83).

garantie et se retrancherait derrière l'indivisibilité de l'aveu. Le résultat en serait immoral et contraire à l'ordre public; l'indivisibilité de l'aveu n'est recevable qu'autant que l'une ou l'autre des déclarations qui constituent l'aveu judiciaire ne peut être prouvée en dehors de cet aveu; si la preuve contraire est faite ou peut être faite directement par celui auquel l'aveu est opposé, l'exception ne procède plus.

L'admission ou le rejet de la preuve testimoniale dans toutes les ventes d'animaux, quel qu'en soit le prix, est un problème qui a d'importantes conséquences pratiques. Depuis que la garantie tacite est présumée dans la plupart des cas où la destination de l'animal a été connue du vendeur, la preuve par témoins est bien moins nécessaire, mais elle n'est pas négligeable.

La doctrine et la jurisprudence évoluent nettement dans le sens de l'existence d'une impossibilité morale de se procurer un écrit pour toutes les transactions faites en foire (1). La Cour de Douai (2) a eu à juger une espèce dans laquelle une vache avait été soi-disant garantie comme donnant une certaine quantité de lait; il fallait prouver l'existence d'une garantie; le demandeur a été admis à la prouver par témoins parce qu'« en matière de vente de bestiaux, l'acheteur se trouve dans l'impossibilité morale d'exiger de son vendeur un écrit pour ne pas lui marquer sa défiance » et nuire de ce fait à la conclusion du marché (3).

L'impossibilité morale peut être suffisante même si elle est accidentelle ou momentanée; au point de vue de l'appréciation de l'impossibilité morale, un pouvoir absolu de libre décision est laissé aux tribunaux.

(1) En ce sens : Trib. Civ. de Lorient, 1895 (D. P., 1897 - 2 - 52); Rennes, 26 fév. 1879 (D. P., 1880 - 2 - 91). AUBRY et RAU : *Cours de Droit Civil*, T. VIII, p. 345. LAURENT : *Principes de Droit Civil*, T. XIX, n° 567 à 577.

(2) C. de Douai, 1^{er} février 1927 (Jurisprudence Douai, 1927, p. 123).

(3) Voir (*Gaz. Pal.*, 1924 - 1 - 238). (Trib. Civ. Bordeaux, 5 avril 1911. (*Recueil Bordeaux*, 1911 - 2 - 36, *Gaz. Pal. T. Q.*, 1907-1912). Cass. Req., 1^{er} mai 1911. (*Gaz. Pal.*, 1911 - 1 - 582). Cass., 27 mars 1907. (*Gaz. Pal.*, 1907 - 1 - 531 et note). Cass., 13 avril 1910. (*Gaz. Pal.*, 1910 - 1 - 556). (*Gaz. Pal.*, Table 1907-1912. F. W., p. 775).

La jurisprudence tend aujourd'hui à autoriser la preuve testimoniale en ne se basant plus que sur un simple usage. Il suffit que, d'ordinaire, dans les ventes d'animaux, on dispense d'écrit pour qu'on puisse utiliser la preuve par témoins (1). C'est un pas de plus vers la simplification des formalités ; la notion d'usage courant apparaît comme beaucoup moins stricte que celle d'impossibilité, même morale et relative. Encore faudrait-il s'assurer que les conditions d'application de l'usage sont bien réalisées ; c'est ainsi que dans les foires et marchés, il est d'usage de ne pas rédiger d'écrit pour les ventes, mais il en est différemment en cas de terme, de clause, de non garantie et d'extension de la garantie et généralement de toute clause dérogatoire au Droit commun, en raison de la gravité de la convention.

Le Tribunal Civil de Baugé (2) veut que dans ce cas là, un écrit soit rédigé et que la preuve testimoniale ne puisse jouer, mais, comme le fait remarquer M. Touzet (3), il n'y a aucune raison valable pour qu'on n'admette pas pour la convention accessoire la preuve testimoniale que l'on admet pour le marché principal.

PAR II. — *Vente commerciale*

Si la vente a lieu entre deux maquignons ou deux marchands de bestiaux, c'est-à-dire entre des personnes qui font ordinairement le commerce du bétail, l'acte ici n'est plus un acte civil mais un acte commercial et l'on sait qu'en Droit commercial la preuve testimoniale est admise quelle que soit la valeur en jeu.

Dans l'Ancien Droit, on assimilait les opérations faites par les cultivateurs aux opérations commerciales et on légitimait pour cette raison l'emploi de la preuve testimoniale pour les achats et les ventes d'animaux, réalisés au cours des foires et des marchés.

(1) Voir en ce sens : Cass. Crim., 7 août 1923. (D. H., 1924, p. 557). Trib. Civ. Seine, 15 nov. 1921. (*Revue Trim.*, 1922, p. 646).

(2) Trib. Civ. Baugé, 20 nov. 1923. (*Gaz. Pal.*, 1924 - 1 - 237).

(3) TOUZET : ouvrage cité, p. 101.

PAR III. — *Vente mixte*

Il y a vente mixte dans le cas où le marché est civil pour l'un et commercial pour l'autre. Par exemple, si un cultivateur vend ou achète un animal à un marchand de bestiaux, le cultivateur fera une opération civile, tandis que le marchand de bestiaux fera une opération commerciale. On peut dire que dans cette circonstance, la partie pour qui le contrat est civil (le cultivateur dans l'exemple que nous avons choisi) a le droit d'utiliser contre l'autre (le marchand de bestiaux) qui accomplit un acte commercial, la preuve testimoniale sans limitation aucune. Le commerçant, au contraire, ne pourra se servir de ce mode de preuve que jusqu'à concurrence d'une valeur de 500 fr., sauf évidemment s'il y a déjà un commencement de preuve par écrit ou si l'on a été dans l'impossibilité physique ou morale de se constituer un écrit.

Si, pour les ventes civiles, la preuve par témoins semble écartée en principe, ceci n'est vrai que pour ce qui concerne la preuve de l'existence d'une convention, pour la solution de cette question. « Y a-t-il eu une convention de garantie (ou de décharge de garantie ? » Pour la preuve de l'antériorité de la maladie, nous verrons plus loin qu'il n'en est pas de même. Pour les cas de garantie tacite, des présomptions libèrent de la preuve de l'existence de la convention.

SECTION IV. — *Présomptions*

Les présomptions ont dans cette matière de la garantie des vices une importance capitale; elles ont allégé d'une façon considérable le fardeau de la preuve et elles ont permis à la garantie conventionnelle tacite de prendre son essor. Pour les cas de garantie conventionnelle tacite, certaines circonstances sont-elles établies et prouvées par n'importe quel moyen. Le tribunal présumera l'existence d'une convention de garantie ou de décharge de garantie. Ce ne sera pas évidemment une présomption légale, mais

seulement une présomption de fait contre laquelle la preuve contraire sera admise.

L'acheteur a-t-il fait connaître la destination future de l'animal; la profession de l'acheteur, la race, la nature de la bête étaient-elles à même de servir d'indication au vendeur pour déterminer l'usage probable pour lequel l'animal devra être propre, on fondera sur ces circonstances une présomption d'existence de convention. Ainsi la vente de bestiaux sur un marché uniquement consacré aux animaux de boucherie, comme la Villette, fera présumer la destination pour la boucherie et seront considérés comme vices redhibitoires pouvant entraîner la résolution de la vente ou la diminution du prix, tous les défauts ou maladies empêchant la viande d'être consommable (1).

Un des jugements les plus récents, celui du Tribunal de paix de Levroux (2), dit que l'existence d'une garantie tacite *doit* être présumée chaque fois que le vendeur a connu la destination de l'animal; il en est ainsi surtout pour la boucherie. Avant, il y avait bien une présomption de fait, mais à présent, on peut dire qu'il y a une véritable présomption légale *juris tantum* établie et reconnue par la coutume. Les juges, si le défendeur n'apporte pas la preuve contraire, ne peuvent plus refuser de conclure à l'existence d'une convention tacite de garantie lorsque la destination de l'animal a été connue du vendeur.

La présomption tombera s'il apparaît clairement, à la suite de l'examen des circonstances, que le vendeur a été dans l'impossibilité de se douter de la profession de l'acheteur et de l'emploi exact de l'animal.

La garantie tacite étant présumée chaque fois que certains faits sont établis, la preuve ne portera que sur des faits; or l'on sait que, dans ce cas, la preuve testimoniale est toujours possible quel que soit le montant de la vente, ce sera une grande simplification. La Cour de Toulouse,

(1) Voir en ce sens : *Élevage français*, n° du jeudi 8 mars 1934. FETON : *Les diverses actions prenant cause dans la vente du bétail*.

(2) Trib. de paix de Levroux. (*Gaz. Pal.*, 1931 - 1 - 563).

dans un arrêt du 25 novembre 1926 (1), a eu à se prononcer sur cette question. Un propriétaire agriculteur vend une paire de bœufs à un commerçant en bestiaux qui soutenait, pour avoir droit à la garantie tacite, qu'il y avait vente pour la boucherie, le vendeur disait qu'il y avait vente pour la culture. Pouvait-on utiliser la preuve testimoniale ? il n'y avait pas d'écrit ; peut-on recourir à la preuve par présomption ? non, disait le vendeur, s'appuyant sur l'article 1341 du Code Civil. Or la vente avait cette particularité qu'elle avait été faite au poids et qu'un pesage des animaux à la bascule publique avait été effectué immédiatement dans la localité où avaient été livrés les animaux, laquelle se trouvait hors la résidence des deux parties ; le vendeur était notamment de nationalité étrangère.

Le prix ayant été déterminé par le poids, on en a déduit la vente pour la boucherie, le pesage était un indice. La garantie tacite a pu jouer, un des animaux ayant été saisi au moment d'être livré à la consommation. Il y avait uniquement ici une preuve de faits à effectuer : la profession de l'acheteur, l'opération du pesage et la quotité du prix. La preuve testimoniale pouvait jouer et permettre par la suite le fonctionnement de la présomption de garantie tacite. Il ne faut pas, dit M. Sylvain Fons, dans sa note publiée à la suite de cet arrêt, soumettre à une application trop prohibitive les règles de la preuve testimoniale ou des présomptions.

CHAPITRE II

Preuve de l'existence de la maladie et de son antériorité

Pour les maladies et les vices légaux, une fois leur existence dans les délais prouvée par un certificat du vétérinaire, une présomption *juris et de jure* dispense de la

(1) *Bulletin officiel de la Fédération agricole, commerciale, financière et industrielle*, n° décembre 1927, p. VII.

preuve de leur antériorité à la vente. Pour les vices conventionnels, il faudra au contraire démontrer qu'ils existaient avant la vente. On pourra essayer d'établir que la maladie cachée lors de la vente et n'ayant fait son apparition qu'après, avait déjà été constatée par le vétérinaire du vendeur. Dans le cas de vice légal, il n'y a qu'une seule expertise portant sur l'existence actuelle du mal. Toutefois, pour la boiterie intermittente, il faudra faire la preuve de l'ancienneté. Dans le cas de vice conventionnel, une deuxième expertise relative à l'antériorité du mal, s'ajoutera à la première. Cette seconde expertise présentera souvent plus d'une difficulté; c'est le principal inconvénient de la garantie tacite. Pour les vices conventionnels, il faudra, de plus, que les juges apprécient l'apparence et la gravité du mal. Comme les juges ne seront pas capables le plus souvent de se déterminer d'après leurs seules connaissances personnelles, il faudra qu'ils aient recours au ministère de vétérinaires experts.

A côté des présomptions de droit, il est des présomptions de fait qui viendront parfois faciliter la preuve de l'antériorité du vice. Si l'on a garanti conventionnellement un ancien vice légal, l'épilepsie par exemple, sous l'empire de la loi de 1838, ce mal était présumé légalement avoir pris germe avant la vente lorsqu'il s'était déclaré dans les neuf jours, ce délai étant celui d'une incubation d'une durée minimum; aujourd'hui, si l'épilepsie est apparue le septième ou le huitième jour après la vente, les juges ne devraient pas exiger que l'acheteur fournisse la preuve de l'antériorité du vice. S'il n'y a plus de présomption de droit, il y a encore tout de même une présomption de fait qui subsiste.

Un cheval, vendu pour la boucherie (1) est livré le 1^{er} juin 1933, il est abattu le 10 juin et la viande est saisie pour cause de dégénérescence musculaire généralisée. Pour prouver l'antériorité de la maladie, le Tribunal s'est basé sur le fait suivant : « La dégénérescence musculaire

(1) Trib. Civ. Reims. (Industrie chevaline, 11 février 1934).

dont sont fréquemment atteints les vieux chevaux qui sont, soit mis au repos, soit soumis à un travail léger et engraisés en vue de leur vente pour la boucherie, à une évolution lente. Les vétérinaires, sans pouvoir fixer avec précision son origine et la durée de son évolution, admettent généralement que celle-ci est d'un mois au moins, lorsque, comme c'est le cas ici, cette dégénérescence s'accompagne de sclérose étendue à tous les quartiers de la bête.

« Qu'il n'est donc pas douteux que la jument, qui paraissait être en très bonne santé et était certainement en bon état d'embonpoint lors de la vente, était déjà atteinte de l'affection qui a entraîné la saisie de la viande. »

Sans le secours de ces présomptions de fait, la preuve de l'antériorité du vice serait normalement impossible, car on ne peut souvent situer d'une façon exacte à quel moment précis la maladie ou le vice ont pris germe.

La jurisprudence a rendu aussi léger que possible le fardeau de la preuve et il n'existe pas de cas, croyons-nous, où le demandeur devra abandonner son action faute de pouvoir prouver.

CONCLUSION

**Appréciation du système légal actuel,
moyens de remédier à ses inconvénients, réformes possibles**

A) Situation actuelle

Nous avons vu jusqu'à présent que l'on donnait toute liberté aux parties de faire des clauses expresses de garantie ou de non garantie et que l'on appliquait d'une manière de plus en plus large la garantie tacite, non seulement pour les animaux de boucherie, mais aussi pour l'élevage, le dressage, l'attelage, etc... A la vérité, nous vivons sous un régime de garantie principalement conventionnel et la garantie légale ne joue plus un rôle important, du moins pour tout ce qui concerne les vices redhibitoires proprement dits. Pour les maladies contagieuses, en effet, la loi a aménagé une réglementation assez efficace; plus la protection contre les vices redhibitoires s'affaiblissait, plus les mesures prises pour interdire la vente d'animaux atteints de maladies contagieuses se renforçait. Va-t-on décider qu'il faudra, tout en se gardant de toucher

à la législation des maladies contagieuses, supprimer la loi de 1884 et les lois qui l'ont complétée ou essaiera-t-on de réaliser l'adaptation des dispositions légales aux exigences nouvelles de l'époque actuelle ?

Il est nécessaire, a-t-on dit, vu la nature et les caractères spéciaux des animaux que les ventes dont ils sont l'objet soient soumises à des règles différentes de celles qui sont applicables aux meubles ordinaires.

L'absence de toute garantie devait entraîner à bref délai une recrudescence des fraudes sur les foires et marchés, mais soumettre purement et simplement les ventes d'animaux aux règles contenues dans les articles 1641 et suivants du Code apparaissait comme une faute à ne pas commettre. La loi de 1884 n'était qu'une esquisse, le législateur voulait voir le sens dans lequel s'orienteraient les intéressés et la jurisprudence. Or, depuis, un mouvement indéniable s'est dessiné en faveur d'une garantie de plus en plus étendue.

En 1918, le professeur Peuch écrivait : « J'estime que les fluctuations de la jurisprudence dans l'exercice des actions redhibitoires sont telles qu'il serait à désirer que le commerce des animaux soit régi par le Droit commun (1). Les ventes d'animaux, à l'heure présente, sont plutôt sous l'empire des articles 1641 et suivants que sous celui de la loi de 1884, mais au lieu que le Droit commun des meubles régenté les ventes d'animaux, en tant que Droit commun il s'applique à elles en tant que régime exceptionnel et conventionnel. On pourrait dire que l'exception a pris la place de la règle et a fait de la règle une véritable exception.

Voilà à quel point nous en sommes !

Il ne faut pas cependant condamner le régime légal sans en avoir au préalable étudié les avantages et les inconvénients.

(1) Cité par J. DARRAS : *La loi du 2 août 1884 et le Droit commun dans les ventes d'animaux domestiques*, p. 50,

B) *Avantages et inconvénients du régime légal actuel*

Ses avantages ont déjà été signalés au cours de cette étude; l'acheteur ignore le plus souvent que, par convention, il peut se ménager une garantie sûre et complète, ou bien il ne pense pas à se préoccuper de cette question; la faculté de faire des conventions lui est inutile, alors. La loi, d'elle-même, supplée à son ignorance ou à son insouciance et le protège contre un certain nombre de vices gênants.

Il y a des maladies si rares qu'il n'est pas nécessaire, dit-on, de les admettre sur une liste de vices redhibitoires, la loi ne devant pas embrasser les cas exceptionnels. La loi, en diminuant le nombre de vices, diminue le nombre des procès possibles, et ses dispositions très simples et très catégoriques ne laissent pas libre cours à l'arbitraire des tribunaux.

Pourquoi, ajoute-t-on, supprimer la garantie légale sous prétexte qu'elle est insuffisante; si certains la trouvent trop restreinte, ils peuvent se faire donner toutes les garanties désirées par un accord avec leur vendeur; dans ces conditions, ils n'ont aucune raison de se plaindre.

Les arguments en faveur de la suppression de la loi ne sont pas moins nombreux, ni moins probants, au contraire. M. Zundel (1) en signale quelques-uns dans sa petite brochure : *De la redhibition dans les ventes et échanges d'animaux*. « Une liste de vices redhibitoires, dit-il, est forcément incomplète, il y a de nombreuses maladies qui ont plus de gravité que les vices redhibitoires légaux, qui sont tout aussi cachés et nuisent autant à l'utilisation; par conséquent, on commet un déni de justice envers ceux qui ont acheté un animal atteint d'une maladie de ce genre et auxquels tout recours contre le vendeur est impossible.

(1) M. J. ZUNDEL : *De la redhibition dans les ventes et échanges d'animaux*.

Le nombre éventuel des procès ne doit pas être pris en considération. Les cas exceptionnels et les maladies rares sont tout aussi dommageables pour l'acheteur que les cas fréquents et il doit avoir son recours pour ces cas rares et exceptionnels comme pour les autres. »

Les vétérinaires sont ceux qui peuvent le mieux se rendre compte des difficultés résultant, dans la pratique, des insuffisances de la loi; or, ils se prononcent, pour la plupart, en faveur de la suppression de cette loi.

M. Peron (1) s'insurge contre les personnes qui objectent l'inutilité de la suppression de la loi de 1884, prétextant l'entière liberté laissée aux parties de rédiger des conventions contraires.

« Eh ! bien, dit-il, nous ne l'avons pas cette liberté par suite de l'existence même de la loi protectrice. Lorsque le vendeur demande une décharge pour un vice redhibitoire, il ne pourra pas vendre l'animal à sa valeur réelle lors même qu'il n'existerait aucun vice, car l'acquéreur met aussitôt en doute la bonne foi du vendeur et il se dit que, si on lui demande une décharge pour ce vice, c'est parce que l'animal en est atteint. »

Si l'article 1641 du Code Civil était le Droit commun, une demande de billet de décharge totale n'attirerait pas autant l'attention de l'acheteur parce que la garantie étant alors très étendue, on comprendrait que le vendeur ne veut pas être ennuyé pour des vétilles, et on n'interpréterait pas sa demande comme un aveu implicite de l'existence d'un vice.

En Bretagne, à la suite de désagréments causés par l'application des lois de 1838, puis de 1884, un usage s'est introduit de vendre tous les animaux sans garantie; les prix n'en sont pas pour cela inférieurs à ceux des autres régions. Cette heureuse conséquence n'est due qu'au caractère coutumier de la convention restrictive. Quand l'em-

(1) M. PERON : *Précis de législation commerciale dans les ventes et échanges des animaux domestiques des vices redhibitoires et de leur suppression*, p. 260.

ploi de la convention est individuel, c'est alors que se manifeste la répercussion de la décharge de garantie sur le prix.

Pour M. Péron, la suppression de toute garantie, même celle des articles 1641 à 1648, s'impose; si les parties veulent se procurer des moyens de défense, qu'elles se servent de conventions adaptées à leurs besoins. Il signale l'inconvénient des actions intentées sans motif par des acheteurs qui ont obtenu l'assistance judiciaire et ne craignent rien. On intente l'une ou l'autre des actions édiliciennes, seulement quand le vice est douteux; quand il est caractérisé, les vétérinaires poussent les parties à un arrangement amiable, à seule fin d'éviter les frais occasionnés par l'application de la loi.

« Les chicaniers, les gens de mauvaise foi sont servis par la loi, qui leur fournit beaucoup de moyens d'action qui leur réussissent souvent très bien, notamment quand ils ont affaire à des adversaires timorés, illettrés ou peu fortunés. La loi des vices redhibitoires oblige donc parfois les parties qui veulent éviter la ruine à recourir au dol. »

MM. Huzard et Abadie (1) veulent, comme MM. Peron, Magne, Samson, le D^r Nicolas, la suppression de toute garantie quelle qu'elle soit; subsisterait cependant, cela se conçoit, la possibilité d'indiquer l'inexécution des conditions du contrat, l'erreur sur la substance ou le dol. MM. Rey, professeur à l'Ecole vétérinaire de Lyon, Urbain Leblanc (2), Darras (3), conseillent le retour au Droit commun.

Ce qui a poussé beaucoup d'auteurs et de juristes à se déclarer opposés à l'extension de la liste des vices et au retour au Droit commun, c'est qu'ils ne voulaient pas que les experts soient appelés, disaient-ils, non seulement à constater l'existence des vices allégués, mais encore à décider si les tribunaux devraient les considérer comme

(1) Leur opinion est rapportée par M. PERON : ouvrage cité, p. 250 et suivantes.

(2) id.

(3) J. DARRAS : ouvrage cité, p. 50.

redhibitoires. Les experts deviendraient appréciateurs de la question de droit que les juges doivent seuls résoudre.

Ils oublient que les experts n'auront jamais qu'à se prononcer sur des faits : l'animal est-il totalement impropre à son usage ? Si oui, le vice, évidemment, est redhibitoire ; c'est la conséquence que le juge en tirera, mais le vétérinaire n'a pas eu directement à s'occuper de cette question de droit.

MM. Renault, H. Bouley, Boutet (1), Zundel (2), opinent pour la réfection et le perfectionnement de la législation actuelle. M. Mulard (3) trouve qu'à supprimer la loi on s'expose à un grand nombre de difficultés. Il demande seulement l'abrogation du minimum et la différenciation des frais du procès suivant que la valeur de l'animal est inférieure ou supérieure à 1.500 francs. On a limité les vices pour diminuer le nombre des procès, mais alors pourquoi s'arrêter en chemin et ne pas supprimer tous les vices pour qu'il n'y ait plus de procès.

Il faut reconnaître que la réglementation de 1838 et 1884 présentait l'avantage appréciable de diminuer dans une large proportion l'arbitraire des juges et de simplifier des règles coutumières touffues qui étaient de véritables sources de fraudes et de procès, mais son grand inconvénient, celui qui, à notre avis, a le plus contribué à la destruction de la loi par la jurisprudence, c'était de sacrifier l'équité pour assurer la facilité des transactions. Réduire à presque rien les dispositions gênantes pour le commerce des animaux était une mesure louable, mais à condition que les règles de l'honnêteté et de la bonne foi la plus élémentaire ne soient pas entamées.

La bonne foi doit présider aux ventes d'animaux comme aux ventes de meubles ou d'immeubles ; la conscience ne se contente pas de deux poids et de deux mesures. Le vendeur doit garantir son acheteur contre tous les vices graves

(1) Voir (1), page 139.

(2) J. ZUNDEL : *De la redhibition dans les ventes et échanges d'animaux*.

(3) MULARD : ouvrage cité, p. 160.

susceptibles d'entraver par la suite l'utilisation normale de l'animal, objet du contrat.

c) Réformes possibles

Nous estimons donc qu'il faut abandonner l'énumération limitative de la loi de 1884, article 2, tel qu'il se trouve réformé aujourd'hui par les lois subséquentes, et revenir à l'application de l'article 1641 du Code; par cette transformation, on ne ferait que légaliser le régime coutumier, mis en vigueur depuis quelque temps d'une façon implicite par la jurisprudence.

Un point sur lequel nous ne sommes pas partisan de suivre le droit commun, c'est celui qui a trait aux délais. L'article 1648 déclare l'action recevable si elle est intentée dans un bref délai, la brièveté devant être librement appréciée par les juges suivant la nature de la maladie et les habitudes du lieu. Nous avons vu des tribunaux, pour des vices autres que la fluxion périodique des yeux, considérer qu'un délai de 30 jours n'était pas excessif. Dans certaines hypothèses, 45 jours serait un délai reconnu suffisamment bref. Nous sommes persuadés que cette indétermination de la durée du délai aurait les plus fâcheuses conséquences pratiques et nuirait beaucoup à la rapidité des transactions. Les actions récursoires en garantie seraient multipliées, en un mois ou deux l'animal ayant eu le temps de passer entre plusieurs mains. Les vendeurs resteraient trop longtemps dans la crainte d'action en nullité ou en réduction du prix.

Le délai de 9 jours a été jugé par les vétérinaires comme étant le délai normal de la révélation d'un grand nombre de maladies; il faudrait décréter que, sauf convention contraire, une fois 9 jours écoulés, le vendeur sera dégagé de toute garantie si aucun vice ne s'est révélé. Cette mesure écartera une partie des inconvénients de l'extension de l'obligation de garantie à tous les vices.

On pourrait objecter que le retour au Droit commun du Code va amener une recrudescence des procès; nous ne

croyons pas qu'une telle conséquence s'en suivra. L'acheteur n'osera pas intenter une action s'il n'est pas persuadé que son droit sera reconnu; il voudra auparavant s'assurer que le vice dont il entend se plaindre est véritablement un vice caché, qu'il est assez grave, qu'il nuit bien à l'utilisation de l'animal, que la preuve de ces faits sera facile; il n'engagera un procès que s'il est sûr de pouvoir en récupérer les frais par la suite; en un mot, il n'agira qu'à bon escient.

Il n'y aura pas à craindre d'abus. Dans la jurisprudence récente, on ne voit rapportés que des arrêts dans lesquels le demandeur a agi fort de son bon droit; il n'y a pas, pour ainsi dire, d'actions intentées à tort ou sans raisons.

Du moment que le Droit commun rentre en vigueur pour les ventes d'animaux, il ne sera plus nécessaire d'invoquer la garantie tacite. Cet expédient n'aura plus sa raison d'être. Qu'est-ce que l'article 1641, sinon l'expression de l'obligation naturelle et tacite de garantie imposée à tout vendeur. Le vendeur est moralement obligé de livrer une marchandise utilisable. La garantie conventionnelle expresse subsistera, mais pour que les conventions soient valables, il faudra qu'elles soient explicites et ne laissent aucun doute sur la volonté de leur auteur; les parties pourront ainsi, comme par le passé, suppléer aux dispositions légales.

M. Darras (1) est partisan de conserver la procédure de la loi de 1884, modifiée par la loi du 24 février 1914. Cette procédure est simple et rapide et, personnellement, nous estimons qu'il y a grand avantage à ne pas y toucher. Il sera nécessaire aussi, comme le demande M. Darras, de préciser au sujet des animaux domestiques la notion de vice redhibitoire. « Sera un vice tout ce qui pourra nuire à l'utilisation, soit normale, soit particulière de l'animal; ce sera, dit-il, une altération morphologique, locomotrice

(1) M. DARRAS : *La loi du 2 août 1884 et le Droit commun dans les ventes d'animaux domestiques*, p. 50 à 59.

ou fonctionnelle antérieure à la vente et que l'acheteur ordinaire ne pourra reconnaître dans les circonstances habituelles de cette vente. Cette altération sera obligatoirement définitive, fixée ou chronique sans tendance vers la résolution ou la guérison, puisqu'alors elles disparaîtraient. Ce ne sera donc jamais une maladie aiguë. » (1) Les vétérinaires serviront d'arbitres.

« Il ne faudra pas, ajoute M. Darras (2), assimiler à l'impropriété au travail causée par un vice redhibitoire l'inaptitude au travail causée par le tempérament et la constitution non idoines. Ce risque qu'assume tout acheteur de bêtes de service ne peut être garanti sous peine de rendre impossible le commerce des animaux vivants. »

Avec ce système, les exigences de la moralité et la rapidité des transactions, indispensable au commerce, seraient conciliées harmonieusement. Les lois sur les maladies contagieuses renforcées et perfectionnées, viendraient, comme par le passé, faire respecter les règles nécessaires d'hygiène et d'ordre publics. Pour compléter la protection, nous aurons les moyens de défense constitués par les actions en nullité pour dol, pour erreur sur la substance et les actions en résolution de la vente pour inexécution des conditions du contrat. Ces trois notions de dol, d'erreur sur la substance et de résolution pour inexécution des conditions prévues, telles que la jurisprudence les a étendues, sont vraiment les prolongements de la théorie des vices redhibitoires.

Si l'emploi presque constant de la garantie conventionnelle expresse et surtout tacite dans les ventes d'animaux est la triste révélation de l'insuffisance des lois en cette matière, il a eu une conséquence heureuse. Il nous a permis de nous rendre compte du rôle éminent que peut jouer la jurisprudence, de cette œuvre lente parfois mais continue de perfectionnement et d'adaptation de nos lois qu'elle poursuit sans se lasser. L'obligation où elle s'est

(1) J. DARRAS : ouvrage cité, p. 53 et 54.

(2) J. DARRAS : ouvrage cité, p. 21.

trouvée de découvrir les moyens propres à faire triompher l'équité l'a déterminée à chercher les connexions entre toutes les notions que nous avons étudiées dans notre III^e Partie et qui sont fondées sur la cause. Sous son impulsion, celles-ci ne cesseront de se rapprocher pour ne plus constituer bientôt que les différentes faces d'un même bloc.

Espérons que le législateur comprendra les besoins de l'agriculture et de l'élevage français et finira par les doter d'une réglementation pratique et bien adaptée aux besoins actuels du marché du bétail.

J.-M. DUPONT.

VU :

Le Président de la thèse,
H. SIMONNET.

VU :

Le Doyen,
F. SENN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie,
BRUNTZ,
Président du Conseil de l'Université.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	5
PREMIERE PARTIE. — De la garantie conventionnelle expresse en général.....	17
CHAPITRE I. — Extension de la garantie.....	18
SECTION I. — Extension de la garantie à des animaux non compris dans l'énumération légale.....	18
<i>Par I.</i> — Quel est le Droit commun en matière de ven- tes d'animaux domestiques ?.....	19
<i>Par II.</i> — Divers cas pratiques d'application de la garantie conventionnelle.....	24
SECTION II. — Extension de la garantie à des vices non compris dans l'énumération légale.....	26
SOUS-SECTION I. — Interprétation des clauses de garantie	26
<i>Par I.</i> — Clauses apparemment extensives.....	27
<i>Par II.</i> — Clauses réellement extensives.....	31
SOUS-SECTION II. — Clauses relatives à l'absence de dé- fauts.....	33
<i>Par I.</i> — Vices moraux.....	33
<i>Par II.</i> — Maladies contagieuses.....	36
<i>Par III.</i> — Vices apparents.....	37
SOUS-SECTION III. — Clauses extensives relatives à l'exis- tence de qualités déterminées.....	40
SECTION III. — Clauses extensives relatives aux délais..	43
SOUS-SECTION I. — Les parties ont étendu le délai légal ou ont fixé un délai conventionnel.....	46
<i>Par I.</i> — Vices légaux.....	47
<i>Par II.</i> — Vices conventionnels.....	49
SOUS-SECTION II. — Les parties ont négligé de parler des délais.....	50
SOUS-SECTION III. — Nature du délai.....	55

SECTION IV. — Extension de la garantie aux conditions d'exercice de l'action redhibitoire.....	57
SOUS-SECTION I. — Clauses relatives à la procédure....	57
SOUS-SECTION II. — Effets de l'extension conventionnelle des vices sur la procédure.....	59
<i>Par I.</i> — Procédure à appliquer.....	59
<i>Par II.</i> — Compétence du Juge de Paix.....	61
CHAPITRE II. — Restriction de la garantie expresse.....	64
SECTION I. — Diverses sortes de clauses.....	64
<i>Par I.</i> — Maladies contagieuses.....	64
<i>Par II.</i> — Conventions restrictives des délais.....	65
<i>Par III.</i> — Restrictions quant aux actions.....	66
<i>Par IV.</i> — Clauses restrictives quant aux vices ou quant aux animaux.....	67
SECTION II. — Portée et condition de validité des conventions de non-garantie relatives aux vices.....	68
<i>Par I.</i> — Généralités. Portée des clauses restrictives..	68
<i>Par II.</i> — Cas où le vendeur a eu connaissance du vice faisant l'objet d'une clause de non-garantie.....	71
<i>Par III.</i> — Ventes aléatoires.....	74
DEUXIEME PARTIE. — De la garantie tacite.....	78
CHAPITRE I. — Généralités.....	78
CHAPITRE II. — Divers cas d'application de la garantie tacite	88
SECTION I. — Garantie tacite extensive.....	88
SOUS-SECTION I. — Animaux de boucherie.....	88
<i>Par I.</i> — Historique.....	88
<i>Par II.</i> — Nature des animaux de boucherie.....	89
<i>Par III.</i> — Evolution de la jurisprudence. Cas d'application aux animaux de boucherie de la garantie tacite.....	90
SOUS-SECTION II. — Animaux de trait, d'élevage, animaux laitiers, reproducteurs.....	96
SECTION II. — Garantie tacite restrictive.....	99
TROISIEME PARTIE. — De la garantie conventionnelle et de ses rapports avec certaines notions connexes.....	102
CHAPITRE I. — De la garantie conventionnelle et du dol par réticence.....	102
<i>Par I.</i> — De l'intérêt que l'on a à invoquer le dol par réticence plutôt que la garantie tacite.....	103
<i>Par II.</i> — Admissibilité du dol par réticence.....	105

CHAPITRE II. — De la garantie conventionnelle et de l'erreur sur la substance.....	111
CHAPITRE III. — De la garantie conventionnelle et de la résolution pour inexécution des conditions du contrat....	119
QUATRIEME PARTIE. — De la preuve.....	122
CHAPITRE I. — Preuve de l'existence de la convention....	122
SECTION I. — Acte notarié.....	122
SECTION II. — Sous-seing privé.....	124
SECTION III. — Preuve testimoniale.....	126
<i>Par I.</i> — Vente civile.....	126
<i>Par II.</i> — Vente commerciale.....	129
<i>Par III.</i> — Vente mixte.....	130
SECTION IV. — Présomptions.....	130
CHAPITRE II. — Preuve de l'existence de la maladie et de son antériorité.....	132
CONCLUSION. — Appréciation du système légal actuel, moyens de remédier à ses inconvénients, réformes possibles.....	135
<i>a)</i> Situation actuelle.....	135
<i>b)</i> Avantages et inconvénients du régime légal actuel..	137
<i>c)</i> Réformes possibles.....	141

BIBLIOGRAPHIE

- ABADIE (B.)..... De la suppression de toute loi sur les vices redhibitoires dans le commerce des animaux domestiques (1859).
- BÉDARRIDE Dol et fraude. T. I.
- BOUCHARD (G.)..... De la vente et de l'échange des animaux domestiques atteints de vices redhibitoires ou de maladies contagieuses (Thèse, Rennes, 1898).
- BOULEY (H.)..... Rapport adressé au Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics, au nom de la Société Centrale de médecine vétérinaire (1868).
- CELICE (R.)..... L'erreur dans les contrats (Thèse, Paris, 1922).
- CHÊNE-VARIN (A. DE)... Code des vices redhibitoires chez les animaux domestiques. Loi du 2 août 1884 (1886).
- CONTE (A.)..... Traité de Jurisprudence vétérinaire (1898).
- CURIE SEIMBRES (L.)... Epizooties. Commentaire de la loi du 2 août 1884 sur les vices redhibitoires dans les ventes et échanges d'animaux (1895).
- DARRAS (J.)..... La loi du 2 août 1884 et le Droit commun dans les ventes d'animaux domestiques (Thèse vétérinaire, Alfort, 1926).
- DEJEAN (O.)..... Traité théorique et pratique de l'action redhibitoire et en réduction du prix dans le commerce des animaux domestiques (1887).
- DEMOGUE Traité des obligations. T. I.
- DU CASTEL (R.)..... De la garantie des vices cachés dans les ventes d'animaux domestiques (Thèse, Lille, 1906).
- GALISSET et MIGNON... Traité des vices redhibitoires dans les ventes et échanges d'animaux domestiques (1842).
- GALLIER (A.)..... Jurisprudence commerciale. Traité des règles de garantie dans les ventes d'animaux (1896).
- GALTIER (V.)..... De la garantie des vices redhibitoires dans les ventes et échanges d'animaux domestiques (1898).
- GENY (F.)..... Méthode d'interprétation et sources en Droit privé positif.
- GODART et COZETTE... Manuel juridique des vices redhibitoires des animaux domestiques (1923).

- GOULAY (A.)..... Le commerce des animaux sous l'égide du Droit commun (1927).
- GUILLOUARD Traité de la vente et de l'échange. T. I et II.
- IVANUS (N.)..... De la réticence dans les contrats (Thèse, Paris, 1924).
- KAHN (R.)..... La notion d'aléa dans les contrats (Thèse, Paris, 1924).
- LAVOLLÉE (C.)..... Des nullités et de la résiliation dans les ventes de chevaux (Thèse, Paris, 1909).
- LEMAITRE (A.)..... De l'achat et de la vente du cheval (Thèse, Paris, 1899).
- LEVY (P.-M.)..... Des manifestations tacites de volonté en matière civile et commerciale (Thèse, Paris, 1927).
- MALNOURY (L.)..... Petit manuel pratique des vices redhibitoires et maladies contagieuses dans les ventes d'animaux domestiques (1909).
- MULARD (P.)..... De la garantie des vices dans les ventes d'animaux domestiques (Thèse, Paris, 1911).
- LE PELLETIER (F.)..... Manuel pratique des vices redhibitoires des animaux domestiques. Commentaire de la loi du 2 août 1884 (1902).
- PERON (A.)..... Précis de législation commerciale dans les ventes et échanges d'animaux domestiques, des vices redhibitoires et de leur suppression (1891).
- POIRIER-COUTANSAIS (J.) Des vices redhibitoires et des maladies contagieuses dans les ventes d'animaux domestiques (Thèse Caen, 1907).
- REY Jurisprudence vétérinaire.
- SALEILLES (R.)..... Etude sur la théorie générale de l'obligation d'après le premier projet de Code Civil pour l'Empire allemand (1914).
- TOUZET (H.)..... La garantie des vices dans les ventes d'animaux (Thèse, Paris, 1931).
- WATRIN et BOUTET.... Traité des vices redhibitoires dans les ventes et échanges d'animaux domestiques (1886).
- ZUNDEL (G.)..... De la redhibition dans les ventes et échanges d'animaux.
-

Manuels.

Répertoires alphabétiques Dalloz (1863 et 1926).

Traité de Droit Civil de.....	{	Aubry et Rau.
		Baudry-Lacantinerie.
		Colin et Capitant.
		Demolombe.
		Josserand.
		Larombière.
		Laurent.
		Planiol et Ripert.

Revue et Périodiques.

Annales des Juges de Paix.

Bulletin officiel de la Fédération nationale agricole, commerciale, financière et industrielle.

Bulletin mensuel de la Chambre syndicale des marchands de bestiaux de France.

Dalloz hebdomadaire = D. hebdomadaire.

Dalloz périodique = D. P.

Elevage français (l').

Gazette du Palais (la) = Gaz. Pal.

Gazette des Tribunaux (la) = Gaz Trib.

Industrie chevaline (l').

Journal « La Loi ».

Journal « Le Droit ».

Journal officiel (le).

Journal des vétérinaires du Midi (le).

Moniteur judiciaire de Lyon (le).

Pandectes françaises (les).

Presse vétérinaire (la).

Recueil des arrêts des Cours de Caen-Rouen.

Recueil de Jurisprudence de la Cour de Douai.

» » » de la Cour de Bordeaux.

» » » de la Cour de Marseille.

» » » de la Cour de Nantes.

» » » des Tribunaux de Commerce.

Recueil de Jurisprudence vétérinaire.

Recueil de Médecine vétérinaire.

Revue des abattoirs, d'hygiène alimentaire et des industries animales.

Revue Trimestrielle de Droit Civil (la).

